

Mis à jour le 09/12/2013 à 12:23



Les ministres du Travail vont tenter de désamorcer la polémique sur ces salariés accusés de dumping social.

Les vingt-huit ministres du Travail de l'UE vont tenter lundi de désamorcer leur controverse sur le **travail détaché**, dossier explosif pour le gouvernement Ayraut. Ces contrats transfrontaliers de travail provisoire permettent à des entreprises françaises d'alléger une facture sociale plus élevée qu'ailleurs. Mais sur fond d'abus, ils viennent aussi concurrencer l'emploi dans l'Hexagone.

À Bruxelles, ça passe ou ça casse prévient **Michel Sapin**, le ministre du Travail français: «à un mauvais compromis, je préfère l'absence de compromis», disait-il à l'approche du rendez-vous. Entre Européens, la discussion s'est enlisée depuis plus d'un an, avec deux minorités de blocage face-à-face. D'un côté des pays comme la France, la Belgique, les Pays-Bas ou le Danemark qui s'inquiètent de voir leur modèle de forte protection sociale sapé par l'importation temporaire de main-d'œuvre. De l'autre les champions du libre-échange, Royaume-Uni bien sûr mais aussi Pologne et la majorité des pays d'Europe orientale, fournisseurs des nouveaux bataillons du travail détaché.

### Double principe

A priori, il n'est question que de combler les failles et de mieux réprimer les fraudes. Aucune capitale n'envisage de revenir ni sur la libre circulation des travailleurs, inscrite dans les traités, ni sur le travail détaché, réglé depuis 1996 par une directive que la France avait poussée. Cette loi, ratifiée par les Vingt-Huit, pose un double principe: le droit du travail du pays d'accueil s'applique au détachement (contrat, smic, négociation collective, congés...). Mais les cotisations sociales (santé, chômage, retraite) restent versées dans le pays d'origine.

C'est cette inégalité des conditions d'embauche qui politise la controverse. Dans l'est de l'Europe, les charges sur le travail sont trois à quatre fois moins élevées qu'en France. Même si la directive de 1996 était scrupuleusement respectée, le travail détaché continuerait de mettre les modèles sociaux en compétition. Et c'est en France, sans surprise, que le phénomène s'accroît le plus vite. Le nombre de travailleurs détachés en France a progressé de 29 % en 2013, précise Michel Sapin, et le chiffre réel serait «plus proche de 350 000», notamment dans le BTP.

La proximité des élections européennes finit d'empoisonner le débat. En filigrane, la question est déjà posée de l'attitude de Paris et de l'avenir de la loi de 1996, en cas d'échec aujourd'hui des ministres du Travail. La question remonterait-elle au sommet européen du 19 décembre? Angela Merkel n'en veut à aucun prix, contrairement à un scénario discrètement envisagé du côté français afin de marquer l'importance pour François Hollande.

Lundi, lors de la ministérielle de la dernière chance, la France sera doublement à la manœuvre. D'abord pour convaincre une dernière fois la Pologne de rompre la solidarité du camp adverse, comme le chef de l'État s'y était employé à Varsovie, il y a dix jours. Ensuite pour résister à tous ceux qui, de Bruxelles à Berlin, l'invitent à mettre désormais un peu d'eau dans son vin.

## Le combat de la France contre le dumping social en Europe

94,2

FRANÇOIS ROUX, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE PRISM'EMPLOI prism'emploi

La **France** veut durcir la législation européenne sur les travailleurs détachés, ces ouvriers venus d'**Europe** de l'Est et du Sud recrutés à bas coût notamment dans le bâtiment. Un phénomène amplifié par la crise et qui menace l'emploi. Syndicats et organisations professionnelles

se mobilisent.

La décision inédite du 7 novembre de la cour d'appel de Chambéry fera date. Pour la première fois, un maître d'ouvrage est jugé responsable de ses sous-traitants pour avoir recouru de manière illégale à de la main-d'oeuvre étrangère. « *C'est une décision symbolique qui fera jurisprudence. Un donneur d'ordre ne pourra plus dire ce n'était pas ma faute !* », se félicite Renaud Collard de Soucy, président de la Fédération française du bâtiment de Haute-Savoie qui s'était portée civile.

Les faits remontent à 2007 : un promoteur immobilier - la société Promogim via sa filiale la SCI Rhône - confie les travaux de gros oeuvre pour la construction de 43 logements à l'entreprise de maçonnerie française Pala. Celle-ci fait alors appel à Manualis, une société d'intérim polonaise qui envoie sur place une dizaine de travailleurs polonais. En juin 2008, l'un d'entre eux fait une chute de trois mètres et se fracture le poignet. Alertée par la gendarmerie qui constate plusieurs infractions, l'inspection du travail stoppe le chantier. « *Les conditions d'hygiène et de sécurité n'étaient pas respectées et les ouvriers travaillaient plus de 45 heures par semaine. Aujourd'hui, Promogim se défend en disant qu'il ne savait pas. C'est pourtant facile de vérifier si les ouvriers travaillent le dimanche, s'ils sont logés correctement* », déplore le président de la FFB dans la région. « *Les vrais coupables, s'insurge encore Thierry Terbins, son secrétaire général, ce sont les maîtres d'ouvrage qui traitent des prix très bas. Pala a décroché ce marché pour un peu plus d'un million d'euros quand toutes les autres offres dépassaient 1,5 million et elle a ensuite sous-traité à Manualis pour 500 000 euros. Il ne faut pas s'étonner après des dérives !* » La SCI Rhône vient d'être condamnée en appel à une amende de 210 000 euros.

Prix cassés

Ce jugement est d'autant plus emblématique qu'il survient en pleine polémique sur la question des travailleurs détachés. Maçons portugais, soudeurs polonais, cueilleurs roumains, chauffeurs slovaques... ces ouvriers originaires d'**Europe** de l'Est et du Sud qui viennent travailler quelques semaines ou quelques mois en **France**, souvent à bas coût, au titre de la « directive détachement ». Amplifié par la crise, le sujet est monté en épingle par le Front national qui crie au **dumping social**. Et il serait l'une des causes de la débâcle de la filière des abattoirs bretons, concurrencés en Allemagne par des entreprises qui recourent à des salariés détachés de l'Est payés une misère. Syndicats et organisations professionnelles, en tête le secteur du BTP particulièrement concerné, montent au créneau, se plaignent d'une concurrence déloyale qui met en péril l'emploi des PME. Le gouvernement en a fait son cheval de bataille face aux abus de plus en plus fréquents et plaide pour un durcissement de la législation européenne, de la « directive détachement » de 1996. Le ministre de l'Emploi, Michel Sapin, tentera ce lundi à Bruxelles de convaincre ses partenaires européens.

Que dit ce texte tant décrié dont l'objectif initial visait pourtant à mieux encadrer le détachement des travailleurs européens sans entraver la libre circulation des personnes et des services ? Les salariés sont soumis au Code du travail et conventions collectives en vigueur dans le pays d'accueil. À l'inverse, les cotisations sociales sont

dues dans leur pays d'origine. En clair, un travailleur détaché dans l'Hexagone doit être payé au minimum au smic et respecter la durée légale de travail, soit 35 heures hebdomadaires. « *La France est une cible de choix du détachement car nous sommes les champions européens des charges sociales !*, regrette François Roux, délégué général de Prism'Emploi, la fédération professionnelle des agences d'intérim. *En toute légalité, les entreprises arrivent à des écarts de prix de plus de 30 %.* »

Les annonces d'agences étrangères, de Pologne, Roumanie, Portugal... fleurissent d'ailleurs sur Internet. « *Je suis démarché quotidiennement. Les offres sont 40 % moins chères avec des bonus supplémentaires si on embauche plusieurs gars* », témoigne amer Jean-Jacques Planes, patron d'une PME de charpente métallerie dans les Pyrénées-Orientales, à 15 kilomètres de la frontière espagnole. Le chef d'entreprise lance un cri d'alarme face à la concurrence étrangère. « *J'ai déjà perdu plus de 30 % de mon chiffre d'affaires au profit d'entreprises espagnoles ou portugaises. Les prix sont anormalement bas. Après avoir coupé dans les frais généraux et les fournitures, il ne reste plus que la masse salariale. La solution de facilité est de faire appel à de la main-d'oeuvre étrangère. Je vois même des entrepreneurs qui montent leur boîte d'intérim en Pologne. Je n'ai jamais eu recours à des ouvriers étrangers mais si ça continue, je ferai comme les autres !* »

Les chiffres en témoignent : le nombre de travailleurs détachés est en nette augmentation en **France** : + 29 % en un an, pour atteindre 220 000 en 2013. Des données sous-évaluées, estime le ministère de l'Emploi, qui ne prennent en compte que les détachements officiellement déclarés. L'Hexagone est la deuxième destination d'**Europe** et la Pologne premier pays d'envoi.

Dans ce bras de fer européen, Paris joue serré car la **France** compte aussi des milliers de salariés, cadres ou ingénieurs, envoyés dans l'Union européenne. Sans parler des collectivités et autres donneurs d'ordre public qui n'hésitent pas au profit du moins disant à contracter avec des entreprises ayant recours aux travailleurs détachés.

Le **combat** le plus difficile, c'est la chasse aux abus, aux détournements en tout genre de la directive. Les exemples sont légion, de salariés sous-payés, de semaines à plus de 50 heures, d'hébergement indigne dans des baraques de chantier ou en camping. Les contrôles s'avèrent de plus en plus difficiles face aux montages sophistiqués, aux cascades de sous-traitance qui transitent par plusieurs États membres. Le chantier d'EDF à Flamanville sur le réacteur nucléaire de troisième génération en est une illustration. Des salariés polonais recrutés par une agence d'intérim irlandaise via une filiale à Chypre. Un double avantage à la clef : une fiscalité réduite en Irlande et des charges sociales au plus bas à Chypre. Plusieurs procédures judiciaires sont en cours car, là encore, il y a manquement à la sécurité, accidents de travail et salaires réduits.

### Complexité des contrôles

L'inspection du travail s'est saisie d'un autre cas sur le chantier de la ligne TGV Rennes-Le Mans où les salariés se sont mis en grève pour non-paiement de leur salaire en octobre. « *Un dossier très compliqué* », reconnaît Philippe Pingeon, en charge au ministère de la lutte **contre** le travail illégal. Première difficulté, le montage. Le groupe Eiffage en partenariat avec Réseau ferré de **France** a confié la fabrication de passages inférieurs à l'entreprise Matière, qui sous-traite le ferrailage à une société allemande, Ruhl, puis à la PME lorraine EMF pour arriver en bout de chaîne à une agence d'intérim portugaise, employant des ouvriers ukrainiens et dont le dirigeant ne serait autre que le PDG d'EMF. D'où un premier soupçon d'activité fictive à l'étranger. « *C'est un point essentiel des contrôles, de vérifier que l'entreprise étrangère a une activité réelle et significative. Sinon, on est dans le prêt de main-d'oeuvre à but lucratif, pas le détachement* », explicite Philippe Pingeon. Autre fraude, les contrats de travail, récupérés par la CGT, prévoient une rémunération de 550 ou 585 euros pour 40 heures hebdomadaires. Laurent Dias, délégué CGT Auvergne, est parti en croisade depuis plusieurs mois **contre** ce qu'il appelle l'esclavagisme **social**. « *Cela touche tous les chantiers, petits comme grands. Même mal payés, ces travailleurs sont souvent mieux lotis que chez eux alors ils se taisent. Ils sont ballottés de chantier en chantier* », s'indigne le syndicaliste.

C'est toute la difficulté des contrôles. Avant, le problème se limitait aux régions frontalières. Aujourd'hui, il est partout jusque dans les zones rurales et montagneuses. Philippe Pigeon décrit le parcours du combattant des inspecteurs, souvent désarmés, qui réclament plus de formation : « *Il faut agir vite, les chantiers ne durent pas longtemps. Il y a la barrière de la langue qui requiert des interprètes. Il faut récupérer les contrats de travail, les feuilles de paie, les décrypter, voir notamment si les frais de transport et d'hébergement ne sont pas déduits du salaire, ce qui est très fréquent* ». Cela nécessite plus de technicité et une étroite collaboration entre États. Les contrôles prennent souvent plusieurs mois. Le gouvernement a lancé un plan d'attaque, une réforme de l'inspection du travail, un renforcement des contrôles et prépare un nouvel arsenal juridique pour responsabiliser les donneurs d'ordre. Une démarche qui risque d'être vaine si l'Europe sociale ne progresse pas...

La France est une cible de choix du détachement, car nous sommes les champions européens des charges sociales

## Après le « plombier polonais », voilà la polémique du « travailleur détaché » 94,5

LE MONDE | 02.12.2013 à 11h42 • Mis à jour le 09.12.2013 à 12h26 | Par **Dominique Gallois**



L'opération « côte fleurie » menée par des entrepreneurs du bâtiment de Basse-Normandie se poursuit. Depuis plusieurs mois, à Deauville, à Trouville et à Villers-sur-Mer (Calvados), des chantiers de rénovation leur échappent, au profit de nouveaux venus qui cassent les prix en employant des ouvriers venus d'Europe de l'Est, grâce à la directive européenne sur les travailleurs détachés.

A l'approche des élections européennes de mai 2014, le sujet fait polémique comme l'avait fait, lors du référendum sur la Constitution de l'Union européenne(UE), en 2005, la directive Bolkenstein et son fameux « plombier polonais ».

En début d'année, les entrepreneurs normands ont décidé de signaler à l'Urssaf toutes les anomalies qu'ils relèvent chez ces concurrents. « *Nous organisons des veilles, on repère les chantiers où il y a de la lumière la nuit ou du bruit le week-end* », explique Philippe Lefèvre, secrétaire général de Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) en Basse-Normandie.

Quatre-vingt cas ont ainsi été relevés, et plus de la moitié d'entre eux donnent lieu à des procédures, parce qu'ils ne respectent pas la directive européenne sur le détachement de travailleurs en matière de salaires, de temps de repos, sans parler des conditions d'hébergement et de travail.

Ce texte européen prévoit que les travailleurs détachés – ils sont 144 000 déclarés en France, probablement le double à en croire le ministère du travail – bénéficient du salaire minimum du pays d'accueil et de ses congés. Les charges sociales appliquées au contrat sont en revanche celles du pays d'origine.

**Lire : Travailleurs détachés : La France veut davantage de contrôles**

### **DISTORTION DE CONCURRENCE**

« *Si nous ne faisons rien, qui les arrêtera ?* » s'inquiète M. Lefèvre, pour qui cette concurrence déloyale met à mal tout un tissu d'entreprises. Or, depuis la crise de 2008, le recours à ces sous-traitants low cost augmente.

La distorsion de concurrence vient d'abord du niveau de cotisation sociale. Les charges applicables au salaire sont celles du pays d'origine, soit 13 % en Roumanie, 17 % en Slovénie et 21 % en Pologne. Loin des 45 % qui pèsent sur le smic français.

Qui plus est, si en théorie, les travailleurs détachés doivent percevoir le salaire local – le smic en France est de 1 400 euros –, personne ne sait ce qu'ils touchent vraiment. Leurs employeurs décomposent leur traitement entre une part de salaire et des dédommagements de frais.

**Lire le décryptage : Cinq questions autour des travailleurs détachés**

« *Un Portugais sera payé 550 euros, un Roumain 300 euros, la différence se fait en remboursements de frais* », estime Renaud Dorchie, responsable régional de la lutte contre le travail illégal en Basse-Normandie. Un travailleur détaché doit par ailleurs souvent reverser une partie de ses revenus à la société qui l'a fait venir.

« Nous sommes face à des salariés pour qui c'est une aubaine de travailler en France ; ils ont parfois le double de ce qu'ils auraient chez eux », note M. Dorchies. En 2011, un Bulgare touchait un salaire minimum de 123 euros, un Roumain de 157 euros, un Polonais de 349 euros, un Portugais de 566 euros.

Philippe Brossard, secrétaire de la CGT de l'Orne, évoque la situation d'une vingtaine d'ouvriers recrutés par une société d'intérim polonaise et venus en mars chez Carrier, le constructeur de cars d'Alençon. Soudeurs ou peintres, ils travaillaient à l'extérieur de l'usine sous un chapiteau, y compris les jours de fermeture. « Nous savons qu'ils faisaient plus de cinquante heures, mais nous n'avons pas réussi à savoir comment ils étaient payés », précise-t-il.

### « **DUMPING SOCIAL** »

La justice est parfois saisie. Le dossier du sous-traitant Atlanco qui avait été choisi par Bouygues pour le chantier EPR de Flamanville (Manche) est ainsi en cours d'instruction au parquet de Cherbourg. En 2011, une trentaine des 150 Polonais que faisait travailler l'entreprise avait fait grève, s'inquiétant de prélèvements effectués sur leur salaire, de leur couverture sociale en cas d'accident du travail et du non-paiement d'heures de travail.

« Leur contrat était rédigé en anglais par Atlanco dont le siège est en Irlande ; leur feuille de paye était faite à Chypre », raconte Jean-François Sobecki, coordinateur CGT sur le chantier. « Un bus est venu chercher les salariés à l'origine de l'action, et ils ont disparu », dit-il.

Des contentieux existent aussi sur le secteur de la volaille, assure Vanessa Perrotin, secrétaire fédérale de la CFDT, tout en reconnaissant que « c'est difficile à déceler. Quand les élus syndicaux abordent un salarié étranger pour regarderson contrat de travail, sa première réaction est la peur de devoir repartir. »

Pour justifier leur recours aux travailleurs détachés, certaines sociétés invoquent le manque de compétences en France. Pour les coques de ses frégates, DCNS, le groupe public de constructions navales, a signé un contrat avec le sous-traitant Litana qui a fait venir à Lorient (Morbihan) 70 Lituaniens.

« Nous n'avons plus ces compétences en France et nous sommes en train de les recréer, dit Alain Guillou, directeur des ressources humaines de DCNS. Nous vérifions la régularité de la situation sociale du prestataire et qu'il se conforme à la législation. » Les compétences existent dans la région, proteste Stevan Le Ruyet de la CFDT tout en déplorant « le dumping social ».

Philippe Deveau, patron de Médiane Construction à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a pour sa part, renoncé à employer des Polonais après un essai peu concluant en 2012, les jugeant pas assez qualifiés. Aujourd'hui, pour résister à la concurrence il doit faire des économies et réduire ses effectifs.

LE MONDE | 07.12.2013 à 11h03 • Mis à jour le 09.12.2013 à 11h25 | Par Maryline Baumard

Le double jeu de l'école française est démasqué. Mardi 3, l'enquête PISA a mis un coup de projecteur sur un sombre constat : la « classe France » est la plus hétérogène du monde. Dans un beau télescopage de l'actualité, au lendemain de cette annonce, ceux qui contribuent à la formation des très bons élèves, les professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), étaient 200 dans les rues de Paris pour refuser qu'on leur impose un service de dix heures de cours hebdomadaires.

La France a évidemment besoin de continuer à former une élite. Si elle lui donnait le goût de la création, de l'invention, ce serait mieux encore... Mais elle doit aussi de toute urgence inverser les turbines de sa fabrique à cancrs qui tourne à plein régime et accentue même les cadences d'année en année, selon PISA. Nos très mauvais élèves ne sont plus 16 % d'une génération comme en 2003, mais 22 %. La cinquième puissance mondiale peut-elle décemment abandonner un cinquième de sa jeunesse ?

La tentation était grande, pour le ministre de l'éducation nationale, de jouer les Robin des bois de la politique. De prendre aux prépas pour donner aux ZEP. C'est ce qu'il avait en tête quand il a ouvert la négociation sur le métier d'enseignant le 18 novembre. Son idée ? Faire travailler 10 heures les agrégés des CPGE (en poste en lycée, ils auraient assuré 15 heures de cours hebdomadaires, alors qu'ils sont 38 % à assurer 8 heures et 46 % à en faire 9), pour octroyer des décharges de deux heures aux enseignants de ZEP pour leur temps collectif.

### FINI L'UNITÉ D'ANTAN, PLACE À UN SYSTÈME DUAL

Au cabinet de l'agrégé Vincent Peillon, la décision n'a pas été prise à l'unanimité. Les débats ont été houleux. Le lobbying « *arrive de tous les côtés. Des grandes écoles, des patrons d'industrie, des élèves, des académiciens* », s'amuse un conseiller... D'autant que « *ces enseignants sont excellents pour adapter leur discours aux besoins du moment* », analyse le sociologue Jacques-Benoît Rauscher.

Cette fois, ils se sont donc scandalisés de l'opposition faite par un ministre entreses différents groupes d'enseignants. Opposer le stress de la réussite aux concours du professeur de CPGE à la fatigue nerveuse du prof de ZEP qui officie devant des classes hétérogènes n'était pas très correct d'un point de vue éducatif. Le ministre a d'ailleurs fait marche arrière, déclarant qu'il ne s'agissait pas de déshabiller les prépas pour habiller les ZEP, mais de mettre de la clarté dans l'opacité de ce petit milieu... Trop tard. C'était dit.

Le terrain est très réceptif à ce type de critique pour une raison simple que montre aussi PISA : l'éducation nationale n'existe plus ! Fini l'unité d'antan. Il y a un système dual qui produit d'un côté des cancrs, de l'autre des élites. Et il n'y a plus de grand corps regroupant les 800 000 enseignants qui achetaient comme un seul homme à la Camif, s'assuraient à la MAIF et la MGEN et adhéraient au syndicat. L'individualisme s'est insinué jusque dans ce collectif hier très fort. Avec ses 4 800 euros net mensuels moyens, selon les données du ministère – 5 800 pour les chaires supérieures, le grade convoité –, la vie d'un professeur de CPGE ne ressemble pas à celle d'un professeur certifié qui commence à 1 900 euros net et termine à 3 500 euros toutes primes comprises.

### UN ÉLÈVE DE CLASSE PRÉPA COÛTE AUJOURD'HUI 15 000 EUROS

La façade de la maison « Educ'Nat' » reste intacte et tente vaille que vaille demasquer ces différences entre profs... ou entre établissements. Mais, derrière le mur, les pièces ne se ressemblent pas. Subsistent en effet de très belles classes où l'on choie l'élite et des mansardes décrépies où l'on fabrique de l'échec, en particulier dans les territoires les plus ghettoisés.

Aujourd'hui, le coût d'un élève de classe préparatoire est de 15 000 euros annuels, celui d'un collégien 8 300 et d'un écolier 5 800... Or, pour qui la nation fait-elle un effort quand elle dépense plus pour ses prépas que pour ses collégiens ? Pour ses enfants bien nés. Ceux qui sont issus des milieux favorisés. 57 % des élèves de CPGE sont de milieux très favorisés, 11 % de milieux très défavorisés. A l'entrée au collège, les proportions sont inverses : 18 % des élèves sont en effet de milieux très aisés et 41 % de familles très défavorisées.

Et si on croyait encore à l'ascenseur social, PISA gomme en deux chiffres les dernières illusions : les 7,4 % d'enfants de milieux défavorisés qui se classaient dans les groupes les plus forts à PISA en 2003 ne sont plus que 4,9 % dix ans après. La chute peut continuer encore : notre élite, déjà maigre en pourcentage d'une génération, pourrait se racornir encore si on continue à saper sa base en excluant des enfants qui ne sont simplement pas nés au bon endroit. Une interrogation : l'Ancien Régime était-il si différent ?



## Néocolonialisme français en Afrique ?

94,9

LE MONDE | 04.12.2013 à 18h33 • Mis à jour le 06.12.2013 à 17h07



Depuis le mois de septembre, le conflit en République centrafricaine a pris un tour confessionnel – musulmans contre chrétiens – qui menace de tourner au bain de sang. Alors que la France a déployé des renforts dans la région et convoqué un sommet africain, les 6 et 7 décembre, à l'Élysée, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 5 décembre, une résolution autorisant le recours à la force afin de protéger les populations civiles locales.

Après la Côte d'Ivoire, la Libye et le Mali, la France s'apprête donc à intervenir une nouvelle fois en Afrique. Est-ce justifié ? Faut-il y voir un avatar du colonialisme français ? Doit-elle agir seule ?

### **Lire : Cessons ces interventions de courte vue**

Pour le politologue Roland Marchal, on peut reprocher à la France une absence de vision, une gestion à la petite semaine de la situation centrafricaine.

### **Lire : Cinquante ans de fiasco de la « Françafrique »**

Pour le politologue et professeur en géopolitique Michel Galy, l'essentiel se tient dans cet éloquent constat : 50 interventions militaires françaises en Afrique subsaharienne en cinquante ans !

### **Lire : Sanctionner les auteurs d'exactions**

En Centrafrique, les plus hauts dirigeants religieux jouent l'apaisement et tentent d'éteindre par les mots les incendies que d'autres allument par les armes, explique Philippe Boloïon de Human Rights Watch.

### **Lire : Paris ne doit pas agir seul, mais mobiliser le Conseil de sécurité et l'Europe**

La France ne doit pas faire cavalier seul en Centrafrique, mais impliquer les grandes puissances internationales et régionales, affirme Dominique de Villepin.

### **Lire : Un continent frappé par l'effondrement de l'Etat**

Jean-Loup Amselle Anthropologue, professeur à l'EHESS, explique qu'au Mali comme dans les autres pays du continent, l'existence de l'Etat ressemble fort à un théâtre d'ombres.

### **Lire aussi l'interview du président malien Ibrahim Boubacar Keïta au « Monde » : « A Kidal, la France a bloqué les Maliens, pourquoi ? »**

### **Lire aussi la tribune de Mégo Terzian, président de Médecins sans frontières : « En Centrefrique, la faillite de l'assistance »**

12/06/2013 03:59 PM

French Philosopher Finkelkraut

## 'There Is a Clash of Civilizations'

94,10

*Interview Conducted by Mathieu von Rohr and Romain Leick*

**French society is under threat, argues philosopher Alain Finkelkraut in a controversial new book. The conservative spoke to SPIEGEL about what he sees as the failure of multiculturalism and the need for better integration of Muslim immigrants.**

*Alain Finkelkraut is one of France's most controversial essayists. His new book, "L'Identité Malheureuse" ("The Unhappy Identity," Éditions Stock), has been the subject of heated debate. It comes at a time when France finds itself in the midst of an identity crisis. But rather than framing things from a social or political perspective, Finkelkraut explores what he sees as a hostile confrontation between indigenous French people and immigrants. He was interviewed in his Parisian apartment on the Left Bank.*

---

**SPIEGEL:** Mr. Finkelkraut, are you unhappy with today's France?

**Finkelkraut:** I am pained to see that the French mode of European civilization is threatened. France is in the process of transforming into a post-national and multicultural society. It seems to me that this enormous transformation does not bring anything good.

**SPIEGEL:** Why is that? Post-national and multicultural sounds rather promising.

**Finkelkraut:** It is presented to us as the model for the future. But multiculturalism does not mean that cultures blend. Mistrust prevails, communitarianism is rampant -- parallel societies are forming that continuously distance themselves from each other.

**SPIEGEL:** Aren't you giving in here to the right-wingers' fears of demise?

**Finkelkraut:** The lower middle classes -- the French that one no longer dares to call *Français de souche* (ethnic French) -- are already moving out of the Parisian suburbs and farther into the countryside. They have experienced that in some neighborhoods they are the minority in their own country. They are not afraid of the others, but rather of becoming the others themselves.

**SPIEGEL:** But France has always been a country of immigrants.

**Finkelkraut:** We are constantly told that [immigration](#) is a constitutive element of the French identity. But that's not true. Labor migration began in the 19th century. It was not until after the bloodletting of World War I that the borders were largely opened.

**SPIEGEL:** Immigration has had more of a formative influence on France than on Germany.

**Finkelkraut:** Immigration used to go hand-in-hand with integration into French culture. That was the rule of the game. Many of the new arrivals no longer want to play by that rule. If the immigrants are in the majority in their neighborhoods, how can we integrate them? There used to be mixed marriages, which is crucial to miscegenation. But their numbers are declining. Many [Muslims in Europe](#) are re-Islamizing themselves. A woman who wears the veil effectively announces that a relationship with a non-Muslim is out of the question for her.

**SPIEGEL:** Aren't many immigrants excluded from mainstream society primarily for economic reasons?

**Finkielkraut:** The left wanted to resolve the problem of immigration as a social issue, and proclaimed that the riots in the suburbs were a kind of class struggle. We were told that these youths were protesting against unemployment, inequality and the impossibility of social advancement. In reality we saw an eruption of hostility toward French society. [Social inequality](#) does not explain the anti-Semitism, nor the misogyny in the suburbs, nor the insult "filthy French." The left does not want to accept that there is a clash of civilizations.

**SPIEGEL:** The anger of these young people is also stirred up by high unemployment. They are turning their backs on society because they feel excluded.

**Finkielkraut:** If unemployment is so high, then immigration has to be more effectively controlled. Apparently there is not enough work for everyone. But just ask the teachers in these troubled neighborhoods -- they have major difficulties teaching anything at all. Compared to the rappers and the dealers, the teachers earn so ridiculously little that they are viewed with contempt. Why should the students make an effort to follow in their footsteps? There are a large number of young people who don't want to learn anything about French culture. This refusal makes it harder for them to find work.

**SPIEGEL:** These neighborhoods that you speak of, have you even seen them firsthand?

**Finkielkraut:** I watch the news; I read books and studies. I have never relied on my intuition.

**SPIEGEL:** In the US the coexistence of communities works better. The Americans don't have this European adherence to a national uniform culture.

**Finkielkraut:** The US sees itself as a country of immigration, and what is impressive about this truly multicultural society is the strength of its patriotism. This was particularly evident after the attacks of September 11, 2001. In France, however, the opposite could be seen after the attacks on French soldiers and Jewish children in Toulouse and Montauban last year: Some schoolchildren saw Mohamed Merah, the assailant, as a hero. Something like that would be unthinkable in the US. American society is a homeland for everyone. I don't think that many children of immigrants here see it that way.

**SPIEGEL:** America makes it easy for new arrivals to feel like Americans. Does [France](#) place the hurdles too high?

**Finkielkraut:** France prohibits students from wearing headscarves at school. This is also for the benefit of all Muslims who don't want a religious cage for themselves, for their daughters and wives. France is a civilization, and the question is what it means to participate in it. Does this mean the natives have to make themselves extremely small so the others can easily spread themselves out? Or does it mean passing on the culture that one possesses?

**SPIEGEL:** But this has worked for a long time. The Italians, Spaniards, Poles and European Jews had no difficulties becoming French patriots. Why is this no longer working?

**Finkielkraut:** Why is there today such aggression toward the West in the Islamic world? Some say that France was a colonial power, which is why those who were colonized could not be happy. But why has Europe been subjected to this massive immigration from former colonies over the past half a century? France still has to pay for the sins of colonialism and settle its debt to those who vilify it today.

**SPIEGEL:** You yourself are the child of immigrants, the progeny of a persecuted family. Does your personal will to integrate explain your radical commitment to the values of the Republic?

**Finkielkraut:** I defend these values because I probably owe more to my schooling than do the *Français de souche*, the hereditary French. French traditions and history were not laid in my cradle. Anyone who does not

bring along this heritage can acquire it in *l'école républicaine*, the French school system. It has expanded my horizons and allowed me to immerse myself in French civilization.

**SPIEGEL:** And made you into its apologist?

**Finkielkraut:** I can speak and write more openly than others precisely because I am not a hereditary Frenchman. The natives easily allow themselves to be unnerved by the prevailing discourse. I don't have such complexes.

**SPIEGEL:** How do you define this French civilization that you speak of?

**Finkielkraut:** I recently reread a book by the admirable Russian writer Isaac Babel. The story takes place in Paris. The narrator is in a hotel and at night he hears the lovemaking sounds of the couples next door. Babel writes: This has nothing to do with what one hears in Russia -- it's much more fiery. Then his French friend responds: We French created women, literature and cuisine. No one can take that from us.

**SPIEGEL:** Those are idealized clichés that nations create for themselves.

**Finkielkraut:** But it is true, or at least it was in the past. France can't allow itself to bask in its own glory. But it has evidence of its civilization, just like Germany -- it has its sights, its squares, its cafés, its wealth of literature and its artists. We can be proud of these ancestors, and we have to prove that we are worthy of them. I regret that Germany -- for reasons that are understandable -- has broken with this pride in its past. But I believe that German politicians who speak of *Leitkultur* -- the guiding national culture -- are right. The *Leitkultur* does not create an insurmountable barrier to newcomers.

**'This Has Nothing to Do With Aggression.'**

**SPIEGEL:** Is the modern French identity still shaped by the Revolution of 1789?

**Finkielkraut:** Back in 1989, on the 200th anniversary of the revolution, I signed a petition against the Islamic headscarf. For me it had to do with the notion of secularism, which is running into criticism around the world these days. France believed at the time that this was a model for the world, and is today reminded of its distinctiveness. It is no longer a question of exporting our model. We have to remain modest, yet steadfast.

**SPIEGEL:** But doesn't French secularism today also serve to justify the aggressive rejection of Islam?

**Finkielkraut:** How is that? We have prohibited the veil; we have not banned the individual. Previously schoolgirls were urged to place under their blouses or sweaters the crosses or medallions of the Virgin Mary that they wore on their necklaces. That is not asking too much, merely a bit of restraint on everyone's part. This has nothing to do with aggression against Muslims.

**SPIEGEL:** Hasn't Islam long since become a part of Europe, a part of France and Germany, as former German President Christian Wulff once put it?

**Finkielkraut:** Former French President Jacques Chirac made a similar statement. Islam may one day belong to Europe, but only after it has Europeanized itself. It is not an insult to the others to point out their otherness.

**SPIEGEL:** Well, the Muslims are here now. So don't they also belong?

**Finkielkraut:** The question is: How are they here? Immigrants lose nothing when they recognize their difference from the established population. Today the Muslims in France like to shout in an act of self-assertion: We are just as French as you! It would have never occurred to my parents to say something like that. I would also never say that I am just as French as Charles de Gaulle was.

**SPIEGEL:** In France immigrants are covered by the *jus soli*, or "right of the soil," meaning that every child born there has a right to French citizenship. Do you want to abolish this?

**Finkielkraut:** No. But all equality of rights aside, such a child has become a French national in a manner that differs from descent. The automatic right to French citizenship by being born on French territory makes many French people feel uncomfortable these days, because the act of wanting to be French gets lost in this process. Like most other Europeans, the French have the feeling that immigration has become an uncontrolled process -- something that happens, not something that is willed into being. The countries are not directing this process; at most, they are escorting it.

**SPIEGEL:** Isn't it extremely easy to attribute all problems to poverty immigration from the developing world?

**Finkielkraut:** A public political debate on the issue is the least that one could expect. Instead, this field is ceded to the extreme right.

**SPIEGEL:** How do you view the political rise of Marine Le Pen and her far-right National Front party?

**Finkielkraut:** This disturbs me, of course. But the National Front would not be continuously on the rise if it had not discarded the old issues of the extreme right. Nowadays the National Front focuses on secularism and the republic.

**SPIEGEL:** That sounds as if you could imagine voting for the party.

**Finkielkraut:** No, I would never do that because this party appeals to people's base instincts and hatred. And these are easy to kindle among its supporters. We can't leave these issues to the National Front. It would also be up to the left, the party of the people, to take seriously the suffering and anxiety of ordinary people.

**SPIEGEL:** What do you say to people who call you a reactionary?

**Finkielkraut:** It has become impossible to see history as constant progress. I reserve the possibility to compare yesterday and today and ask the question: What do we retain, what do we abandon?

**SPIEGEL:** Is that really any more than nostalgia for a lost world?

**Finkielkraut:** Like Albert Camus, I am of the opinion that our generation's task is not to recreate the world, but to prevent its decline. We not only have to conserve nature, but also culture. There you have the reactionary.

**SPIEGEL:** When you see all these problems in France -- the debts, unemployment, educational crisis, identity crisis -- do you fear for the future?

**Finkielkraut:** I become sad and feel a growing sense of anxiety. Optimism would seem a bit ridiculous these days. I wish the politicians were able to speak the truth and look reality in the face. Then, I believe, France would be capable of a true awakening -- of contemplating a policy of civilization.

**SPIEGEL:** Mr. Finkielkraut, thank you for this interview.

*Translated from the German by Paul Cohen*



Ausland  
SPIEGEL-Gespräch mit dem Philosophen Alain Finkielkraut über das Ringen der Franzosen mit ihrer nationalen Identität

## „Ausbruch von Feindseligkeit“

94,14

2. Dezember 2013

Frankreich zweifelt an sich selbst. Und der Philosoph Alain Finkielkraut beklagt die Identitätskrise einer Nation, die sich vor Überfremdung durch muslimische Einwanderer fürchtet und um den Erhalt ihrer Zivilisation bangt.

Alain Finkielkraut ist einer der umstrittenen Essayisten Frankreichs. Auch sein neues Buch "Die unglückliche Identität" (Gallimard) wird heftig diskutiert. Es erscheint zu einer Zeit, da Frankreich tatsächlich in einer Identitätskrise steckt. Doch es handelt nicht von der sozialen und politischen Krise - Finkielkraut beschreibt die Konflikte einer zerrissenen Gesellschaft, die er als feindseliges Gegenüber von Einheimischen und Zugezogenen wahrnimmt. Finkielkraut, 64, wurde in Paris als Sohn eines aus Polen stammenden jüdischen Lederwarenhändlers geboren, der Auschwitz überlebt hatte. Heute gilt er als Vordenker der französischen Konservativen, als Kritiker der Moderne und Verteidiger der Ideale der Französischen Republik. Er lehrt Philosophie an der Ecole polytechnique in Paris. Finkielkraut empfängt in seiner Wohnung am linken Seine-Ufer zum Gespräch - als Erstes erkundigt er sich bei den SPIEGEL-Redakteuren nach dem Erfolg des Buchs von Thilo Sarrazin in Deutschland.

SPIEGEL: Herr Finkielkraut, leiden Sie an Frankreich?

Finkielkraut: Ich leide daran, dass ich die französische Ausprägung der europäischen Zivilisation bedroht sehe. Frankreich ist dabei, sich in eine postnationale und multikulturelle Gesellschaft zu verwandeln. Dieser enorme Wandel, so scheint mir, bringt nichts Gutes.

SPIEGEL: Warum? Postnational und multikulturell klingt eher zukunftsweisend.

Finkielkraut: Es wird uns als das Modell der Zukunft präsentiert. Aber Multikulturalismus bedeutet eben nicht, dass die Kulturen sich vermischen. Es herrscht Misstrauen, es bilden sich Parallelgesellschaften, die sich immer weiter voneinander entfernen.

SPIEGEL: Geben Sie sich da nicht Untergangsängsten der Rechten hin?

Finkielkraut: Die unteren Mittelschichten, die Franzosen, die man nicht mehr französischstämmig zu nennen wagt, ziehen bereits weg aus den Vorstädten um Paris, weiter hinaus aufs Land. Sie haben die Erfahrung gemacht, dass sie in manchen Vierteln im eigenen Land in der Minderheit sind. Sie haben nicht Angst vor dem anderen, sondern davor, selbst die anderen zu sein.

SPIEGEL: Aber Frankreich war doch immer schon ein Land der Einwanderer.

Finkielkraut: Man erzählt uns immer wieder, die Einwanderung sei konstitutiv für die französische Identität. Aber das ist nicht wahr. Im 19. Jahrhundert begann die Arbeitsmigration, erst nach dem Aderlass im Ersten Weltkrieg wurden die Grenzen weitgehend geöffnet.

SPIEGEL: Die Einwanderung hat Frankreich mehr geprägt als Deutschland.

Finkielkraut: Früher ging Einwanderung einher mit der Integration in die französische Kultur. Das war die Spielregel. Daran wollen sich viele der Neuankömmlinge nicht mehr halten. Wenn die Zuwanderer in ihren Vierteln in der Mehrheit sind, wie kann man sie integrieren? Früher gab es Mischehen, durch sie entsteht doch

erst Verschmelzung. Aber deren Zahl nimmt ab. Viele Muslime in Europa reislamisieren sich. Eine Frau, die den Schleier trägt, kündigt damit ja schon an, dass eine Verbindung mit einem Nichtmuslim für sie nicht in Frage kommt.

SPIEGEL: Werden viele Einwanderer nicht vor allem aus sozialen Gründen an den Rand der Gesellschaft gedrängt?

Finkielkraut: Die Linke wollte das Problem der Einwanderung in der sozialen Frage lösen und die Ausschreitungen in den Banlieues zu einer Form des Klassenkampfes erklären. Es hieß, die Jugendlichen protestierten gegen Arbeitslosigkeit, Ungleichheit und die Unmöglichkeit eines sozialen Aufstiegs. In Wahrheit sahen wir einen Ausbruch von Feindseligkeit gegen die französische Gesellschaft. Die soziale Ungleichheit erklärt nicht den Antisemitismus, nicht die Frauenfeindlichkeit in den Banlieues und nicht die Beschimpfung "Drecksfranzose". Die Linke will nicht wahrhaben, dass es einen Zusammenprall der Zivilisationen gibt.

SPIEGEL: Die Wut dieser Jugendlichen wird aber doch auch durch die hohe Arbeitslosigkeit geschürt. Sie wenden sich ab, weil sie sich ausgeschlossen fühlen.

Finkielkraut: Wenn die Arbeitslosigkeit so hoch ist, dann muss man die Einwanderung besser kontrollieren. Denn offensichtlich gibt es nicht genügend Arbeit für alle. Aber fragen Sie einmal die Lehrer in diesen Problemvierteln - die haben große Schwierigkeiten, überhaupt zu unterrichten. Die Lehrer verdienen, verglichen mit Rappern und Dealern, so lächerlich wenig, dass sie geringgeschätzt werden. Warum sollen die Schüler sich anstrengen, um es ihnen gleichzutun? Es gibt eine große Zahl von Jugendlichen, die nichts von der Vermittlung französischer Kultur wissen will. Diese Verweigerung erschwert die Arbeitssuche.

SPIEGEL: Diese Viertel, von denen Sie da sprechen, kennen Sie die überhaupt aus eigener Anschauung?

Finkielkraut: Ich schaue Nachrichten, ich lese Bücher und Studien. Ich habe mich nie auf meine Intuition verlassen.

SPIEGEL: In den USA funktioniert das Nebeneinander der Gemeinschaften besser. Es gibt dort nicht das europäische Festhalten an einer nationalen Einheitskultur.

Finkielkraut: Die USA sind von ihrem Selbstverständnis her ein Einwanderungsland, und das Beeindruckende an dieser wirklich multikulturellen Gesellschaft ist die Kraft des Patriotismus. Das hat sich insbesondere nach den Anschlägen des 11. September 2001 gezeigt. In Frankreich dagegen war nach den Anschlägen auf französische Soldaten und jüdische Kinder in Toulouse und Montauban im vergangenen Jahr das Gegenteil zu sehen: Für manche Schüler war Mohamed Merah, der Attentäter, ein Held. So etwas wäre in den USA undenkbar. Die amerikanische Gesellschaft ist ein Vaterland für alle. Ich glaube nicht, dass viele Einwandererkinder hier das so sehen.

SPIEGEL: Amerika macht es jedem Neuankömmling leicht, sich als Amerikaner zu fühlen. Setzt Frankreich die Hürden nicht zu hoch?

Finkielkraut: Ja, Frankreich untersagt es, in der Schule ein Kopftuch zu tragen. Das ist auch zum Nutzen all jener Muslime, die keinen religiösen Käfig für sich, ihre Töchter und Frauen wollen. Frankreich ist eine Zivilisation, und die Frage ist, was es bedeutet, an ihr teilzuhaben. Bedeutet es für die Einheimischen, sich ganz kleinzumachen, damit sich der andere ohne Probleme ausstrecken kann? Oder bedeutet es, die Kultur weiterzugeben, die man hat?

SPIEGEL: Lange hat es doch funktioniert. Die Italiener, die Spanier, die Polen, die europäischen Juden hatten keine Schwierigkeiten damit, französische Patrioten zu werden. Warum klappt es nicht mehr?

Finkielkraut: Warum gibt es heute in der islamischen Welt eine solche Aggressivität gegen den Westen? Manche sagen, Frankreich sei eine Kolonialmacht gewesen, und deswegen könnten die Kolonisierten nicht

glücklich werden. Aber warum ist Europa dann seit einem halben Jahrhundert dieser massiven Einwanderung aus ehemaligen Kolonien unterworfen? Frankreich soll immer noch seine Rechnung für die Sünden des Kolonialismus bezahlen, die Schuld gegenüber jenen begleichen, die es heute verunglimpfen.

SPIEGEL: Sie sind selbst ein Kind von Einwanderern, Spross einer verfolgten Familie. Erklärt Ihr persönlicher Wille zur Integration Ihr radikales Eintreten für die Werte der Republik?

Finkielkraut: Ich verteidige diese Werte, weil ich der Schule wahrscheinlich mehr als die angestammten Franzosen verdanke. Französische Tradition und Geschichte sind mir nicht in die Wiege gelegt worden. Wer dieses Erbe nicht mitbringt, kann es in der Schule der Republik erwerben. Sie hat meinen Horizont erweitert, sie hat es mir ermöglicht, in die französische Zivilisation einzutauchen.

SPIEGEL: Und Sie zu ihrem Apologeten gemacht?

Finkielkraut: Ich kann deutlicher reden und schreiben als andere, gerade weil ich kein angestammter Franzose bin. Die Einheimischen lassen sich durch den vorherrschenden Diskurs leicht verunsichern. Ich habe solche Komplexe nicht.

SPIEGEL: Wie definieren Sie diese französische Zivilisation, von der Sie sprechen?

Finkielkraut: Ich habe neulich ein Buch des bewundernswerten russischen Schriftstellers Isaak Babel wiedergelesen, die Geschichte spielt in Paris. Der Erzähler ist in einem Hotel und hört nachts die Liebeslaute der Paare nebenan. Babel schreibt: Das hat nichts mit dem zu tun, was man in Russland zu hören bekommt, das ist viel feuriger. Da antwortet sein französischer Freund: Wir Franzosen haben die Frau, die Literatur und die Küche geschaffen. Das kann uns keiner nehmen.

SPIEGEL: Das sind doch idealisierte Klischees, die Nationen von sich selbst entwerfen.

Finkielkraut: Aber es stimmt doch, stimmte zumindest in der Vergangenheit. Frankreich darf nicht über sich selbst in Verzückung geraten. Aber es hat Belege seiner Zivilisation, genau wie Deutschland - es hat seine Sehenswürdigkeiten, seine Plätze, seine Cafés, den Reichtum seiner Literatur und seiner Künstler. Auf diese Vorfahren dürfen wir stolz sein, und wir müssen uns ihrer würdig erweisen. Ich bedaure, dass Deutschland - aus Gründen, die man verstehen kann - mit dem Stolz auf diese Vergangenheit gebrochen hat. Aber ich glaube, die deutschen Politiker, die von Leitkultur sprechen, haben recht. Die Leitkultur errichtet keinen unüberwindlichen Wall gegen Neuankömmlinge.

SPIEGEL: Ist die moderne französische Identität denn noch immer von 1789, von der Revolution, geprägt?

Finkielkraut: Ich habe schon 1989, zum 200. Jahrestag der Revolution, einen Appell gegen das islamische Kopftuch unterzeichnet. Mir ging es um die Idee der Laizität, die heute überall in der Welt auf Kritik stößt. Frankreich glaubte damals, es sei Vorbild für die Welt, und ist heute auf seine Besonderheit zurückgeworfen. Es geht nicht mehr darum, unser Modell zu exportieren, wir müssen bescheiden bleiben, aber zugleich standhaft.

SPIEGEL: Aber dient der französische Laizismus heute nicht auch dazu, die aggressive Ablehnung des Islam zu rechtfertigen?

Finkielkraut: Wieso denn? Man untersagt den Schleier, man verbannt nicht die Person. Früher wurden die Schülerinnen aufgefordert, das Kreuz oder das Marienmedaillon, das sie an der Halskette trugen, in die Bluse oder unter den Pullover zu stecken. Das ist nicht zu viel verlangt, nur ein bisschen Zurückhaltung für jeden. Mit einer Aggression gegen die Muslime hat das nichts zu tun.

SPIEGEL: Gehört der Islam nicht längst zu Europa, zu Frankreich



und zu Deutschland, so wie es der damalige deutsche Bundespräsident Christian Wulff gesagt hat?

Finkielkraut: Der ehemalige Präsident Jacques Chirac hat sich ähnlich geäußert. Der Islam mag eines Tages zu Europa gehören, aber nur, wenn er sich zuvor europäisiert hat. Es ist keine Beleidigung für den anderen, wenn man sein Anderssein feststellt.

SPIEGEL: Die Muslime sind nun einmal da. Also gehören sie doch auch dazu?

Finkielkraut: Die Frage ist, wie sind sie da? Dem Zugewanderten geht nichts ab, wenn er den Unterschied zwischen sich und dem Eingesessenen anerkennt. Heute rufen die Muslime in Frankreich gern in einem Akt der Selbstbehauptung: Wir sind genauso französisch wie ihr! Nie wäre meinen Eltern in den Sinn gekommen, so etwas zu sagen. Auch ich würde niemals sagen, dass ich genauso französisch bin, wie Charles de Gaulle es war.

SPIEGEL: In Frankreich herrscht für Einwanderer das "jus soli": Jedes dort geborene Kind hat den Anspruch, Franzose zu werden. Wollen Sie das etwa abschaffen?

Finkielkraut: Nein. Aber bei aller Rechtsgleichheit ist ein solches Kind auf andere Weise als durch Abstammung Franzose geworden. Der automatische Anspruch auf die französische Staatsbürgerschaft durch die Geburt auf französischem Territorium erfüllt viele Franzosen heute mit Unbehagen, weil der Willensakt, Franzose zu sein, dabei verlorengelht. Wie die meisten anderen Europäer auch haben die Franzosen das Gefühl, dass die Einwanderung ein unkontrollierter Prozess geworden ist, etwas, das geschieht, nicht etwas, das gewollt ist. Die Staaten steuern diesen Prozess nicht, sie begleiten ihn höchstens.

SPIEGEL: Ist es nicht sehr einfach, alle Probleme auf die Armutseinwanderung aus der Dritten Welt zurückzuführen?

Finkielkraut: Eine öffentliche politische Diskussion darüber wäre das Mindeste, was man erwarten kann. Stattdessen wird dieses Feld der extremen Rechten überlassen.

SPIEGEL: Wie beurteilen Sie den politischen Aufstieg von Marine Le Pen und ihres Front national?

Finkielkraut: Der beunruhigt mich natürlich. Aber der Front national würde nicht ständig zulegen, wenn er nicht die alten Themen der extremen Rechten abgelegt hätte. Der Front national kümmert sich heute um die Laizität und die Republik.

SPIEGEL: Das klingt ganz so, als könnten Sie sich vorstellen, ihn zu wählen.

Finkielkraut: Nein, das würde ich niemals tun, denn diese Partei appelliert an die niederen Instinkte und an den Hass. Und den kann man leicht entfachen bei seinen Anhängern. Man darf dem Front national diese Themen nicht überlassen. Es wäre die Aufgabe der Linken, der Partei des Volkes, das Leiden und das Unbehagen der einfachen Menschen ernst zu nehmen.

SPIEGEL: Was halten Sie denen entgegen, die Sie als reaktionär bezeichnen?

Finkielkraut: Es ist unmöglich geworden, die Geschichte als dauernden Fortschritt zu sehen. Ich behalte mir die Möglichkeit vor, zwischen gestern und heute zu vergleichen und die Frage zu stellen: Was behalten wir, was geben wir auf?

SPIEGEL: Ist das mehr als die Nostalgie für eine vergangene Welt?

Finkielkraut: Mit Albert Camus bin ich der Ansicht, dass die Aufgabe unserer Generation nicht darin besteht, die Welt neu zu erschaffen, sondern ihren Zerfall zu verhindern. Wir müssen nicht nur die Natur, sondern auch die Kultur bewahren. Da haben Sie den Reaktionär.

SPIEGEL: Wenn Sie all diese Probleme in Frankreich sehen, die Verschuldung, die Arbeitslosigkeit, die Krise der Bildung, die Krise der Identität - packt Sie da die Angst vor der Zukunft?

Finkielkraut: Ich werde traurig, meine Unruhe nimmt zu. Optimismus würde heute vielleicht ein wenig lächerlich wirken. Ich würde mir wünschen, dass die Politiker in der Lage wären, die Wahrheit auszusprechen, der Realität ins Gesicht zu schauen. Dann, glaube ich, hätte Frankreich auch die Fähigkeit zu einem wahrhaftigen Erwachen, zur Besinnung auf eine Politik der Zivilisation.

SPIEGEL: Herr Finkielkraut, wir danken Ihnen für dieses Gespräch.

"Es wäre die Aufgabe der Linken, das Unbehagen der einfachen Menschen ernst zu nehmen."

\* Mit den Redakteuren Mathieu von Rohr und Romain Leick in seiner Pariser Wohnung.

ROBERT KLUBA / Der Spiegel

Gwenn Dubourthoumieu / Der Spiegel

ROBERT KLUBA / Der Spiegel

Buchautor Finkielkraut: "Angst vor dem anderen"

Muslime in Brignoles: "Früher ging Einwanderung einher mit Integration in die französische Kultur"

Finkielkraut beim SPIEGEL-Gespräch(\*): "Meine Unruhe nimmt zu"

Charlemagne

## Out of commission

Brussels is shutting down too early ahead of the European election, and may reopen too late 94,19

Dec 7th 2013 | [From the print edition](#)



ANYONE who thinks America's presidential transitions take too long should spare a thought for the European Union. The European Commission has nearly a year of its mandate left to go, but its big beasts are already preparing to move on. Work is winding down ahead of the European elections next May. And the EU machinery may then not be fully staffed and running until 2015.

Olli Rehn, the economics commissioner who has been at the centre of the euro crisis, has announced that he will run for the European Parliament, partly in hopes of being chosen as the liberal alliance's lead candidate to be the next commission president. Michel Barnier, the single-market commissioner, responsible for financial regulation, has thrown his hat in the ring for the Christian Democrats. Several others may be heading for the campaign trail, if only because they know their governments will not renominate them. Some fret that, come May, there might not even be a quorum in the college of commissioners.

Next autumn all big jobs in Brussels will be up for grabs, including, besides the commission, the presidency of the European Council (representing national leaders), the EU's foreign-policy chief and, unofficially, the secretary-general of NATO. A battle between governments and the European Parliament over the choice of the next commission president (the Lisbon treaty provides that the European Council "proposes" a candidate who is then "elected" by the parliament) may cause months of paralysis.

Long live EU inactivism, some might say. But the EU cannot afford a long hibernation. The euro zone remains troubled, despite tentative signs of recovery. Slovenia may have to be bailed out. Portugal might need a second rescue next year. Greece's debt remains excessive. Banking union, the euro zone's big idea of the past year, is worryingly incomplete; a new euro-zone bank supervisor is being created, but does not yet have a credible means of winding down bust banks. Negotiations between the EU and America on an ambitious trade pact might expire if the commission becomes a lame duck.

Brussels is traditionally a place of slow legislative work and consensus-building. The commission acts as a civil service, regulator and more. It has the near-exclusive right to initiate EU legislation, to be approved by the

Council of Ministers and the European Parliament. But its role is changing in important ways. One reason is the financial crisis. Beyond managing bail-out programmes and building new institutions, the commission has gained new powers to monitor national budgets and economic policies, and to recommend reforms. Might Mr Rehn's judgments now come to be seen as politically tainted?

Another factor is the pressure to become more "political". The main umbrella-parties in the parliament want to campaign around leading candidates (*Spitzenkandidaten* in German) to be president of the commission. The idea is partly to mimic national elections, in which the leader of the winning party becomes prime minister. Advocates say it would stir voters' interest and enhance democratic legitimacy.

Yet even setting aside doubts over whether a common European *demos* exists, this system has drawbacks. It will deter sitting prime ministers, who do not want to risk their jobs at home for an uncertain European contest, and favour insiders—hence the moves of Mr Rehn and Mr Barnier, among others. The commission would become more beholden to the parliament, and more remote from the governments that pay the EU's bills. *Spitzenkandidaten* would undermine the commission's neutrality without giving voters a real influence over decisions. Angela Merkel, the German chancellor, and David Cameron, the British prime minister, are among those who want the nomination to stay firmly in their hands. The turf battle could drag on for months.

A third force for change comes from countries of a more sceptical bent. Britain and the Netherlands—and to some extent now Germany—are pushing for "less Europe". Britain wants to renegotiate its membership and repatriate powers. The Dutch don't want to reopen the treaties, but would like the European institutions to take a vow of self-restraint: only a few commissioners should have authority to propose new legislation, and national parliaments should have more scope to block initiatives.

José Manuel Barroso, the two-term president, recognises that "the EU needs to be bigger on big things, and smaller on small things". He has proposed a modest rejigging of priorities under a programme called "Refit", including the scrapping of a move to regulate hairdressers' shoe-heels.

### **Be careful what you wish for**

Those hoping the crises would bring about a federalist leap have been disappointed. The commission has often struggled to remain in the game. Fiscal rules have been toughened, but creditor countries have resisted any sharing of liabilities. Germany and France have insisted that control of the euro zone's rescue funds remain in national hands. True, national leaders too often pin their failures on "Brussels" while preening any successes as their own. And though many run down the commission, it has been given greater powers. To Mr Barroso's credit, he has kept protection at bay and preserved the single market.

The commission's role in mediating between large and small countries, creditors and debtors, and left and right, remains vital—and faces dangers. Governments will not always welcome its intrusion into national economic policies. The euro needs a more hands-off means of stabilising economies, perhaps even allowing countries to default. And even those who want to reduce Europe's role must recognise that in some areas more Europe is still needed, if only to save the euro. The commission may be unloved, but the EU could not function without it.

## Stricter rules will hurt Europe

94,21

9 December 2013

[DZIENNIK GAZETA PRAWNA](#) WARSAW



Vlahovic

EU labour ministers are meeting today to agree on amendments to the 1996 Posted Workers Directive, but the changes demanded by some member states to fight social dumping from countries including Poland will hamstring the free flow of workers and benefit middlemen.

[Lukasz Guza](#)

Poland is up against the wall on the issue of [the Enforcement Directive](#) on posted workers. A strong coalition led by France and Belgium and backed by Germany is pressing for changes, which will see Polish workers posted to work abroad hardest hit. Poland is a European leader in the posting of workers overseas, sending some 250,000 of them abroad every year.

The drastic tightening of regulations on worker posting has one goal: to reduce the inflow of workers from Poland and the other eastern European member states to the wealthy countries of western Europe.

The proposed Enforcement Directive comes as yet another in a series of measures aimed at shutting Europe's doors against the paupers from the East, such as the crackdown on "benefit tourism" in the UK and Germany or French deportations of the Roma. Another example is the criticism of Polish workers in the Netherlands, where they are accused not only of taking jobs away from Dutch people but also of being unable to behave properly in public places.

Second-rate politicians

All these are much more than just controversial ideas floated by second-rate politicians trying to exploit national animosities for electoral gain. During the negotiations of the Enforcement Directive, Belgium directly accused Poland of social dumping, [ie flooding the market with cheap labour] as if forgetting that few Flemish and Walloon workers are willing to perform the kind of jobs entrusted to workers from Poland.

And that they won't change their mind once the door for Polish posted workers is shut. The Poles and other eastern Europeans will keep coming to perform the heavy, low-paid jobs that French or German workers won't take. Only this time it will be black-market work, without tax – so perhaps the hourly rates will actually fall further.

The only ones to benefit from the solutions that are to be discussed in Brussels today will be dishonest middlemen. Eastern European workers will be negatively affected, and will have to join the grey economy, and the national budgets, deprived of the taxes now paid by legally posted workers will also suffer. But the biggest loser will be Europe. In the name of populist slogans, it is about to take a huge step back on one of its major achievements: the free flow of people and services.

## Sans Presseurop ?

94,22

2 décembre 2013

Presseurop

Le 20 décembre, Presseurop devrait s'arrêter. Notre contrat avec la Commission européenne, qui finance notre site, s'arrête à ce moment là et la Direction générale de la Communication, qui dépend de la vice-présidente Viviane Reding, nous a fait savoir qu'elle ne compte pas poursuivre le projet. Elle invoque des **raisons budgétaires**.

Le Parlement européen a pourtant voté une augmentation du budget de l'UE pour 2014 afin d'attribuer à la Commission des ressources financières supplémentaires pour les projets médias, dont Presseurop fait partie. La Commission semble préférer les consacrer à d'autres initiatives. Privés de ce financement, nous serons contraints de cesser notre travail.

Depuis son lancement en 2009, à l'initiative de la Commission, Presseurop s'est imposé comme l'un des tous premiers sites d'information indépendants sur l'Union européenne. Chaque jour, ses lecteurs peuvent lire le meilleur de la presse européenne et internationale, traduit en dix langues, partager et commenter ses contenus. **Une communauté s'est ainsi créée, véritable embryon de citoyenneté européenne, qui a fait vivre le débat d'opinion autour de l'Europe grâce à sa [plateforme de discussion multilingue unique](#)**. Pour les titres de presse et les journalistes, les intellectuels et les spécialistes — plus de 1 700 à ce jour — dont nous avons publié les articles, Presseurop a représenté un moyen d'élargir leur audience au-delà de leurs frontières linguistiques.

Nous regrettons que la Commission européenne, à quelques mois des prochaines élections européennes, qui s'annoncent cruciales pour l'avenir de l'UE, souhaite clore cette expérience, même si elle est très appréciée à la fois des lecteurs, des spécialistes des affaires européennes et des journalistes. Elle avait pourtant été encouragée à la poursuivre par [une évaluation indépendante](#). Elle a préféré suivre une autre voie, **quitte à priver les citoyens européens d'un précieux outil de participation à la vie démocratique de l'Union**.

Cet espace commun ne doit pas disparaître. Vous, sans lesquels nous n'aurions pas pu accomplir ce travail, pouvez nous soutenir en relayant cet appel, afin que la Commission européenne continue de soutenir Presseurop en 2014.

[Si vous voulez que Presseurop continue, faites-le savoir : signez la pétition en ligne.](#)

El País - Spain

## Elections turn Europeans against Europeans

94,23

The British government wants to [continue restricting](#) the free movement of workers from Bulgaria and Romania, which is supposed to apply as of January 1, 2014. With such steps Europe is shooting itself in the foot, the left-liberal daily El País comments: "Election tactics are behind the refusal to coexist with citizens from poorer regions despite their being members of the EU. Some governments have chosen the European Commission as the target of their criticism, which is like holding the European community responsible for all the problems that right-wing extremists, isolationists and anti-European parties use as propaganda. It's no longer enough to raise the spectre of non-European immigrants; now the Europeans themselves are being used as bogeymen: the inhabitants of Northern and Central Europe are being pitched against those of the South or the East. A bad atmosphere in which to hold the [European elections](#) next year." (09/12/2013)

Der Tagesspiegel - Germany

## Restricting freedom of movement is pointless

Individual EU states may in certain cases be allowed to reintroduce visa restrictions for the citizens of Balkan states, the EU interior ministers decided at the behest of Germany and other countries on Thursday in Brussels. For the liberal daily Der Tagesspiegel, such restrictions of freedom of movement are pointless: "Acceptance will only come on a voluntary basis, in the context of a mutual learning process. This includes gaining an understanding of the indeed difficult situation of the Roma in Romania and Bulgaria, and also in Germany. It also includes the realisation that summarily introduced European legal principles won't lead to successful integration. ... Potential acceptance problems arise when the general principle of European freedom of movement collides with the welfare state mindset that is more prevalent in some EU states than in others. To this extent it's nothing but symbolic politics when the German interior minister continues to block Bulgaria's and Romania's accession to the

The Daily Mail - United Kingdom

## Romanians not robbing British of their jobs

Romania's Minister of Labour Mariana Campeanu on Wednesday rejected accusations that her countrymen were taking away jobs from young Britons. As of 1 January 2014, free movement of workers within the EU will also apply to [Bulgarians and Romanians](#). Columnist Max Hastings writes in The Daily Mail that the British should be glad that the Romanians do the jobs they themselves no longer want to do: "Our [hospitals](#) would collapse tomorrow without immigrant labour - including Romanians - because scarcely any young British person is willing to change dressings or empty bedpans. ... Only a relatively small minority of the newcomers will come to claim benefits or embark on careers in crime. Most want to live here because they can take up a host of jobs that our own young people are

El Huffington Post - Spain

## Carlos Carnicero on the awakening European consciousness

94,24

Both the debt crisis and the pro-European demonstrations in Kiev have ensured that Europe has established itself as a key player in the minds of the citizens, political analyst Carlos Carnicero writes in his blog with the left-liberal online newspaper El Huffington Post: "The crisis has achieved something that we Europeans are failing to take advantage of: for the first time in history, a European public space exists. In each of the 28 capitals Europe is being discussed. If the crisis has accomplished anything positive, it's the fact that citizens now have an idea of how powerfully Europe can react to the crisis. People mostly say bad things about Europe, but at least they are talking about it. ... The pro-European demonstrators in Ukraine have reminded us of a few things. Firstly, that it's even colder outside Europe than inside it. Being in the euro may seem worse than a visit to the dentist, but there's still a queue to get in. And secondly, the Ukrainians have reminded us that we Europeans already within the EU must take to the streets to defend Europe." (05/12/2013)

20minutos.es - Spain

## A blow to the European public sphere

The European opinion portal Presseurop is due to stop publication on December 22. The European Commission has announced that it is cutting the funding for the online magazine, which appears in ten languages. A bitter loss, Nacho Segurado writes in his blog Europa Inquieta on the website of the free paper 20 Minutos: "When I bookmarked Presseurop, I didn't know anything about its prestige or how effective it was. I simply saved it as a practical reference work, finding it a valuable publication - something like the embryo of a pan-European medium that many of us find is lacking (if Europe wants to be a nation - whatever that may mean - it will need its own press to survive). ... And then, just a few months before the trend-setting EU parliamentary elections - at a time when the pedagogical efforts many people are demanding are sorely needed - the Europeans could lose one of their best information channels." (05/12/2013)



IMMIGRATION:

## The EU's 'useful barbarians'

94,25

4 December 2013

STANDART SOFIA



[Steve Bell](#)

With one month to go before the British job market is thrown wide open to Bulgarians and Romanians, the UK prime minister is calling for fresh restrictions against those who might be tempted to take advantage of the largesse of the British welfare system. "We are very useful barbarians", is the bitter reaction of a columnist in Sofia.

[Rouslan Iordanov](#)

"The twilight of the evening has fallen, but the barbarians have not shown up. Emissaries who have just returned from the border say: 'There are no more barbarians. What will we do without them? They were so useful for solving our problems'" Thus ends the poem "Waiting for the Barbarians" by the Greek poet Constantine Cavafy (1863-1933).

These days the wealthy countries of western Europe have rediscovered the millennial threat of the barbarians – this time around in the guise of their poor relatives from the east of the continent. Last week, the British PM David Cameron pulled a series of measures from his sleeve aimed at limiting the access of Romanian and Bulgarian nationals to the labour market and to [Britain's welfare benefits](#) following January 1, 2014, when the last restrictions should finally disappear.

This quarantine decreed by London provoked a fairly mild protest from Brussels and a reaction from the Bulgarian diplomatic corps that was a little more energetic than usual. Over the next few days, Germany and France joined Britain in putting up additional restrictions on Bulgarians and Romanians. The grand coalition of Angela Merkel, bringing together left and right, is committed to putting an end to "unjustified claims for access to welfare". The Socialist government of François Hollande in France has also announced that it is moving in this direction.

Something serious afoot

**When the three most powerful countries of the EU decide at the same time to put up barriers, something significant is going on**

When the three most powerful countries of the EU decide at the same time to put up barriers, something significant is going on. In the first half of 2012, the Germany took in some 550,000 immigrants, an increase of 11 per cent over the same period the previous year. Two-thirds are EU nationals, and a majority of them are from eastern Europe. But Berlin has also taken note of the upswing in immigration from southern Europe: up 39 per cent for the Spanish, 41 per cent for Italians and 26 per cent for the Portuguese.

Of course, these migrants working abroad pose no danger to a country of 82 million people, but they do indicate a disturbing trend. First, the debt crisis, which has hit the south of the continent particularly hard, has caused an influx of immigrants from those countries, to which we can add the eastern Europeans. Secondly, nationalist, isolationist and anti-European Union parties are playing a more important role on the political scene in northern and western Europe these days. In the United Kingdom, the Independence Party (UKIP) of Nigel Farage is becoming more prominent in the debates, and if it lacks members in the British Parliament it is only because of the peculiarities of the majority-vote system.

Easy prey

Surveys in Britain show that opinions on the subject are becoming more and more radical, and many are found in a party that is even more extremist, the [British National Party \(BNP\)](#). In France, it is the dynastic party of Jean-Marie Le Pen, the FN, that has the wind in its sails, forcing some ministers, like Manuel Valls, to set the tone for particularly brutal campaigns against the Roma. In Germany, extremist leanings are still under control, thanks to particularly stringent legislation.

In short, the Europe of 2013 is very different from the Europe that Sofia and Bucharest joined with great fanfare back in 2007. Gone is all the talk about the unity, finally restored, of the Old Continent, or of the civilising virtues of democracy and the market economy.

Instead, poverty-stricken immigrants (mostly the Roma) from Bulgaria and Romania have become easy prey for the sensationalist newspapers and the tabloids. A little like the Syrian refugees in Bulgaria at the moment...

## Paris will EU an Kosten für Militärmission beteiligen

74,27

09.12.2013 · Nach Ansicht des französischen Außenministers Fabius verteidigt Frankreich in Zentralafrika die Sicherheit aller Europäer: Die EU werde den Einsatz mitfinanzieren. In Brüssel gab es dafür keine Bestätigung.



© AFP  Bangui: Französische Soldaten nehmen mutmaßliche frühere Séléka-Rebellen fest.

Europa soll einen Großteil der Kosten für die französische Militärintervention in der Zentralafrikanischen Republik tragen. Das kündigte der französische Außenminister Laurent Fabius am Montag in Paris an. Frankreich hat 1600 Soldaten entsandt, die am Montag mit der Entwaffnung der Milizen in der Hauptstadt Bangui begonnen haben. **„Europa wird das alles finanzieren“, sagte Fabius im Radiosender France Inter.** An diesem Dienstag wird in der Nationalversammlung und im Senat über den Einsatz debattiert.

Eine Abstimmung ist nicht vorgesehen. **Präsident François Hollande hatte zuvor betont, der Auslandseinsatz werde keine Mehrkosten im Verteidigungshaushalt verursachen.** „Wir denken, dass es Frankreich nichts kosten wird“, sagte Hollande den Auslandssendern TV5 Monde, RFI und France 24. **Die EU werde sich mit 50 Millionen Euro an den Kosten beteiligen, sagte Hollande.** In Brüssel gab es für diese Ankündigung keine Bestätigung.

In einem Entwicklungshilfefonds der EU sind 50 Millionen Euro für die Finanzierung afrikanischer Truppen vorgesehen. Es sei nicht vorgesehen, daraus auch den Einsatz europäischer Soldaten zu bezahlen, hieß es aus dem Auswärtigen Dienst der EU. Es gibt bisher auch sonst keinen Beschluss der EU, sich an den Kosten der französischen Mission zu beteiligen.

EU-Gipfel diskutiert Finanzierung

Hollande beabsichtigt, **die Finanzierungsfrage von Auslandseinsätzen auch auf die Tagesordnung beim EU-Gipfeltreffen Ende nächster Woche in Brüssel zu setzen.** Er werde die europäischen Partner, insbesondere Deutschland darum bitten, **einen dauerhaften Finanzierungsfonds für Auslandseinsätze** zu begründen. **Frankreich verteidige in Afrika die Sicherheitsinteressen aller Europäer.** Außenminister Fabius hielt den europäischen Partnern am Montag vor, sie machten es sich bei Krisenherden auf dem afrikanischen Kontinent „etwas leicht“.

Sie ließen Frankreich intervenieren, weil es für seine militärische Effizienz bekannt sei, so Fabius. „Aber Frankreich hat nicht die Berufung, ständig allein in Afrika einzugreifen.“ Die jüngste Militärintervention stößt in der französischen Öffentlichkeit auf geringen Rückhalt. Nur 51 Prozent der Franzosen stimmen dem Kampfeinsatz laut einer Umfrage des Instituts Ifop zu.

01/10/2013 by [Lammert De Jong](#)



Lammert De Jong

“In my view it’s absolutely impossible that within the foreseeable future something like a “European democracy” will come to exist. The cultural, sociological, historical and linguistic differences are simply too big.”<sup>[1]</sup> This view is paradigmatic of a widespread opinion that European democracy is too much to ask for because of the immense differences among the peoples of Europe. The European Demos is a fiction. Wasn’t the concept of nation-state democracy construed on the assumption of a homogenous nation of people? Emphasizing the phoniness of the European Demos, the EU faces an existential deficit: There are no citizens! This argument presupposes a principled antagonism between nation-state believers and European super-state dreamers. People in Europe identify first of all with their nation-state and cannot be enveloped in any sort of European identity. These critics purport that a further integration of the European Union must be halted in favor of a return to nation-state sovereignty, because only in the nation-state can democracy flourish.<sup>[2]</sup> Or, as Cuperus claims, we must go back to the European Community (Cuperus, 2013)!<sup>[3]</sup>

For a better understanding of the European Demos, the concept of multidimensional citizenship is introduced. The ideal of citizenship is not only hemmed in by national borders (“home”) but also formatted by powers that control the conditions of our life (“engagement”). I will argue that a nation-state bias of citizenship blurs the democratic significance of the European Demos. European Union democracy and nation-state democracy are entangled and therefore not served by ideological rhetoric that democracy can only function within the nation-state, coupled with a bias against the European Demos.

### Multidimensional Citizenship

According to contemporary democratic theory, status, rights, political engagement and identity together define the contours of our understanding of citizenship (Bosniak, 2006, 20). For many people, one’s public identity is framed by the nation-state, the place where one belongs, and a distinct element of identity to cling to. Others, especially immigrants, feel more at home in the city or the neighborhood as nativists tend to occupy the nation with their culture, idiom and precepts, and so dividing native-born citizens and immigrants.<sup>[4]</sup> Yet one’s political engagement is not necessarily hemmed in by these locations. A person’s political engagement may be inspired by the European Union for reasons of political efficacy (Fraser, 2010, 156). When taking globalization into account, Europe is a place where decisions count: “A state that sought to protect itself alone against climate change, would be a laughing stock (Eppler, 2009, 201).” The various dimensions of citizenship that were once exclusively attached to the nation-state, now reach out to different locus operandi, some familiar and embedded in constitutional law and history, others new and challenging a terra incognita.

Modern day citizenship is multidimensional and doesn’t create a priori antagonism between (national) identity and (European) political engagement. The multidimensionality of citizenship makes sense of the Nation coming to grips with globalization, bridging the gap between National Citizenship for

Dummies and World Connectors on a Cloud. Those who strongly identify with the nation-state (or neighborhood for that matter) may become ardent European Union protagonists when realizing to what extent the social and existential security of their national “home” has become dependent on what is happening in the world at large. Feeling at home in the “nation” or “neighborhood” on the one hand, and political engagement as a European on the other, produces multiple identity markers of one’s citizenship. Actually, the value one attaches to the national “home”, in other words, being a nationalist in the best sense of the word, calls for political engagement that reaches across national borders. This concept of nationalism constitutes a building block for the European Demos, connecting a citizen’s “home” with political engagement in interlocking platforms: National, European, Occupied Squares and The Streets. Hence the European Demos becomes an offshoot of one’s national identity, a European twin brother as it were. European citizenship does not replace national identity; it empowers one’s citizenship. So does the European Demos not replace the Nation but serves as an extension of one’s citizenship for gaining political efficacy. The large variety among the European Demos does not exclude a common aspiration of peace and a better life for all by regaining relevance in a globalized world. Those Euro-skeptics who are searching for a homogeneous European tribe won’t find the European Demos; they are looking Eyes Wide Shut. The European Demos is not a priori a requirement of European democracy but rather a production of the on-going European Union history. Mind you, the European Demos is a revolutionary invention.

### Nation State Bias of Citizenship

For a better understanding of the European Demos, it is helpful to understand that the concept of citizenship as a particular relationship that connects the individual to his or her state is unraveling (Heater 2002, 87, 4). The conception of the nation-state as the exclusive vehicle for people’s “relations of duty and concern” has outrun its course. A person’s engagement varies and may outweigh one’s national citizenship in reaching out across borders; it need not be contingent on citizenship and nationality (Amartya Sen, 2009, 142-144). In other words, one’s civic engagement does not necessarily need to align with the citizenship format of the state; it changes with time, tide, and temperament.

Nineteenth-century historiography produced proud national histories and so developed a national consciousness that, disseminated by emerging modern mass media, gradually acquired the appearance of naturalness (Habermas, 2010, 86). History has been largely taught with national content and nationalistic purpose “[...] and a view of the past biased in favor of [one’s] own country (Heater, 2002, 175).” The assertion that the European Demos does not exist is not just loose talk, but reflects the success story of constructing national identities. It doesn’t prove however that the European Demos is an illusion. As much as Europeans have come to appreciate travelling Europe’s cities, landscapes and seashores, they are becoming more and more aware of Europe’s political significance. European Union historiography is still in its infancy and must compete with grandiose national histories, and that at a time that Europe is in a multidimensional crisis mode. Upbeat European stories, such as Hill’s: Europe’s Promise. Why the European way is the best hope in an insecure age (Steven Hill, 2010) sound out of place these days. Yet, as an American outsider, Hill may be in the right position indeed to elucidate Europe’s promise.

### Empty Rhetoric

European Union democracy is a work in progress, which started rather late in the process of European integration. It has been repeated over and over again, for too long Europe was a project of its political elite. True! Yet it does not make sense to suggest that democracy can only work within the confines of the nation-state. Or that: “Becoming European can never mean the laconic self-abolition of the nation state, of national identity.” This is empty rhetoric, feeding populist sentiments. The abolition neither of the nation-state nor of national identity is on the books. The penetrating issue is the layout of the integrated governance of the Union and its member states, in particular its democratic architecture and the assignment of power (subsidiarity). National identity is not going to be abolished by European citizenship, who ever said so? Who wants “to get rid

of democracy and the solidaristic (sic) welfare states, which can only operate on a smaller scale than in the European empire of 500 million people (Cuperus, 2013).” Maybe one or two extremist neo-liberal European super-state dreamers! Certainly not the legion of politicians and scholars, whose concern is a social and democratic Europe that respects and builds on the social-democratic parameters of its member-states. Whoever claims that social democracy can only flourish within the nation-state puts him self hors concours, actually adding fuel to radical right-wing-populist opinion.

European citizenship will only add relevance to people’s engagement – overcoming a motivational deficit – on the essential premise that first of all Europe’s democratic deficit is corrected. As long as that is not the case, people’s engagement is reduced twice, firstly by the reduction of state sovereignty in a global world, and secondly by running into the walls of European governance that is not bound by an equitable representation of the people. The Union must operate in a public sphere (Jürgen Habermas, 2013), so that a European Parliament that embodies the sovereignty of European citizens can check its governance. For ordinary citizens the current state of affairs is illegible and does not arouse to take on what Obama called *“the mantle of citizenship”* at the 50<sup>th</sup> anniversary of the March on Washington. The layout of European democracy according to the “*méthode intergovernmental et méthode communautaire*” is basically unintelligible, even for educated citizens. No wonder that the European citizen speaks out loud by not showing up at election time, or casting a vote for an emergency exit.

For the European Demos coming to maturity, an updated all embracing narrative (March on Brussels) must connect the European people to the ethos of the Union while an institutional reform tackles Europe’s acute democratic deficit. “Back to the European Community!” does not answer this challenge nor does it help to ward off “the planned attack on the European Union project by the radical right-wing populists.” It merely adds to a citizen’s riddle of to vote or not to vote in the upcoming European Union elections. What to vote for?

---

[1] Rene van Leeuwen, ‘Wat is er nu eigenlijk belangrijker, een vette bankrekening of een functionerende democratie?’ In: De Volkskrant, 27 September 2012.

[2] René Cuperus, ‘All politics is domestic politics?!’ Lecture in the series: The State in a Globalizing World: problematic, yet indispensable. Society for International Development (SID). Amsterdam, 12 March 2012.

[3] René Cuperus, Back to the European Community! In: Social Europe Journal, 11 September 2013

[4] Evelien Tonkens and Menno Hurenkamp, *The nation is occupied, the city can be claimed*. Paper presented at the International RC21 conference 2011 Session: 19, scales of citizenship, 7 – 9 July 2011.

## European trade unions fume over ‘abuse’ of expat workers

94,31

**VIDEOS:** 09/12 16:52 CET

[Trade unions](#) protested in [Brussels](#) on Monday as EU employment ministers met to discuss which rules should apply to workers posted abroad.

France is one member state which is pushing for tougher regulation.

Seconded workers often pay less social contributions and taxes than local employees.

Unions call this ‘social dumping’ and say it is unfair competition.

“What we want is that the outsourcing is regulated, so we can check up on all these subcontractors,” said Constant Koumbounis, a Belgian union official.

Pierre Cuppens, the general secretary of Belgium’s construction workers union, said some workers “are experiencing slave-like working conditions fit for the Middle Ages.

“So we really demand to regulate and to hold accountable the entire supply chain and be able to punish those taking advantage of the situation,” he told euronews.

EU rules say workers may be posted abroad for up to two years for a specific job.

Their contracts must respect local labour laws, but social security payments are made to their home country.

## EU ministers strike tentative deal on workers’ rights abroad 94,31

09/12 19:12 CET

EU employment ministers have struck a tentative agreement on which rules should apply to workers posted abroad.

The deal would implement slightly tighter controls on employees who are sent by their company to work in another country.

They include increased checks on firms to make sure they are not abusing European labour laws.

Employers will be also asked to provide proper documentation.

But the proposed legislation still requires further negotiation between MEPs, the Commission and national governments.

France had been one of the countries pushing for a stricter interpretation of EU rules, describing the current set as “social dumping.”

## Europe's Unfinished Currency: The Political Economics of the Euro 94,32

*By Thomas Mayer*

*Reviewed by Andrew Moravcsik*

FROM OUR MARCH/APRIL 2013 ISSUE

**D**ebates over the future of the eurozone have become polarized around two unrealistic alternatives: the formation of a political union and the breakup of the eurozone. Mayer suggests a middle path, arguing that European governments must avoid unlimited commitments to fiscal transfers and centralized control in favor of limited cooperation to construct a minimal regulatory framework. The European Union should move toward creating a banking union, he argues, in which the European Central Bank would increase its role in banking supervision and act as a lender of last resort to banks troubled by liquidity problems. Yet the EU cannot and should not handle its member states' fundamental solvency issues, particularly their sovereign debts, not only because the EU lacks a democratic mandate but also because this would undermine the European Central Bank's proper goal of price stability. One implication of Mayer's argument is that the eurozone is likely to shrink and some national currencies will likely reemerge in Europe. In Germany, with its emphasis on financial rectitude and price stability, this view is widely held, although mostly behind closed doors. Given Berlin's key role in European monetary decision-making, this vision is probably more realistic than other, more widely discussed scenarios.



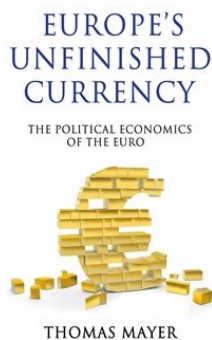
• BOOK REVIEWS

## Europe's Unfinished Currency: The Political Economics of the Euro 94,33

Published on February 1 2013, **Spring 2013**

Nicolas Véron

Senior fellow at Bruegel and visiting fellow at the Peterson Institute for International Economics in Washington D.C.



It's almost a century since British writer H.G. Wells observed in his "Outline of History" that "human history becomes more and more a race between education and catastrophe." This memorable phrase applies all too well to the eurozone crisis, whose development has often appeared to be more rapid than our collective ability to understand its complex dynamics. It is therefore heartening that 2012 saw a string of new books that try to shed light on the eurozone's predicament, including Carlo Bastasin's "Saving Europe" and Jean Pisani-Ferry's "Réveil des Démons", whose English version is forthcoming. Thomas Mayer's new book is a welcome and important contribution to this effort. The author is a former official at the International Monetary Fund, and most recently was Deutsche Bank's chief economist until he joined Frankfurt's Goethe University in 2011. The book combines a narrative of the crisis, historical reference points and policy recommendations to paint Mayer's analysis of what he sees as a fundamental mismatch between the superstructures of monetary union and underlying political realities.

The same factors that make such an endeavour so necessary also make it frustratingly difficult to achieve. First, the landscape moves fast: "Europe's Unfinished Currency" inevitably ignores such key recent developments as the drive towards banking union. Second, multiple national perspectives have generally not coalesced into a truly European one. Mayer does not escape a German bias, reflected in the index where more than half the references to European individuals are to Germans (and more than half of the remaining ones are to the French). Third and foremost, the crisis not only blends different economic perspectives but, as Mayer's subtitle suggests, also involves broader political themes which to be made sense of might require the trained eye of a historian, political philosopher or constitutional jurist as much as that of an economist. The book sometimes fails, in particular, to avoid the cliché of what Mayer calls "Latin Europe's" inherent inability to overcome "a preference for a soft currency policy and a higher tolerance of inflation" – a vision of questionable permanence considering Germany was in the 1920s the quintessential inflation-prone deficit country, as recounted in Liaquat Ahamed's masterful "Lords of Finance".

Europe's present crisis has set in motion a creative process that quickly shifts the boundaries of historical possibility (who would have thought a strong supranational supervisor is to be in place by early 2014?) and also transforms Europe's geography in unpredicted ways (think of Catalonia). This book makes for rewarding reading, to understand the crisis itself and also German debates about it.

## Travail détaché : la France obtient gain de cause à Bruxelles 94,34

Publié le 09/12/2013 à 19:38



La France a arraché le feu vert de ses partenaires européens pour renforcer les contrôles sur le détachement transfrontalier de salariés.

[Michel Sapin](#) a réussi son pari. Grâce au ralliement surprise de la Pologne et contre l'avis de la Grande Bretagne, la France a arraché, lundi soir, le feu vert de ses partenaires européens pour renforcer les contrôles sur le détachement transfrontalier de salariés et, surtout, remonter plus facilement les filières internationales du «dumping social» dans le secteur du BTP.

L'arrangement, obtenu après un huis clos tendu des 28 ministres du travail, permet de renforcer les pouvoirs d'enquêtes des inspections nationales du travail. Il élargit la liste des documents que les entreprises de détachement devront fournir pour tous leurs salariés.

Succès crucial pour Paris, il instaure surtout, à l'échelle européenne, une «responsabilité conjointe et solidaire» des entreprises et sous-traitants dans les circuits souvent contournés du travail détaché. En clair, les Vingt-huit devront désormais obligatoirement coopérer au démantèlement des circuits du détachement frauduleux à travers l'UE. Seul bémol, ce tour de vis ne s'appliquera qu'au secteur du BTP. C'est là que se concentrent, en France du moins, plus de la moitié des fraudes constatées, dit-on à Paris.

L'accord «est en tout point conforme à ce que voulait la France», a assuré le ministre du travail, visiblement soulagé par une percée que personne n'aurait garantie dans la matinée.

### Pologne retournée

Michel Sapin a rendu un hommage appuyé à la Pologne, elle-même grande exportatrice de main d'œuvre à travers l'UE. Au dernier moment, Varsovie a brisé le front du refus noué depuis plusieurs mois avec le Royaume-Uni, la Hongrie et la République tchèque. Et cassé du même la minorité de blocage qui barrait la route à la France, à l'Allemagne, à la Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Le président Hollande avait préparé ce retournement il y a dix jours, en rencontrant son homologue polonais Donald Tusk. Reste à connaître le prix fixé par la Pologne...

[Sur le détachement, une directive fixe la règle du jeu européenne depuis 1996.](#) Elle impose au détachement les salaires et le droit social du pays d'accueil; mais elle laisse les cotisations au niveau du pays d'origine. A partir de 2004, le paysage a été bouleversé par l'entrée dans l'UE d'une dizaine de pays d'Europe orientale aux salaires et aux couvertures sociales bien plus minces - au premier rang desquels la Pologne.

Cette concurrence - parfois décriée comme du «dumping social» - est rude pour des pays qui, comme la France, affichent de généreux régimes de santé, de chômage et de retraite. C'est là que le ministre français a trouvé ses meilleurs alliés. Faute de contre-feu européen, l'Hexagone risquait de s'enfiévrer à nouveau contre le travail sans frontière, huit ans après l'épisode du «plombier polonais» et un «non» retentissant à l'Europe par référendum.

La controverse sur le détachement et la proximité des élections européennes de mai 2014 laissaient craindre depuis quelque jours la répétition d'un scénario similaire. Aux deux extrêmes de l'éventail politique français, [Marine Le Pen](#) et un groupe de responsables syndicaux, verts et socialistes se sont pratiquement retrouvés lundi sur la même ligne pour réclamer la suspension «immédiate» de la directive de 1996.

Officiellement, aucune capitale n'a envisagé ni de revenir ni sur la libre-circulation des travailleurs, inscrite de tout temps dans le marbre des traités, ni-même de remettre en cause les règles de 1996. «Cette directive était un progrès, a affirmé Michel Sapin à l'issue du huis-clos. L'abroger aujourd'hui serait un pas en arrière, un retour à la loi de la jungle».

Five minutes with Thomas Mayer:

## “People will resist government from Brussels because it lacks democratic legitimacy” 94,36

*Originally envisioned as part of Europe's path towards greater political union, the euro as a project has stalled, with the eurozone now mired in high debt levels and austerity. In an interview with EUROPP editor Chris Gilson, and following an LSE lecture to promote his new [book](#), [Thomas Mayer](#) explains that the euro is 'Europe's unfinished currency' and how, in times of crisis, nations must be responsible for their own decisions.*

**You call the euro, “Europe's unfinished currency”. What do you mean by this?**

It's an allusion to Schubert's unfinished symphony. But I have to admit that Schubert did a better job than the founding fathers of the euro. His symphony stands as it is. The euro urgently needs more work to survive.

**In past decades, why do you think that the Maastricht criteria for EMU entry were not strictly enforced?**

The Maastricht criteria themselves were incomplete. Countries were not tested for economic flexibility, which is so important for members of a currency union. Moreover, political considerations got the upper hand. Countries were allowed to enter EMU that were clearly unfit. Now we see the consequences of the careless decisions of politicians.

**Does the role of the ECB still require further changes in order to help to resolve the current eurocrisis?**

We need to find a way to get ECB help for achieving financial stability. In my [book](#) I argue that the ECB should be involved in banking supervision and be available as a provider of funds of last resort to systemically important debtors. But to avoid that, the ECB keeps funding entities when it is clear that their problem is not a lack of liquidity but insolvency. I argue that it should perform these functions only in association with a fiscal authority. In cases of insolvency the latter has to restructure or unwind the entity to avoid monetisation of bad debt. Unfortunately, however, it seems that the ECB will act directly as a lender of last resort to troubled governments and be solely responsible for bank supervision. In my view, this will create conflicts in the ECB between the goal of price stability and financial stability. When such a conflict comes up, financial stability always wins.

**Do you think that political union in Europe could provide a meaningful solution to the eurocrisis?**

No. Europe is culturally too diverse to have a strong political centre manage the affairs of nations. People will resist government from Brussels, because it lacks democratic legitimacy. We need to respect national sovereignty and find solutions that reconnect sovereignty and responsibility for financial affairs at the national level.

**How can Europe achieve financial stability once again?**

We cannot create an “unlimited partnership” of sovereign European nations for the reason I just gave. But we can create a “limited liability company”. That means, we can help each other up to a point in times of crises, but eventually nations will have to be liable for their financial decisions.

**Do you think the euro will still exist in its present form in five years' time?**

I think the euro will still be there. But membership may well have changed and, as I argue in my book, there could be parallel currencies to the euro in some member countries.

*Thomas Mayer gave the lecture, Europe's Unfinished Currency: the political economics of the Euro, on 1 November at the LSE. [Click here](#) for the event's podcast and slides.*

*[Please read our comments policy before commenting.](#)*

*Note: This article gives the views of the author, and not the position of EUROPP – European Politics and Policy, nor of the London School of Economics.*

# What can monetary policy do?

94,37

Speech at the 2013 Süddeutsche Zeitung conference for business leaders

[1 Introduction](#)

[2 Monetary policy has to navigate tensions](#)

[3 The danger of fiscal dominance](#)

[4 The danger of financial dominance](#)

[5 Conclusion: interpret mandate as narrowly as possible](#)

## 1 Introduction

Mr Kister

Mr Schäfer

Mr Beise

Ladies and gentlemen

I am pleased to have been invited back to take part in this year's Süddeutsche Zeitung conference for business leaders. This year's event does not take the form of a "cross-examination", but I will nonetheless be more than glad to field your questions after my speech.

Last Thursday's Süddeutsche Zeitung ran a headline which read "Weidmann exercises restraint". Now I'm not sure whether this headline was expressing relief or disappointment. That is probably something which lies in the eye of the beholder.

That monetary policy is attracting so much public attention around the world, and that stories on the work and internal affairs of central banks are to be found not just towards the back of the business section but on page one, undoubtedly owes something to the financial and sovereign debt crisis.

The general public have come to realise how powerful the central banks' instruments are, they can see that central banks are coming under growing pressure to take on more and more tasks, and they are pinning their hopes on central bank action or worrying about what risks and side-effects that might entail.

When the euro-area crisis came to a head, some observers even regarded the ECB as the only body in the euro area which was capable of taking action, equipped as it was with a toolkit of instruments for combating the crisis, some of which seem to have so much firepower that the media often liken them to weapons of war.

In a nutshell, a great deal of action has been taken but European monetary policy is still mired in crisis mode. In its efforts to mitigate the economic repercussions of the crisis, the ECB's Governing Council has not only dramatically cut its policy rates since the onset of the crisis but also rolled out a host of non-standard monetary policy measures.

Banks can still obtain as much liquidity as they wish, and for as long as necessary, provided they have sufficient collateral. It is said that this full allotment policy has been providing a safety net for solvent banks ever since the onset of the financial crisis. At the same time, the quality criteria for monetary policy collateral were successively relaxed, while the residual maturity of refinancing operations was substantially extended to just over a year at present, compared with less than a month on average before the crisis erupted.

The Eurosystem has also acquired the sovereign bonds of crisis countries and covered bank bonds. The idea behind stabilising certain segments of the capital market was to safeguard the transmission of monetary policy stimuli.

But in my view, some of these crisis measures have excessively blurred the boundaries between monetary and fiscal policy. Some of the Eurosystem's measures, at least, are at the outer edge of its mandate. This action attracted public scrutiny and also prompted a debate over the mandate itself.

You don't need me to tell you that other central banks, too, have not just dramatically cut their own policy rates but also engaged in quantitative easing by buying up substantial volumes of government bonds. The Bank of England, for instance, now holds around 27% of outstanding British debt, while the <sup>us</sup>Fed's share is as much as around 23%.

These purchases do not, of course, entail the problems which make government bond purchases such a contentious issue in the euro area. This is because in the euro area, purchases of bonds, particularly those of countries with a poor credit rating, result in solvency risks being redistributed among taxpayers in the individual member countries. But this is essentially not provided for under the no bail-out clause contained in the monetary union's existing regulatory framework. Decisions on the distribution of liability risks should be taken, if at all, by national parliaments and governments.

But is it not incongruous to debate the central banks' mandate, or the scope and limits of monetary policy, if the measures themselves stand a chance of helping the situation? After all, the fire brigade doesn't discuss the (possible) damage caused by extinguishing a fire while it is still tackling the blaze!

Putting aside, for a moment, the question as to which of the policymakers ought to, or is allowed to, quench the flames, I consider these valid debates which we should engage in. I don't know about you, but I would like the fire brigade to consider the right extinguishing equipment before tackling a blaze, and I would like to have the peace of mind that extinguishing the flames will not cause more damage than the fire itself. That is, a situation in which the firefighters may have extinguished the blaze, but their water has trickled into the house's foundations, rendering the building structurally unsound.

It is for this very reason that we are engaged in such an intense debate in the ECB's Governing Council on the right strategy for resolving the crisis. Such debates should be seen not as a decision-making body's weakness but as one of its strengths. Other central banks are likewise striving to gauge the right course of action. And by publishing minutes shortly after their meetings, they offer the general public an even greater degree of involvement than is granted at euro-area level.

That is why there are also some voices in the euro area calling for the minutes of Governing Council meetings to be made public. In my view, publishing minutes in which the lines of argumentation put forward in the debate are clearly identifiable would be a step towards improving the public's understanding of the manner in which the ECB's Governing Council makes monetary policy decisions. They should be published quickly, that is, before the next monetary policy meeting takes place.

Thoroughly explaining a central bank's workings is particularly important in cases where the central bank is an independent authority. The absence of political control makes it all the more important, first, for the central bank to have a specific mandate and, second, for the general public to be able to follow its decisions. Transparency can help to bolster trust. And trust is the most valuable asset that central banks possess.

Central bank independence is a special feature of democratic systems, which is why it always needs to be justified at great length.

Independence, for me, places a clear onus on central banks to interpret their monetary policy mandate narrowly if need be. This is the only way to prevent their independence from being curtailed on grounds of a perceived lack of democracy. This would jeopardise the long-term goal of safeguarding price stability.

Borrowing from Jean-Jacques Rousseau's definition of freedom, it can be said that central bank independence does not give the central bank a licence to do as it pleases; it means that it is not forced to do what it does not want to and what it is not allowed to do.

The measures taken by central banks to tackle the crisis are already raising doubts in the international debate as to whether independent central banks which are mandated to safeguard price stability are even a modern phenomenon in the first place. Stephen King, chief economist at HSBC – not, I might add, the author of the same name – has already gone on record to say that the era of independent central banks is over.

Criticism is being raised from two corners. From those who believe that central banks have already become too embroiled in the crisis, and from those who are calling on central banks to play an even greater role in other policy areas.

Some economists, like the American John B Taylor, assert that monetary policy has already overstepped the mark and ought to be restrained. In essence, this is consistent with the views of Milton Friedman, who once famously said that "money is much too serious a matter to be left to the central bankers" and called for monetary policy to be strictly rules-based.

The other corner is represented by Joseph E Stiglitz, Nobel Laureate in economics, who said that central banks looking to set their objectives should not confine themselves to targeting inflation but also focus on employment, growth and financial stability, adding that monetary policy needed to be aligned with fiscal policy.

From the euro area's perspective, these demands – the like of which are occasionally voiced by European policymakers as well – could be countered by stating that in the monetary union, the independence of the Eurosystem and the primacy of price stability are enshrined in the European treaties – as is the ban on Eurosystem funding for European institutions or individual member states.

I am stressing these rules and arrangements not because of what might be perceived as a German tendency to harp on about principles, nor to safeguard the "Bundesbank's legacy". No, I am doing so for sound economic reasons. After all, there is a single monetary policy and 17, soon to be 18, independent national fiscal policies. So which fiscal master should monetary policy serve?

**In other words, the Maastricht Treaty is based on the principle of national responsibility. Key national policy areas remain national matters, so liability for the consequences of these policies should also stay at the national level. This principle of liability is crucially important for monetary union. Undermining it might allow the incentives to incur debt to gain the upper hand, making it difficult to maintain the monetary union as a union of stability.**

The failure of this regulatory framework to avert the crisis was only partly due to gaps which the founders of monetary union had overlooked – gaps which are severely impairing the stability of the euro area – like, for instance, the creeping erosion of competitiveness in some countries, excessive debt levels not just in the public sector but in the private sector as well, insufficient financial market regulation and lax banking supervision.

The difficulties surrounding the regulatory framework were also caused by a failure to honour agreements. This is particularly evident in the field of fiscal policy. Even before the onset of the financial crisis, in 2007, six of the then 16 euro-area countries were running fiscal deficits of more than 3%, despite the rules set out in the Stability and Growth Pact. The deficit target was violated particularly often by the major member states, with Germany, at six breaches, faring only slightly better than France and Italy, at eight and nine breaches respectively. In most countries, government debt ratios, far from being well below the 60% threshold, were still significantly higher in some cases.

For me, the way in which member states dealt with the fiscal rules clearly demonstrates that the regulatory framework of monetary union and the manner in which decision-makers apply the rules cannot be viewed in isolation. Member states undoubtedly gave what they thought were compelling grounds for each violation of the fiscal rules. If need be, the culprits only had to claim that the measures were necessary to prevent economic problems from coming to a head.

**But one thing can be said for both monetary and fiscal policy – every crisis measure increases the risk of moving further away from the original regulatory framework. That is particularly true for the crisis measures which, to all intents and purposes, broadened the scope of mutual liability.**

**That makes it all the more important to bolster the existing operational framework and to attach renewed importance to the principle of national responsibility.**

**Another option would be to make greater mutual liability conditional on greater mutual control. Thus, the member states would ultimately have to be prepared to relinquish national sovereign rights to the European level and thus combine the existing monetary union with a fiscal union, say.**

**This would necessitate a transfer of national sovereign rights to the European level, but I do not currently see any broad support for this in the member states – neither among policymakers nor the general public.**

There is one area of responsibility, though, which is to be shifted to the European level as part of the banking union – that of supervising roughly 130 significant banks across the euro area. But this, too, is an area in which a balance needs to be struck between liability and control. While it is true that the banking union will mean sharing responsibility for future misalignments, liability should only be mutualised for developments caused by factors that lie outside the sphere of national policymakers. So there are good reasons for retaining a substantial share of national liability. After all, the single recovery and resolution mechanism is essentially designed to primarily bail in the owners and creditors of ailing banks.

[To the top](#)

## **2 Monetary policy has to navigate tensions**

Monetary policy constantly has to navigate the tensions between the regulatory framework and other policy areas, notably fiscal, financial market and structural policy.

This means that a central bank whose monetary policy strategy is based on price stability cannot create the setting in which it operates. Sound public finances, stable financial systems and growth-friendly structural policy are vital for it to achieve its objective on a lasting basis – and without any frictions.

A central bank's monetary policy stance can only be transmitted smoothly to the real economy if politicians have removed all obstacles to this transmission mechanism – by ensuring that their fiscal policy does not generate excessive government debt and thus drive up long-term interest rates, for example. Equally, of course, monetary policy affects fiscal policy too. If monetary policymakers raise the policy rate, this leads, among other things, to higher interest expenses for public budgets.

No-one would dispute the fact that monetary policy can stimulate economic activity in the short run. In the long run, however, this stimulus inevitably comes at the cost of rising inflation. Ensuring price stability is therefore the best way for central banks to contribute to long-term economic growth. In the end, the structure of an economy – and, in particular, the productivity of its enterprises and employees – is the main factor which determines its growth potential.



According to the Tinbergen Norm, each economic policy objective requires at least one separate tool. A courier who has to transport packages to four completely different locations and has only one van won't be able to deliver them all at once.

Some even talk of a "new trilemma" facing central banks – the task of reconciling the objectives of price stability, sustainable public debt and a stable financial system.

Admittedly, traditional – or conventional – monetary policy alone cannot, in the long run, achieve all three objectives at the same time, as it only has one tool: the central bank policy rate.

And even unconventional monetary policy measures, such as supplying the banking sector with liquidity over a very long period or announcing forward guidance expressing the expectation that the policy rate will not be raised in the foreseeable future, cannot eliminate this problem. Their contribution to monetary policy is that they remain effective when a central bank has run out of options in interest rate policy, either because interest rates are already very low or because the interest rate stance is not being transmitted.

Given the tensions I've described and the limited options available to monetary policymakers, I believe we need a clear hierarchy of monetary policy objectives. Monetary policy can contribute to financial stability but, where aims come into conflict with one another, the objective of price stability must take priority – as is specified in the Eurosystem's mandate.

But that doesn't mean that central banks can't play a key role in ensuring a stable financial system.

The central banks of the EU member states have been members of the European Systemic Risk Board (ESRB) for some years now, and are thus heavily involved in monitoring financial stability in Europe. The ESRB can issue warnings and recommendations if threats to financial stability arise.

And the Bundesbank was given a macroprudential mandate in Germany at the start of this year. It now has the ongoing task of analysing factors that are key to financial stability and identifying risks which may impair financial stability. Where appropriate, it prepares proposals on how to avert these risks.

In addition, the task of supervising significant banks will be transferred to the European Central Bank in just under a year from now. The ECB will then bear crucial responsibility for the stability of significant banks in the euro area.

But again, these tasks have to be kept separate from monetary policy. In the end, though, the existing legal framework will not allow a strict separation of the two areas of work, as the ECB Governing Council will bear ultimate responsibility for both monetary policy and banking supervision.

[To the top](#)

### **3 The danger of fiscal dominance**

Of course, it would be naive to ignore the interdependence that already exists between the various policy areas.

Central banks have the fundamental ability to fund public debt – either by granting loans to the government or by purchasing government bonds directly – and that fact alone already creates certain points of contact between fiscal and monetary policy.

Exorbitant financing of the government by the central bank ultimately expands banks' possibilities for money creation. In the end, this monetary financing can drive up inflation.

If, in reality, a central bank has no option but to shore up the government's solvency and can no longer ensure price stability, then – if not before – this is considered a situation of dangerous fiscal dominance.

The Eurosystem's independence, which is enshrined in the <sup>EU</sup> Treaties, and the ban on monetary financing are both intended to avert this danger.

But there is another route to fiscal dominance: a central bank could come under pressure to use a lax interest rate policy to achieve higher inflation and thus stabilise the real value of rising public debt. This would amount to a devaluation of nominal government debt via an inflation-friendly monetary policy stance.

If people expect a central bank to succumb to pressure from fiscal policymakers once public debt has reached a certain level, they will already factor that into their current inflation expectations and increase them accordingly. Sooner or later, that will push up the actual inflation rate – via higher wage settlements, for example.

Of course, the <sup>ECB</sup> Governing Council unanimously opposes a higher inflation target. All of its members are fully committed to the objective of ensuring price stability as it is currently defined.

Yet it is crucial to avoid raising even the slightest suspicion that shoring up government solvency might be prioritised over monetary policy – by keeping the policy rate low for longer than is strictly necessary to achieve price stability, for example, or by making vast government bond purchases because governments' solvency problems and their effects on bond yields are viewed as a monetary policy problem.

To inspire confidence in central banks as independent guardians of price stability, it is crucial that we follow the example of the first President of the <sup>ECB</sup>, Wim Duisenberg. Asked how he dealt with demands from finance ministers, he replied, "I hear them, but I don't listen".

The ban on monetary financing and the independence of the central bank therefore do not exist merely for their own sake. They have a firm grounding in economic theory, but they are also based on the lessons of history.

And I'm thinking less of Germany's experiences of inflation during the first half of the 20th century than the lessons we've learned from the 1970s and 1980s. Back then, central banks around the world acted at the whim of fiscal policymakers, leading to two-digit inflation rates in some cases.

Italy is a case in point: its central bank was formally considered a public-law institution until 1993. Before its "divorce" from the finance ministry in 1981, the Banca d'Italia had to buy up all government bonds that were left unsold at auctions. That is probably one reason why Italy's inflation rates averaged 12.5% in the 1970s. Inflation never fell below 10% between 1973 and 1984. It was not until the Banca d'Italia had cut its ties with fiscal policy that it was able to bring inflation down and stabilise the lira.

But we don't have to go as far back as the 1970s to find a country where the central bank acts on politicians' explicit instructions. The three pillars of "Abenomics" are a classic example of the tensions between fiscal, monetary and structural policy. But while the monetary policy stance is already very expansionary, we have seen only a rough sketch of the planned structural adjustments so far.

I believe that monetary policymakers in all the major currency areas must be diligent in ensuring that politicians create the conditions needed for a stable currency, such as reining in government finances or launching necessary structural reforms. Otherwise, central banks risk being held to ransom by politicians.

On a similar note, I would like to remind you of the words of Peter Ustinov, who once said that those who you see today putting something off to tomorrow are the same people who already put the same thing off yesterday.

[To the top](#)

#### **4 The danger of financial dominance**

During the financial crisis, central banks provided commercial banks with a vast supply of funds to counteract liquidity shortages triggered by the crisis.

In the euro area, some of these refinancing operations had very long maturities. But we must always keep in mind that the intention is to supply banks with liquidity and not to replace capital market finance.

It is therefore crucial that central bank refinancing operations do not allow structural problems in the banking industry to go unsolved by ruling out the possibility – so vital to a market economy – of banks without any chance of survival exiting the market.

Yet much the same applies to the risk of financial dominance as to the danger of fiscal dominance: it is imperative that central banks do not create the impression of being responsible for shoring up banks' solvency.

We should design refinancing operations in such a way that they do not encroach on capital market funding; their conditions should not be too generous compared with market conditions. One of the aims of liquidity provision should be to facilitate lending to the private sector. The liquidity should not be used to amass even more government bonds. Yet, as the Bundesbank's November Monthly Report shows, banks in the crisis countries, far from reducing their holdings of government bonds, have accumulated more and more over the past two years.

Ladies and gentlemen,

we need to draw a distinction between central banks' monetary policy tasks and their role as the lender of last resort. Should temporary liquidity shortages arise, the Eurosystem national central banks can provide banks with emergency liquidity – against collateral and at their own risk.

But here, too, it is vital to ensure that emergency liquidity is only provided for a short length of time – and not at all to overindebted institutions.

The<sub>ECB</sub> Governing Council recently published rules on granting emergency liquidity assistance. Above all, I see these rules as a kind of safeguard for Eurosystem central banks to shield them from the expectations of banks and the general public regarding overly generous emergency assistance.

To ensure that the Eurosystem is not pressured into rescuing ailing banks in the future, two works in progress need to be completed.

The financial sector must be made more resilient through tougher capital requirements, such as those already adopted under Basel III.

The close ties between governments and banks must be loosened in the euro area. This is the only way to prevent troubled governments from bringing banks down with them and ensure that ailing banks do not push individual governments to the brink of insolvency. The banking union – with its two pillars, the single supervisory mechanism and the single recovery and resolution mechanism – can play a key part in achieving this goal.

In addition, I believe that the preferential treatment of government bonds on bank balance sheets should be abolished. If banks needed the same kind of risk-based capital backing for lending to euro-area governments as they do for other loans, this would curb their appetite for government bonds. And it would also help to discipline the fiscal policy of the countries issuing these bonds.

[To the top](#)

## **5 Conclusion: interpret mandate as narrowly as possible**

To minimise the risks posed by the crisis measures to the euro-area operational framework, the monetary policy mandate must be interpreted as narrowly as possible. This is the best way for the Eurosystem to safeguard its independence and would reduce the danger of suspicions of fiscal or financial dominance.

We therefore need to re-establish clear boundaries between monetary and fiscal policy tasks in particular. While monetary policy has some scope to contribute to financial stability, where aims come into conflict with one another the objective of maintaining price stability should take clear priority.

The euro-area crisis is not over yet. There will always be a temptation to misappropriate monetary policy for fiscal policy purposes. But monetary policymakers must stand firm against any such temptations. It is the responsibility of governments and parliaments to solve the crisis. They must take action – and quickly, if need be. They are the only ones with a democratic mandate to take political decisions which may have far-reaching consequences.

Confidence in the Eurosystem's stability strategy is crucial to the success of its monetary policy. Or, in the words of Mario Draghi, "In short, for the <sup>ECB</sup> responsible leadership has meant being true to our founding Treaty. Staying independent from the voices calling for us to 'do more' or to 'do less'; staying fully focused on our mandate to secure price stability for the citizens of the euro". I couldn't agree more.

Thank you for your attention. I will now hand over to our host, Mr Kister.

December 10, 2013

## Vindication, of Sorts, for Austerity in Britain

94,45

By [KATRIN BENNHOLD](#)

LONDON — On Sept. 14, 2007, a full year before Lehman Brothers went bust, lines of panicked depositors formed outside the British mortgage lender Northern Rock, producing the country's first bank run in 150 years. From the start, [Britain](#) was among the countries hit hardest by the financial crisis.

Britain suffered the first and the biggest banking failure of that crisis. With an even greater dependence on its financial sector than the United States — but neither the shale gas boom nor a reserve currency to help fuel a recovery — its public debt as a share of [gross domestic product](#) has more than doubled over the past six years and hovers close to the 90 percent mark, like Spain's. As recently as January this year, a “triple-dip recession” still featured prominently in forecasts as doomsayers blamed a controversial program of public sector cuts for the lack of recovery.

But today Britain is expanding faster than most advanced economies. Gross domestic product powered ahead at an annualized rate of 3.2 percent last quarter, unemployment is receding (albeit slowly), and the housing market is booming. The Office for Budget Responsibility, which provides independent estimates, revised its growth forecasts for this year upward to 1.4 percent, from 0.6 percent, and said the economy was on course to grow 2.4 percent next year.

Has austerity — that feared and elusive byword for draconian welfare cuts — won the day?

George Osborne, Britain's chancellor of the Exchequer, who has overseen some 60 billion pounds in welfare and spending cuts so far, certainly thinks so: “Britain's economic plan is working,” he proclaimed in last week's Autumn Statement, an annual update to Parliament on the government's economic strategy. By 2019, he wants a budget surplus thanks to total cuts and tax increases worth about 10 percent of G.D.P.

Under Mr. Osborne, Britain has become the embodiment of austerity in a global debate that has broadly pitted those believing a sustainable recovery demands strong signals to markets about budgetary stability against those arguing in favor of borrowing more to stimulate growth.

Those in the stimulus camp who liked to point to “a natural experiment” playing out between Britain and Japan, where stimulus measures introduced by Prime Minister Shinzo Abe produced a burst of economic activity earlier this year, have gone quiet. Abenomics, as Mr. Abe's approach was soon dubbed, has not proved to be the panacea some had hoped. On Monday, Japanese growth for the third quarter was revised downward to an annualized 1.1 percent, less than a quarter of the pace recorded in the first three months of the year.

**At the very least, says Kenneth Rogoff, a professor of economics at Harvard and co-author of “This Time Is Different,” a history of financial crises, this suggests that “the anti-austerity camp has lost the argument.”**

“You can no longer blame sluggish growth in Britain over the last few years on austerity and austerity alone,” Mr. Rogoff said. If a 20 percent depreciation in the British pound has not led to an export boom, it is in large part because of the crisis next door in the euro zone, Britain's main trading partner, he said.

**But if the anti-austerity front has been weakened, it does not follow that the pro-austerity camp has won.**

“The strength of the recovery probably owes something to the fact that fiscal tightening almost stopped this year and last,” said Simon Wren-Lewis, a professor of economics at Oxford University. The Office for Budget

Responsibility calculated that the amount by which the government overspent its revenue — its primary deficit — hardly fell over the past two years when adjusted for the economic cycle.

The recovery has come about, in other words, “partly because austerity was put on hold,” Mr. Wren-Lewis said.

Indeed, what the recent numbers seem to prove is that a debate juxtaposing budget discipline and stimulus is itself unhelpful.

Over time, economists on both sides agree, a sound recovery needs both: stimulus in the short term and sustainable public finances in the long term.

But, as Mr. Rogoff put it: **“That’s a difficult balance to strike.”**

## Violences de Trappes : la loi sur le voile au cœur du procès 94,47

Le Monde.fr | 11.12.2013 à 16h14 • Mis à jour le 11.12.2013 à 16h36 | Par [Soren Seelow](#)

Abonnez-vous

à partir de 1 € Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest

**Cassandra Belin, la femme voilée dont le contrôle d'identité avait dégénéré en violences urbaines en juillet dernier à Trappes, ne s'est pas présentée à son procès, mercredi 11 novembre. Son compagnon, Mickaël Khiri, déjà condamné à trois mois de prison avec sursis pour cette même affaire, était, lui, bien présent dans le public du tribunal correctionnel de Versailles. Invisible jusqu'au bout, la jeune femme, poursuivie pour « outrages » à agents et port du niqab sur la voie publique, a laissé le soin à son avocat de faire un autre procès : celui de la loi d'octobre 2010 interdisant toute « tenue destinée à dissimuler son visage » dans l'espace public, communément appelée « loi antiburqa ».**

### Lire Trappes : radiographie d'une émeute

Maître Philippe Bataille, par ailleurs avocat du Collectif contre l'islamophobie en France, a défendu mercredi une question prioritaire de constitutionnalité (QCP) contre ce texte, qu'il juge « *liberticide* ». La loi d'octobre 2010 ayant déjà été examinée et validée par le Conseil constitutionnel, cette QPC a toutes les chances d'être rejetée par le tribunal, comme l'a requis le parquet. Mais ce procès offrait une tribune inespérée aux contempteurs de ce texte. Un discours d'autant plus porteur que la Cour européenne des droits de l'homme, saisie le 27 novembre par une autre Française portant le niqab, rendra elle aussi une décision très attendue sur cette loi l'an prochain.

#### « LIBERTÉ VESTIMENTAIRE »

A la barre, Me Bataille a tout d'abord estimé que ce texte visait exclusivement les femmes portant le voile intégral, et donc les musulmans, quand l'article 34 de la Constitution dispose que la loi « *doit être de portée générale et ne pas viser des situations particulières* ». Faux, lui a rétorqué le procureur : le texte vise tout autant des individus se promenant dans les rues cagoulés ou casqués, s'ils ne font pas du ski ou de la moto. Dans les faits, a poursuivi l'avocat, les contrôles effectués au nom de cette loi ont exclusivement visé des femmes portant le niqab : « *Ma cliente a donc été contrôlée parce qu'elle était musulmane.* »

Me Bataille avance également que le texte est contraire à deux articles de la Convention européenne des droits de l'homme ayant trait à « *la liberté d'aller et venir* » et à « *la liberté vestimentaire* », ce dernier reconnaissant à toute personne « *le droit de choisir librement de porter ou non une tenue religieuse en privé ou en public* ».

Avant de demander le rejet de cette QCP, l'avocat des deux policiers impliqués dans le contrôle d'identité, Me Thibault de Montbrial, s'est élevé contre la tentative de son confrère de remettre en cause les lois de la République : « *Sous couvert de certaines libertés, ces gens attaquent nos lois dès lors qu'elles ne conviennent pas à leur mode de vie et demandent des dérogations. Ce sont nos institutions qui sont testées* », a-t-il martelé. « *Il faut que la République soit ferme, sinon, dans dix ou quinze ans, on viendra nous demander la charia.* »

#### « ALLAH VA VOUS ÉCRASER »

Le tribunal s'est ensuite penché sur les faits qui valent à Cassandra Belin d'être poursuivie. Le 18 juillet au soir, en plein ramadan, la jeune femme de 20 ans rentre chez elle avec son bébé dans une poussette, accompagnée de son conjoint et de sa mère. Un véhicule de police passe par là. Deux agents en descendent pour procéder à un contrôle d'identité. Pressée de rentrer chez elle pour rompre le jeûn, la jeune femme refuse d'obtempérer. Un des policiers s'interpose devant la poussette pour lui barrer la route. La mère de Cassandra s'immisce alors énergiquement dans ce contrôle de routine, et la situation dégénère. La prévenue, convertie à

l'islam depuis ses quinze ans, est accusée d'avoir proféré les paroles suivantes : « *Ferme ta gueule, fils de pute, tu ne touches pas à ma mère. Allah va te niquer, vous êtes des merdes, Allah va vous écraser bande de fils de pute.* »

La prévenue ne reconnaît avoir proféré que les trois premiers mots de cette longue séquence. Tout comme son compagnon, elle a admis dans sa déposition que les policiers ne les avaient pas insultés, mais que leur « *ton* » leur avait paru menaçant. « *Dans la déposition, il y a beaucoup de "j'ai cru", "j'ai eu l'impression", "j'ai eu peur"... On sent que la réaction de la prévenue répond à une crainte, pas à des faits de violence* », résume la présidente du tribunal, en concluant l'exposé des faits.

Cette crainte était-elle suffisamment fondée pour justifier le comportement qui vaut à Cassandra d'être poursuivie ? Sans aucun doute, a plaidé Me Bataille, qui a rappelé qu'un des policiers présents ce soir-là est visé depuis le 8 novembre par une information judiciaire pour « *incitation à la haine raciale* ». Ce gardien de la paix avait publié sur son compte Facebook une photo du groupe « *Les femmes blanches sont les plus belles* » montrant une femme intégralement voilée devant une mosquée. Les deux dossiers ne sont pas liés, mais l'avocat a eu tout le loisir de les rapprocher pour faire valoir que « *cette loi ne peut pas être mise entre les mains de n'importe qui* ». « *Comment ce policier ne peut-il pas être soupçonné d'islamophobie ?* », a-t-il renchéri.

Cassandra Belin a-t-elle été contrôlée « *parce qu'elle était musulmane* », comme le soutient son avocat, ou tout simplement parce qu'elle « *contrevenait à la loi* », comme l'assure celui des policiers ? Dans cette question réside toute l'ampleur de l'incompréhension entre certains citoyens s'estimant stigmatisés par cette loi et les fonctionnaires chargés de la faire appliquer. « *Il faut reprendre un travail de proximité entre habitants et policiers qui visiblement se comprennent très mal* », a semblé découvrir la procureur de Versailles, avant de requérir deux amendes de 500 et 150 euros à l'encontre de Cassandra Belin. Le jugement sur la QCP et sur les faits ont été mis en délibéré au 8 janvier.



## Kritik an Niedrigzinsen

# "Kernidee des Privateigentums abgeschafft"

94,49

Der Verfassungsrechtler Paul Kirchhof sieht durch die niedrigen Zinsen das Grundrecht auf Eigentum beschädigt. Das sieht die EZB anders – sie hat ein besonderes Verständnis von ihrer Aufgabe. *Von Sebastian Jost*



Foto: picture alliance / dpa Paul Kirchhof kritisiert die Niedrigzinspolitik der EZB

Stehen niedrige Zinsen im Widerspruch zum Recht auf Eigentum? Der ehemalige Verfassungsrichter Paul Kirchhof hat die Krisenpolitik der [Europäischen Zentralbank \(EZB\)](#) jedenfalls scharf kritisiert.

Die derzeitigen Leitzinsen nahe der Nulllinie hält er für höchst problematisch. "Das Verfassungsrecht verspricht jedem Bürger, dass ihm sein Finanzkapital jährlich einen Ertrag bringt", sagte Kirchhof im Interview mit dem "Handelsblatt". "Dieses Versprechen wird nicht mehr erfüllt. Eine Kernidee des Privateigentums ist abgeschafft."

Nach Kirchhofs Auffassung gibt es ein Grundrecht auf ertragfähiges Eigentum. "Besitzen und Nutzen wird garantiert. Wesentliche Formen sind mit der EZB-Zinspolitik aber ertraglos geworden", kritisierte der Heidelberger Universitätsprofessor.

Juristische Volte ist Novum

Kirchhof bettete seine Kritik an der Niedrigzinspolitik in andere Vorwürfe zu Rechtsverletzungen in der [Euro-Krise](#) ein. Er verwies darauf, dass der Vertrag von Maastricht, nach dem jedes Land für seine Schulden selbst geradestehen muss, ausgehöhlt wurde.

"Wir versuchen, die Stabilität der Währung zu organisieren bei Instabilität des Rechts. Das kann nie gelingen. Ein Fundament des Vertrauens ist zerstört. Wir brauchen geltendes Recht, das angewandt wird", sagte Kirchhof.

Während die Vergemeinschaftung von Schulden gerade in Deutschland schon seit Jahren immer wieder als Rechtsbruch gegeißelt wird, ist seine juristische Volte gegen die Niedrigzinsen ein Novum. Weder die Europäische Zentralbank noch die [Bundesbank](#) wollten sich zu Kirchhoffs Einlassungen äußern.

Symmetrisches Ziel

Seine These, dass es eine Art Grundrecht auf eine bestimmte Verzinsung von Kapitalanlagen gebe, sorgte in EZB-Kreisen jedoch für Befremden. Die Währungshüter haben offensichtlich ein anderes Verständnis von ihrer Rolle. Sie sehen es als ihren Auftrag an, den Geldwert stabil zu halten. Ihre Zielmarke ist eine Teuerungsrate von knapp zwei Prozent.

Zuletzt hatten mehrere EZB-Vertreter deutlich gemacht, dass es sich dabei um ein symmetrisches Ziel handelt – die Notenbank bekämpft also sowohl Abweichungen nach oben als auch nach unten.

Ihre derzeit äußert niedrigen Zinsen rechtfertigt die EZB mit der niedrigen Teuerungsrate und der schwachen Konjunktur im Euro-Raum, eine Argumentation, die grundsätzlich auch von der Mehrheit der Ökonomen geteilt wird.

Verständnis für Sorgen der Sparer

[Bundesbank-Präsident Jens Weidmann](#) hatte zuletzt großes Verständnis für die Sorgen vieler Sparer in Deutschland geäußert, gleichzeitig aber auch deutlich gemacht, worin aus seiner Sicht die Rolle der Notenbank besteht – und worin eben nicht.

"Der Sparer muss sich darauf verlassen können, dass wir den Wert des Geldes stabil halten. Vor allem muss er darauf zählen können, dass wir die Zinsen rechtzeitig erhöhen, wenn die Inflationsrisiken wieder zunehmen", sagte er im Interview mit der "Zeit".

"Es ist aber nicht unsere Aufgabe, eine bestimmte reale Rendite, also eine Rendite nach Abzug der Inflation, zu garantieren."

## Banken sollen mit Staatskrediten vorsichtiger werden

94,51

12.12.2013 · Staatsanleihen könnten bald als unsicherer gelten. Die Europäische Zentralbank will, dass Banken auch für sie Kapital zur Sicherheit vorhalten. Sie verspricht sich davon zwei Vorteile.



© ROSENKRANZ, HENNER

Peter Praet ist Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank.

Staatsanleihen galten bis vor der Finanzkrise als risikolose Anlageklasse. Banken mussten und müssen deswegen bisher kein Kapital als Sicherheitspuffer vorhalten, wenn sie Regierungen Geld leihen. Anders ist das, wenn sie in Aktien und Immobilien investieren oder Firmen Kredite geben - die Quoten befinden sich nicht selten im zweistelligen Prozentbereich.

Nun hat besonders die Krise der Europäischen Währungsunion gezeigt: Natürlich kann es auch vorkommen, dass Staaten aufgenommene Kredite nicht oder nur teilweise zurückzahlen können. Infolgedessen gibt es viel Kritik an diesen Bilanzierungsstandards, die darauf abzielt, dass Banken quasi einen Anreiz haben, gerade die öffentliche Hand zu finanzieren.

Die Europäische Zentralbank will das offenbar ändern. Und dafür den im kommenden Jahr anstehenden „[Gesundheitscheck der 130 größten europäischen Banken](#)“ verwenden. Das deutete [EZB-Direktor Peter Praet](#) gegenüber der „[Financial Times](#)“ an.

### Der große Gesundheitscheck

Würden Staatsanleihen gemäß den „Risiken behandelt, die sie für das Kapital der Banken“ während des Gesundheitschecks darstellten, würden die Geldhäuser die von der Zentralbank bereitgestellte Liquidität seltener verwenden, um solche Papiere zu kaufen, sagte Praet.

Der Gesundheitscheck, den die EZB im kommenden Jahr federführend vornimmt, umfasst eine eingehende Prüfung der Bankbilanzen und außerdem einen sogenannten Stresstest, in dem simuliert wird, wie gut die Banken gegen bestimmte Krisenszenarien gerüstete sind.

Die Euro-Notenbank will mit dem Gesundheitscheck ihre eigene neue Rolle vorbereiten: Ab Ende des kommenden Jahres soll sie die bedeutendsten Banken der Währungsunion beaufsichtigen. Wie Praet weiter sagte, will sie in dieser Rolle für strengere Anforderungen für das Halten von Staatsanleihen sorgen. Er ist unter den Entscheidern in der EZB übrigens nicht alleine mit seiner Ansicht: Bundesbankpräsident Jens Weidmann verlangt das und auch der EZB-Direktor Yves Mersch äußerte sich schon dahingehend.

Daraus folgen womöglich gleich zwei Vorteile: Einmal wären Banken und Staaten nicht mehr so abhängig voneinander. Zudem erhofft sich die EZB, dass die Banken die üppige Liquidität der Zentralbank künftig eher als Kredite an Unternehmen und Haushalte ausgeben. Eine strenge Bilanzprüfung und ein guter Stresstest könnten so „paradoxe Weise der Geldpolitik helfen“ zu funktionieren, sagte Praet. Bisher sorgt sich die Zentralbank darum, dass die expansive Geldpolitik vor allem dort, wo sie gebraucht wird, nicht ankommt.

## Wenn die Türkei ruft

94,52

12.12.2013 · Union und SPD wollen die Bindung an Deutschland aufweichen. Probleme tauchen vor allem im Verhältnis zur Türkei auf - auch wenn die Berliner Politik das noch nicht wahrhaben will.

Von REINHARD MÜLLER



© DPA  Besuch aus der Türkei: Deutschland künftig ein Land von Doppelstaatern?

Die doppelte Staatsangehörigkeit hat die Union einst scharf bekämpft. Roland Kochs Unterschriftenkampagne gilt – jedenfalls aus Wahlkampfsicht – als legendär. Und doch führte Rot-Grün ein Optionsmodell ein, das Anfang des Jahres 2000 in Kraft trat. Kinder ausländischer Eltern, die in Deutschland geboren werden, erwerben demnach die deutsche Staatsangehörigkeit, wenn Vater oder Mutter sich seit acht Jahren rechtmäßig hierzulande aufhalten und ein unbefristetes Aufenthaltsrecht haben. Zudem besteht eine Optionspflicht.

Das war ein tiefer Einschnitt. Bis dahin war das schon wegen seines Namens angefeindete Reichs- und Staatsangehörigkeitsrecht aus dem Jahr 1913 in Kraft – es galt das Recht der Abstammung, das *ius sanguinis*. Deutscher war also, wer von einem deutschen Vater oder einer deutschen Mutter abstammte. Das hat Deutschland vor 13 Jahren zugunsten von Einwanderern geändert. Es hat aber kein reines „Recht des Bodens“ (*ius soli*) geschaffen; vielmehr muss das hier geborene Kind ausländischer Eltern, sobald es volljährig ist, erklären, ob es die ausländische Staatsangehörigkeit behalten oder die deutsche erwerben will. Optiert es für die ausländische, so geht die deutsche verloren. Das gilt auch, wenn es bis zur Vollendung seines 23. Lebensjahres keine Erklärung hierzu abgegeben hat. Es kann auch einen Antrag auf Beibehaltung seiner deutschen Staatsangehörigkeit stellen.

Mehrheit der Optionspflichtigen entscheidet sich für die deutsche Staatsangehörigkeit

Und was ist, wenn der andere Staat sich weigert, den Betreffenden aus seiner alten Staatsangehörigkeit zu entlassen? Denn so verfahren manche (bald viele?) Länder, etwa Syrien, Marokko, Libanon oder Afghanistan. In diesem Fall nimmt Deutschland das unter bestimmten Voraussetzungen hin. Bemerkenswert ist, so schreibt der wohl einflussreichste deutsche Fachmann für das Ausländerrecht, der Konstanzer Staatsrechtslehrer Kay Hailbronner, „dass aufgrund der deutschen Rechtslage dem Heimatstaat eines Ausländers die Disposition über den Geltungsbereich der Optionsregelung eingeräumt wird“.

Über die praktischen Erfahrungen mit der Optionsregelung gibt es offenbar keine ganz klare Übersicht. Die Mehrheit der Optionspflichtigen entscheidet sich aber für die deutsche Staatsangehörigkeit. Immerhin handelt es sich um etwa 40.000 Menschen, die in jedem Jahr nach der neuen Regelung zunächst durch Geburt Deutsche werden.

Warum aber ist die Mehrstaatigkeit, die nach dem Willen der geplanten großen Koalition künftig in größerem Umfang akzeptiert werden soll, überhaupt so schlimm? Geht es hier wirklich noch um Souveränität, um Rechte und Pflichten? So haben etwa die Vereinigten Staaten kein sonderliches Problem mit mehreren

Staatsangehörigkeiten – doch deshalb taugen sie noch nicht zum Vorbild: Sie scheren sich einfach nicht um irgendwelche ausländischen Staatsbürgerschaften und erwarten im Zweifelsfall natürlich volle Loyalität gegenüber Amerika. In der Europäischen Union hat die Staatsangehörigkeit tatsächlich an Bedeutung verloren. Das liegt weniger an der relativ neuen „Unionsbürgerschaft“ – sie ist die Folge der Staatsangehörigkeit eines der EU-Staaten –, sondern vielmehr daran, dass wegen der Staatsangehörigkeit in der EU grundsätzlich nicht diskriminiert werden darf.

Integration ist ein „Prozess, der allen etwas abverlangt“

Im Koalitionsvertrag heißt es nun, Deutschland sei ein weltoffenes Land. „In den letzten Jahren haben wir bei der Teilhabe von Zuwanderern und dem Zusammenhalt unserer Gesellschaft wesentliche Fortschritte erzielt.“ Migranten leisteten einen bedeutenden Beitrag zum Wohlstand und zur kulturellen Vielfalt unseres Landes. Es wird aber auch darauf hingewiesen, dass Integration ein „Prozess“ sei, „der allen etwas abverlangt“. Recht breit befasst sich der Koalitionsvertrag damit, die „Willkommens- und Anerkennungskultur in unserem Lande“ zu stärken – bis hin zu den Medien. Mit ihnen müsse das Gespräch „über ihre interkulturelle Öffnung weiter verstärkt werden“.

Weitere Artikel

[„Ich will nicht das aufgeben, was mir wichtig ist“: Doppelte Staatsbürgerschaft](#)

[„Sieg der Türken“: Türkei begrüßt Einigung auf „Doppel-Pass“](#)

Nur recht knapp heißt es mitten im Kapitel „Integration und Zuwanderung gestalten“: „Für in Deutschland geborene und aufgewachsene Kinder ausländischer Eltern entfällt in Zukunft der Optionszwang, und die Mehrstaatigkeit wird akzeptiert.“ Im Übrigen bleibe es beim geltenden Staatsangehörigkeitsrecht.

Nun gibt es auf der ganzen Welt immer mehr sogenannte „Doppelstaater“. Auch in Deutschland wird in etwa der Hälfte der Fälle jener, die in den vergangenen Jahren die deutsche Staatsangehörigkeit erwarben, die doppelte Staatsangehörigkeit aus verschiedenen Gründen akzeptiert.

Deutschland als „Land von Doppelstaatern“

Probleme tauchen aber, auch wenn die deutsche Politik das noch nicht wahrhaben will, vor allem im Verhältnis zur Türkei auf. Der Ausländerrechtler Hailbronner warnt im Gespräch mit dieser Zeitung vor einer „Inpflichtnahme der hier lebenden Türken für die Sache der Türkei“. Die Türkei sei dann in der Lage, Pflichten aufzustellen, könne etwa die hier lebenden Deutsch-Türken zum Wehrdienst einziehen. Ist Deutschland dann bereit, diese Doppelstaater herauszukaufen? Sogar die Vereinigten Staaten haben sich dagegen verwahrt, dass mexikanische Politiker in Amerika mexikanische Einwanderer gleichsam in die Pflicht nehmen. Man erinnere sich an den Auftritt des türkischen Ministerpräsidenten Erdogan hierzulande vor seinen Landsleuten. Hailbronner sieht Deutschland künftig als ein „Land von Doppelstaatern“. Er hält es für sehr zweifelhaft, nur die Optionsregelung abzuschaffen. Und nicht nur ihn wundert es, dass diese wichtige Frage „ohne jede Diskussion“ vorentschieden worden sei.

Tatsächlich geht es bei der Staatsangehörigkeit darum, wie sich Deutschland als Staat versteht. Wenn man bedenkt, wie scharf insbesondere die CSU 1999 gegen die doppelte Staatsangehörigkeit geschossen hat, verwundert die heutige Haltung umso mehr. Sie warnte vor Parallelgesellschaften. Der damalige bayerische Ministerpräsident Edmund Stoiber meinte gar, diese Entwicklung sei gefährlicher als der Terror der RAF.

## Deutsche Bank erwartet große Wertpapier-Käufe der EZB

94,54

12.12.2013 · Die EZB hat die Leitzinsen schon rekordtief gesenkt. Die Deutsche Bank prognostiziert nun, dass sie nächstes Jahr in großem Stil Wertpapiere kaufen wird, um die schwache Wirtschaft an zu schieben.

Von PHILIP PLICKERT



Die EZB hat bisher schon viel getan, um Banken und Euroländern zu helfen. Kommt noch mehr?

Als erstes großes deutsches Kreditinstitut sagt die Deutsche Bank voraus, dass die Europäische Zentralbank nächstes Jahr einen breit angelegten Wertpapierkauf startet. „Der Druck auf die EZB wird zunehmen, Quantitative Easing zu betreiben“, sagte der Chefvolkswirt der Deutschen Bank, David Folkerts-Landau, vor Journalisten in Frankfurt.

Dieses Quantitative Easing (QE, Quantitative Lockerung) könne darin bestehen, dass die EZB einen großen Korb von europäischen Staatsanleihen kaufe, womöglich anteilig zur Größe der Volkswirtschaften, und vielleicht zudem auch Unternehmensanleihen. Damit vermeide die EZB die rechtlichen Probleme eines gezielten Kaufs der Anleihen von finanziell angeschlagenen Krisenländern. Ihr Ziel wäre es, die nach der langen Rezession angeschlagene Wirtschaft der Eurozone indirekt zu stärken.

### Viele faule Kredite belasten Europas Banken

In Europa ist nach Ansicht der Deutschen Bank im kommenden Jahr nur geringes Wirtschaftswachstum von rund 1 Prozent zu erwarten. Den europäischen Bankensektor hält der Deutsche-Bank-Chefvolkswirt weiterhin für schwer beschädigt. In den Bankbilanzen versteckten sich notleidende Kredite von „weit über eine Billion Euro“, sagte Folkerts-Landau. Er zog Parallelen zu Japan, wo seit den frühen neunziger Jahren sogenannte „Zombiebanken“ entstanden waren.

Folkerts-Landau hält für möglich, dass rund ein Drittel der Summe fauler Kredite abgeschrieben werden. Um das Bankensystem zu wirklich zu bereinigen sei vielleicht sogar eine halbe Billion Euro notwendig. So viel Geld sei aber nicht aufzutreiben. Deshalb hält er den Bankensektor weiter für „paralysiert“. Er könne kaum Kredite vergeben.

Die EZB hingegen habe nur noch wenige Möglichkeiten, um der mit einer schwachen Wirtschaftsentwicklung einhergehenden deflationären Tendenz entgegenzuwirken. [Den Leitzins von derzeit 0,25 Prozent](#) weiter zu senken bringe nicht mehr viel, negative Einlagenzinsen für Banken wirkten verzerrend. „Am Ende wird die EZB auf eine echte Quantitative Lockerung zurückkommen müssen“, sagte Folkerts-Landau. Dies sei in einigen Quartalen zu erwarten, auch wenn es dagegen noch erhebliche Widerstände und Bedenken, vor allem wohl aus Deutschland, geben werde.

[Die amerikanische, die britische und die japanische Zentralbank betreiben bereits ein aggressives „Quantitative Easing“ \(QE\).](#) Sie haben die Zinsen damit noch tiefer gedrückt und die Kurse an den Wertpapiermärkten in die Höhe getrieben.

„In den Vereinigten Staaten hat das QE einen riesigen Vermögenseffekt gehabt“, betonte Folkerts-Landau. Die Bürger sahen ihre gewachsenen Wertpapierdepots und konsumierten mehr.

Zugleich warnte er, dass aus QE auch ein „sehr starker umverteiler Effekt“ – eine Umverteilung nach oben – resultiere. Dies sei „ein wichtiges Problem“ in Amerika. In Europa hätte ein QE noch stärker umverteilende Effekte zugunsten der Reichen, weil die Quote der Aktionäre und Wertpapierbesitzer in der breiten Bevölkerung hierzulande geringer ist als in Amerika. Aus diesem Grunde würde QE in Europa auch weniger stark stimulierend auf die Volkswirtschaft wirken.

## Ces jeunes qui ne voient plus leur avenir en France

94,56

Par Caroline Beyrer

Publié le 11/12/2013 à 18:34



Qu'ils aient 20 ou 30 ans, de plus en plus de Français partent tenter leur chance en Europe, en Asie, ou aux États-Unis, en quête du dynamisme qui a fui l'Hexagone.

Des États-Unis à l'Australie, en passant par la Chine, les indicateurs convergent. Oui, les jeunes Français sont de plus en plus prompts à [s'expatrier](#). Interrogés sur leurs motivations, ils opposent à la morosité hexagonale l'attractivité des pays où tout semble possible, où les salaires sont intéressants et les évolutions de carrière rapides. Au Canada, lié depuis dix ans à la France par un accord de mobilité sur les 18-35 ans, les demandes de visa de travail explosent littéralement cette année (+10%). En Australie, 20.000 Français ont débarqué en 2012 munis d'un visa vacances-travail (VVT) - réservé aux 18-30 ans, soit + 50% en cinq ans. Même tendance en Corée et en Chine. À l'instar des jeunes Espagnols, qui, confrontés à un taux de chômage de 50% chez les moins de 25 ans, sont de plus en plus nombreux à tenter l'aventure en Argentine, les Français tourneraient le dos à cette Vieille Europe en crise. Encore que...

La Suisse, qui affiche un taux de chômage de 3,2% et d'alléchants salaires, est une des destinations favorites des Français. Selon la dernière enquête d'insertion de la conférence des grandes écoles (CGE), qui concluait à une progression de la proportion des [jeunes diplômés](#) entamant leur carrière par l'étranger (16% au total, soit +3 points par rapport à l'année précédente), le pays arrivait en première position, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

«Les jeunes diplômés cherchent moins l'aventure qu'une alternative à la France»

Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne

«Les jeunes diplômés ne visent pas les pays émergents, mais des territoires qui ressemblent de très près à la France et sont donc en concurrence frontale avec elle. Ils cherchent donc moins l'aventure qu'une alternative à la France», estime Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, qui a publié en octobre un sondage mené en auprès des étudiants de nos plus grandes écoles. Ces profils prometteurs de X, Centrale, l'Essec ou [Sciences Po](#), lorgnent avant tout sur les États-Unis (32%), le Royaume-Uni (23%), l'Allemagne (12%), le Canada (11%), la Suisse (7%). Au total, pas moins de 79% d'entre eux envisagent de partir à l'étranger pour chercher un emploi après l'obtention de leur diplôme.

«Il est normal que l'élite souhaite aller à l'étranger. Elle a été formée pour cela. Cela fait vingt ans que l'on demande aux grandes écoles de s'internationaliser», estime le directeur du think-tank, qui s'inquiète en contrepoint de l'attractivité de la France. Seuls 51% des étudiants se disent satisfaits de la visibilité de leur établissement à l'étranger. «Tout l'enjeu est d'attirer en retour des gens d'aussi bon niveau. Il faut une politique ambitieuse sur le sujet, ne pas reproduire les erreurs comme la circulaire Guéant limitant les possibilités



d'embauche des étudiants ayant effectué leurs études en France, éviter les débats stériles sur la nécessité d'enseigner en anglais en France et mener une politique de choix migratoire», conclut Laurent Bigorgne.

«79% de jeunes souhaitant vivre une expérience à l'étranger? Ce n'est pas suffisant!», lance pour sa part la ministre chargée des Français de l'étranger, Hélène Conway-Mouret, qui promeut la «mobilité pour tous». «Parler de fuite ou d'hémorragie, c'est stigmatiser ces personnes qui partent en les faisant passer pour des traîtres à la nation», poursuit-elle.

«Dans les faits, on observe que plus l'expatriation est longue, plus il est difficile de revenir», avoue toutefois la ministre qui envisage de développer des actions pour accompagner les retours.

S'il n'existe à ce jour pas de statistiques sur cette question, l'enquête menée auprès des Français installés à l'étranger, publiée en mai 2013, démontre une indécision évidente. 17% d'entre eux excluent déjà un retour, 47% disent ne pas avoir pris de décision à ce stade.

## **PRÈS D'UN FRANÇAIS SUR DEUX VIVANT À L'ÉTRANGER A ENTRE 26 ET 40 ANS**

Le nombre d'inscriptions au registre mondial des Français établis hors de France progresse régulièrement, à raison de 4% par an, et ce depuis dix ans (soit 100.000 à 150.000 inscrits chaque année). Sur les 1,6 million de Français inscrits au 30 avril 2013, 44% ont entre 26 et 40 ans. S'ils ont quitté l'Hexagone, c'est avant tout pour des raisons professionnelles. Quelque 42% citent comme motivation la recherche de nouvelles expériences, 18% une expatriation par leur entreprise ou leur administration, et 18% l'augmentation des revenus.

Du côté des étudiants, les opportunités de carrière et de rémunération apparaissent comme la motivation première, selon le sondage de l'Institut Montaigne (59%). Sur cet item, il apparaît que les pays les plus satisfaisants sont la Suisse, la Chine et le Qatar, selon la 6e édition de l'enquête Expat Explorer d'HSBC, portant sur 7000 expatriés de toute nationalité à travers le monde. Les pays asiatiques remportent la palme de la qualité de vie et de l'intégration, la Thaïlande en tête, suivie de la Chine, Singapour, l'Inde et Taïwan. Et quand la France, elle, attire des expatriés étrangers, ce sont avant tout des parents, qui mettent notamment en avant les services de garde et d'éducation des enfants, et... des retraités.

[» Profitez de la meilleure assurance internationale pour étudiant, et détenteur du Working Holiday Visa avec CPLUSSUR.com](http://CPLUSSUR.com)

## EU Agrees Rules for Winding Up Failing Banks

94,58

### Taxpayers No Longer in Front Line to Pay for Banks' Mistakes, Says EU Internal Market Chief

TOM FAIRLESS

Dec. 12, 2013 6:03 a.m. ET

BRUSSELS—The European Union agreed late Wednesday on a new rule book for winding up failing banks that will require creditors to shoulder more of the burden and reduce the cost of taxpayer-funded bailouts.

At a meeting in Strasbourg, negotiators for the European Parliament and national governments brokered a compromise deal that brings forward the start date of the new system by two years, to Jan. 1, 2016. But the deal leaves open the possibility of taxpayer money being tapped in "exceptional circumstances."

"Big step tonight...taxpayers no longer in front line to pay for banks' mistakes," Michel Barnier, EU commissioner for the internal market, wrote in a tweet.

The so-called bank recovery and resolution directive aims to ensure that bank shareholders and bondholders take sizable losses before taxpayer funds can be used. In recent years, banking crises pushed several European countries to the brink of bankruptcy.

Predictable rules should also encourage banks to take better precautions against risks and prevent the kinds of market shudders caused by unexpected losses for investors and savers as in Spain and Cyprus over the past year.

Under the terms of Wednesday's deal, depositors with less than €100,000 (\$137,700) in their accounts would always be safe, while small and midsize companies and bigger savers would only be hit during the most severe bank failures.

As an extra layer of protection for taxpayers, governments will have to start building up resolution funds by collecting levies from banks. These funds will have to reach a level of 1% of the covered deposits of the banks in each country within 10 years, which works out at €70 billion in total across the region, an EU official said.

National authorities will be allowed to use money from their resolution funds or public purses only after they have imposed losses on at least 8% of a bank's total liabilities.

Even after this first round of losses, national bank-resolution funds will be allowed to step in only to cover a maximum of 5% of a bank's total liabilities.

Taxpayer-funded bailouts will only be allowed in "situations of emergency," and after 8% of a bank's total liabilities have been bailed in, an EU official said.

The deal must now be formally approved by EU governments and the full European Parliament.

It comes a day after finance ministers from the biggest euro-zone countries reached a political understanding on a new system for winding down failing banks that would centralize decisions on such bank resolutions and eventually share the costs among European countries.

EU finance ministers will meet again in Brussels next Wednesday in an effort to meet a year-end deadline for completing a deal on the so-called Single Resolution Mechanism, which will cover the 18 members of the euro zone and other countries that decide to join it.

**EUROPE NEWS**

## ECB's Draghi Says Sovereign Debt to Be Included in Stress Test 94,59

### Central Bank President Says Debate Over Risk Weights Is Up to Basel Committee

CHRISTOPHER LAWTON

[CONNECT](#)

Dec. 12, 2013 6:54 a.m. ET

Bank holdings of government bonds will be tested among other debt categories in the European Central Bank's planned stress test next year, the bank's president said Thursday, but he warned that the larger debate over risk weights for sovereign-debt holdings isn't up to the ECB.

"Sovereign debt is going to be stressed like all other categories in banks' balance sheets," ECB President [Mario Draghi](#) said during a plenary debate on the ECB's Annual Report 2012 at the European Parliament in Strasbourg, France.

Before the ECB takes over the supervision of banks in the euro zone in November 2014, it is conducting a review of the balance sheets of the largest euro-zone financial institutions in an attempt to bolster confidence in European banks and spur new lending to the private sector. The review will include a risk assessment, a balance-sheet assessment and a stress test, conducted with the European Banking Authority.



European Central Bank President Mario Draghi. *Reuters*

Mr. Draghi made a point to separate how the ECB will treat sovereign debt in its stress test from the debate over whether banks should have to back up their sovereign-debt holdings with adequate capital. While some have suggested that the ECB should have different risk weights on sovereign debt, Mr. Draghi said, "This is not the task for us or for now."

"This is a global task that will be discussed by the Basel Committee at the proper time," the president added.

Peter Praet, ECB executive board member responsible for the central bank's economics division, echoed Mr. Draghi's comments in an interview with the Financial Times, and argued that stressing the sovereign debt banks hold could lead banks to pare their use of central bank liquidity to buy more government bonds.

"Appropriately treating banks' holdings of sovereign debt according to the risk that they post to banks' capital makes it unlikely that banks will use central bank liquidity to excessively increase their exposure to sovereign debt," Mr. Praet said.

The banks would be wary of the constraints placed on sovereign debt by the stress tests, he added.

The ECB pumped more than €1 trillion (\$1.38 trillion) of three-year loans into the euro zone's banking system about two years ago. These long-term loans helped avert a funding crisis for the banks. But they did little to stimulate lending to firms and households and were instead used primarily to buy government bonds.

As a result, Mr. Draghi said Thursday that another long-term loan from the ECB would have to be geared and designed to increase the probability that it reaches real economy.

In the roughly two-hour debate, the central bank president stressed that the ECB sees no sign of deflation in the euro zone, but countered that the region will see a protracted period of low inflation, justifying [the central bank's November rate cut](#).

"We are well aware of the downside risks that [low inflation] might entail. We stand ready to act and we are able to act," Mr. Draghi said.

## Espionage à la Française

94,61

### U.S. digital surveillance is nothing compared to what the French have in store.

Updated Dec. 11, 2013 12:17 a.m. ET

Remember the uproar in Europe over U.S. officials spying on Internet and phone users in real time, without warrants and for reasons totally unrelated to national security? Just kidding. U.S. agencies don't have surveillance powers nearly that broad.

But the French do, or are about to, thanks to a sweeping expansion of Paris's digital-snooping regime set to come into force next year. The new rules have already cleared both houses of the French parliament and are undergoing final tweaks in the Senate this week. The only thing missing is the contrived political outrage that greeted this year's revelations about the far more restrained practices of America's National Security Agency.

The pending French measures would require Internet providers, telecom operators and content companies to give up "communications, information or documents processed or preserved by their networks or electronic communications services" when demanded by law enforcement. The information could include both the metadata and content of users' transmissions, and even the physical location of their devices.

French security officials can already access much of this information on phone and web users, but they have to go through a judge first. The new rules would hand "administrative access" upon request to a number of French agencies, with a committee review after the fact. Designated authorities could also get the information directly from network operators and have it transmitted to them in real time.

The new rules come attached to France's next five-year defense bill. But they appear to take digital monitoring far beyond the scope of national security, granting access not only to officials responsible for defense, but also the economy and budget. Permissible requests under the pending rules may be "designed to search for information relating to" everything from terrorism and organized crime, to "safeguarding the essential elements of the scientific and economic potential of France," which we take to mean industrial espionage.

Back in October, in response to a question about the NSA, French Prime Minister Jean-Marc Ayrault said: "Security is a requirement, but it must not be guaranteed at any price; it must not undermine either liberties or private life. This is the position of France!" Of course.

## Ukip won the argument on Europe and in Europe

94,62

By [Ambrose Evans-Pritchard](#) **Economics** Last updated: December 12th, 2013

[8 Comments](#) [Comment on this article](#)



[My column on this morning on Ukip's victory in Europe](#) seems to have caused a lot of confusion.

Many took it as an attack on [Ukip](#), and even as an endorsement of Euro-Brit fallacies. It was neither.

My point is very simple. The ideological drive for an EU superstate peaked in 2005, has been sputtering since, and is now nearly dead. Something may emerge – call it variable geometry if you like – that defenders of British parliamentary sovereignty can live with.

The Eurosceptics are winning the argument in a string of countries, to greater or lesser degree. Events in Europe are leapfrogging the debate in Europe. As we saw with the Pitchfork protests in Turin yesterday, even the Italian police are now helping the demonstrations.

Spiralling debt trajectories across southern Europe – and the unbelievable incompetence of the EU authorities in adding deflation to an already dangerous mix – ensures a chronic crisis that will drag on and on, sapping political consent.

The risk for Europe is not that monetary union blows up, but rather that they manage to keep it going for a long time yet on unworkable foundations, doing ever greater damage. As François Heisbourg argues in his book *La Fin du Rêve Européen*, the euro itself is a cancer slowly killing the European project. The currency must therefore be “cut out” before the decay spreads further. There is nothing to be gained from delay at this stage. The EMU enterprise is fundamentally hopeless.

The declining allure of the project greatly reduces the threat to Europe’s historic nation states. The elemental battle is essentially over. The sovereign parliaments will remain the forums of entirely national democracies. The nation states will continue to be the foundation of institutional life and legal systems. The EU federal construct will remain a half-built shell.

Once your side has won the argument, it starts to become churlish to pursue the fight to the bitter end. We do not have to kill the wounded as well. If it turns out that this judgment is premature, that the superstate threat is merely in remission, this will become clear over time. We Burkeans can renew the fight at any time.

Contrary to what some seem to think, my arguments are the exact opposite of those made by the British pro-European camp. They produce invented economic figures, claiming that EU membership is worth £3,000 per household, without offering a plausible counterfactual of what would replace the current arrangement. You can equally make the opposite case that trading too much with a demographic corpse will ultimately blight Britain. But either way this is all hot air, and the political drama in Europe is in about self-government and democracy, not trade.

The Euro-Brits assume that the *status quo ante* in the EU would continue largely unchanged after Brexit, rarely seeming to contemplate the possibility that there might be no such thing as the EU at that point, given how many threads of this tattered garment could unravel at the same time. Moreover they argue from fear, implicitly suggesting that the Continental states would retaliate in a vindictive rage. Isn't that rather insulting to the French, Germans, Italians, and Spanish?

So if you are a Ukip supporter, take my column as a victory salute. Souverainistes are on the march everywhere. Europe is moving your way. You won, chaps.

## Britain's negotiating hand in Europe has never been as strong before 94,64

Events are moving very fast in Europe, overtaking the debate in Britain



By [Ambrose Evans-Pritchard](#)

9:55PM GMT 11 Dec 2013

 [1009 Comments](#)

The case for British exit from the EU is diminishing. It is no longer self-evident that this country must withdraw from the EU Treaty structures to ensure self-rule and to safeguard our democracy.

Events are moving very fast in Europe, overtaking the debate in Britain. Advocates of the historic nation states - L'Europe des Patries - are gaining ground across the Continent. Superstate romantics are on the back foot almost everywhere. The Hegelians are hated.

"The time of an 'ever closer union' in every possible policy area is behind us," says the Dutch government. Its review of EU powers calls for swathes of policy, from social security to water management, to be left "more or less entirely to member states".

The Dutch are carefully shadowing the British, as well they might given that Geert Wilder's Freedom Party is leading the polls with calls to "control our borders, our economy, our currency". The cities of Rotterdam and The Hague have vowed openly to breach EU law on social security rights for Balkan migrants.

Over the past few months the eurosceptic floodgates have burst. French support for the EU Project has dropped from 60pc to 41pc since mid-2012, according to the Pew Foundation. This is in part the result of austerity overkill and double-dip recession, now threatening triple-dip, but also because the Franco-German partnership that has steered Europe for 60 years has finally broken down. It has become too unequal to defend fundamental French interests.

Germany's fateful decision to side with China and Russia against France (and the UK, Italy, and Spain) over Libya in 2011 - even after the Arab League had called for military action - was an inflexion point in EU affairs. Paris was shocked, for the diplomatic manouvering showed how little Berlin really care about a joint EU foreign policy - whatever it claimed - and how little it valued France itself. François Heisbourg, head of the International Institute for Strategic Studies, said Berlin had walked away from an ally trying to "stop another Srebrenica massacre". It is no surprise that the Franco-German military brigade launched with such fanfare in 1989 is to be disbanded on French orders.

My point is not whether the Libyan war was right or wrong (the aftermath is clearly a colossal mess), nor to suggest that Germany should have sent in forces (nobody expected that). My point is that it had profound effects on internal EU loyalties. The episode was repeated over Mali, when Germany refused airlift support. France and Britain worked in tandem as close allies in both theatres, as they have in spirit over Syria.

Prof Heisbourg, a pro-European, has since published *La Fin du Rêve Européen* (End of the European Dream) calling for the euro to be broken up to save the European Project. "The dream has become a nightmare. We must face the reality that the EU itself is now threatened by the euro," he said.



He proposes an orderly return to national currencies - "putting the euro to sleep" - arguing that everything changed when French and Dutch voters rejected the EU Constitution in 2005. It was clear from then on that there could be no popular support in any of the major EMU states for the sort of the fiscal union or European government required to make the euro work.

It looked for a while as if the euro crisis would force EU leaders to create a superstate machinery, though that would be to compound the folly. "You cannot create a federation to save a currency. Money has to be at the service of the political structure, not the other way around," he says.

Yet the great leap forward has not happened. The German elections have changed nothing. There are no eurobonds, no debt redemption funds. The EMU banking union is eyewash. There is almost no sharing of real risk. Sovereign states are still on the hook if their banks go bust, leaving them prone to the same vicious circle that threatened EMU implosion in July 2012.

The Dutch and French "No" vote in 2005 was indeed the watershed, though the elites tried to ignore the result and force through the Lisbon Treaty without popular votes by executive Putsch. Our own Gordon Brown refused to sign the treaty in public with the others, retreating to a private room.

Yet in reality, "Project triumphalism" peaked much earlier, a decade ago when the EU ultras ran amok, pushing for an EU army, intelligence service, diplomatic corps, justice department and supreme court, all spearheaded by monetary union. This was an assault on the nation state as the organising foundation of our democracies.

Since those were more or less the same the five years that I was the Telegraph's Europe correspondent in Brussels, it caused me to develop a visceral mistrust of those in charge. No Burkean can stand for such revolutionary attempts. Yet the danger has subsided. Perhaps naively, or prematurely, I am broadly persuaded that this attack has failed. The threat has not disappeared entirely, but it looks dated now, a 20th century relic.

France is the pivotal country as the drama unfolds. All signs are that the Socialist leadership is deeply alarmed by the prospect of a perma-slump under a fixed-exchange system that offers no hope of cutting unemployment. They know that the Socialist Party itself could be destroyed, going the way of Greece's PASOK if it accepts its fate passively. Huw Pill from Goldman Sachs says France will have to endure a 40pc decline in relative living standards against Germany to rectify imbalances within EMU, a task that becomes much harder as the eurozone flirts with deflation. If he is right, I cannot see how Franco-German rupture can be avoided.

This is playing into the hands of Marine Le Pen's Front National, now leading the polls with calls for a return to the franc and economic self-rule, and pulling votes from Socialist working class bastions. A Polling Vox survey found that 42pc of French voters are willing to consider backing the Front National. She has shaken off the stigma.

Jacques Attali, a Socialist luminary and former head of the European Bank for Reconstruction and Development, lashed out at Berlin last week, claiming that contractionary EMU policies imposed by Germany were pushing France over the brink. He explicitly compared the state of French society with Germany in 1933 when the National Socialists took power.

This is hyperbole. A new book by Senator Jean-Pierre Chevènement, a former French presidential candidate, is closer to the truth when he compares the mood in France with the deflation years of Pierre Laval in 1934 and 1935 before the Gold Standard blew up, warning that unless Germany changes course, southern Europe will be forced to pull out of the euro to prevent their industries being hollowed out irreversibly.

The dam is bursting in Italy as well, a eurosceptic country these days, its people all too aware that they are trapped in a slump with an over-valued currency, youth unemployment of 41pc and a debt to GDP ratio that has jumped from 119pc of GDP to 133pc in three years despite harsh austerity and the biggest primary surplus in the developed world.

"It is a failed policy," said Romano Prodi, the former head of the European Commission and the man who launched the euro. He is now losing faith in the EU as a treaty organisation of sovereign peers. "Today there is only one country and only one in command: Germany. France, Italy, and Spain should together pound their fists on the table, but they delude themselves that they can go it alone," he said.

The "Five Star Movement of comedian Beppe Grillo has not gone away. It is still running at 24pc in the polls, and calling for a referendum on the euro. It is likely to join Britain's UKIP, the Front National, Wilder's Freedom Party and a host of radical groups from Austria, Scandinavia and the Balkans in sweeping the European Parliament's elections next May.

Italy's premier Enrico Letta fears a "disaster" as the firebrands seize the stage, and speak for the new Europe. Some would retort that it looks like a splendid outcome, a thundering slap in the face for elites who thought they had a teleological mandate to run ahead of their democracies.

It is in the midst of this maelstrom that David Cameron has threatened to pull Britain out of the EU. The first reaction of the old guard was to scoff at British suicide. Spain's foreign minister Jose Garcia-Margallo said the UK economy would be "reduced to rubble".

But as calmer heads prevail, the greater fear is that Europe's ideological edifice may be reduced to rubble. Germany's Wolfgang Schauble said a British exit would be a "catastrophe", asking how it would be possible to convince Asian leaders that the EU has a future when a key player is pulling out in frustration.

Brexit would play havoc with the EU's internal chemistry. The three-legged stool would topple over on just two legs. German hegemony would become overwhelming, a nightmare for German leaders who want no such thing. France's loss of parity would become untenable, forcing it into a Latin bloc alliance that would ultimately split Europe in two.

Some argue that Britain would be shut out of the single market, or forced into limbo for years. Quite why that should be so when Tunisia has tariff-free access to the EU is rarely explained. I notice that nobody raises the identical point about Scotland, which would be in the much same position at first since it has to leave the EU before reapplying as a new state. But of course, everybody knows that the EU would in fact arrange matters so as to ensure that Scotland never missed a beat. Clever lawyers in the Commission's legal services would find a way, as they always do.

If the argument is that Europe would retaliate against the UK alone, it is hardly plausible given that Britain is the eurozone's biggest single market and the biggest net importer. Nor is it compelling as a campaign argument within Britain since it implicitly sells the EU case on the basis of fear alone, suggesting that we are locked into a bear hug with thugs, like poor Ukraine with Russia's Vladimir Putin. There is no mileage in such argument. Nor is it true.

Unless the events were grotesquely mishandled - always possible - France and Germany would bend over backwards to find a workable formula, keen to avert trade damage, and if possible to maintain the fiction that Britain that remains an EU member whatever the actual status.

Britain's hand in Europe has never been as strong as it is right now. This should not be abused. But it can be celebrated gracefully. We may be moving into a Europe of "multiple geometry" where integrationist elites no longer hold the whip hand, different groups of states cohere as they see fit, power flows both ways, and perhaps even where we can take charge of our own fisheries and farms. If that is so, it is surely an EU we can live with. I have never felt as cheerful before about our role in Europe.

## France fights back against German 'Sick Man of Europe'

94,67

By [Ambrose Evans-Pritchard](#) **Economics** Last updated: December 6th, 2013

[727 Comments](#) [Comment on this article](#)



The overriding strategic story in Europe today is the breakdown of Franco-German condominium.

The two great nations have together run the EU on a foundation of equality since the 1950s, always finding some way to bridge the chasm between North and South.

It was stretched a little after France lost Algeria – a French Department, not a colony – and with it lost population parity. But that hardly mattered as long as Germany wished to tuck behind France, usually letting Paris take the lead.

It was stretched a great deal further with the Reunification of Germany, driven home a few years later when a Brandenburg "Ossi" who spoke fluent Russian – but no French – became Chancellor.

The formalities go on. Angela Merkel and François Hollande still meet to celebrate the Élysée Treaty of 1963: "Convinced that the reconciliation of the German people and the French people, ending a centuries-old rivalry, constitutes a historic event which profoundly transforms the relations between the two peoples.

Recognising that a reinforcing of cooperation between the two countries constitutes an indispensable stage on the way to a united Europe, which is the aim of the two peoples ... "

Yet it is a loveless marriage now. The two have been quarrelling over Libya, Mali, Syria, and much else besides. Nothing is quite as toxic as the fundamental clash over monetary union, and the deflationary bias of macroeconomic policy.

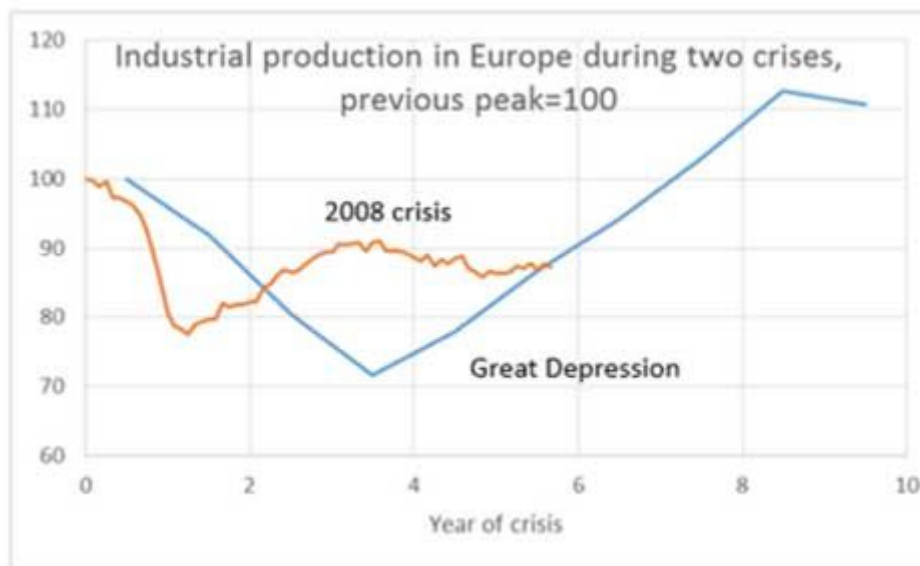
**More on this story:**

[\*The single most objectionable thing about the EU\*](#)

[\*Now this could make the EU debate interesting...\*](#)

[\*Germans and Brits agree: the EU needs to be slimmed down\*](#)

Hollande campaigned on a growth ticket, pledging to end austerity overkill and to pull the eurozone out of depression. And yes, it is a depression. Output is still 3pc below the 2008 peak almost six years later, and industrial output is 12pc lower. As you can see from this Krugman chart, it is worse than the 1930s. Nor is there much evidence that this will change soon.



Instead, Hollande is subject to almost daily strictures from Germany on the need for reform. The language is polite – mostly – and much of the German critique is correct. France desperately needs reform. The encephalitic state is 55pc of GDP. The tax wedge is one of the highest in the world. But the French know that. The unsolicited advice is mixed up with a lot of ideology, Teutonic pedantry, and disguised self-interest. It is starting to grate on the nerves.

As readers know I have been following this with some interest. There have been two major books in France over recent months calling for the euro to be broken up: one by François Heisbourg, chairman of the International Institute for Strategic Studies. *La Fin du Rêve Européen* calls for an orderly return to national currencies – cutting out the "cancer" of the euro to save what remains of the European Project.

A second is by Steve Ohana, *Désobéir pour sauver l'Europe*, calling on Germany to accept a complete change in the way monetary union is run, or to withdraw from EMU if it cannot accept the terms.

We now have some remarkable comments from Jacques Attali, former head of the European Bank for Reconstruction and Development, and one of luminaries of the French cultural Left.

In a [series of interviews in the French media and now in the German magazine Focus](#), he has lashed out at Germany as the real "Sick Man of Europe", describing its low unemployment rate as a "joke", the by-product of paying low-skilled workers €5 an hour or less.

"Germany is an ageing country with catastrophic schools and falling productivity, and most of its export products are being copied," he said. German firms are mostly also-rans in the cutting edge fields of biotech and information technology. Within a decade, China and others will have pirated much of their mid-tier engineering range.

He goes on to say that the country faces a demographic disaster as the ratio of pensioners to workers goes through the roof. [See this exchange in French](#).

The national savings are inadequate, not that saving even more will do them any good under the current deformed structure. It will merely dig them deeper into the same hole. The banking system is largely Kaputt, and in worse shape than French banks (I don't agree on that).

Mr Attali says the Germans are deluding themselves if they think their austerity formula has in any way solved the eurozone crisis. He makes an explicit parallel between the social and political upheavals in France today with events in Germany in 1933.

Again, I don't agree. Marine Le Pen is not remotely like the Nazis, and Hollande is not remotely like Chancellor Brüning. The key years were the deflation era of 1931 and 1932, not the reflation year of 1933 under Hjalmar Schacht. In any case, today's events feel much more like 1935 in France itself under Laval as the deflation decrees kept coming (to keep France on the fixed-exchange Gold Standard). But obviously he can't say that as a loyal French socialist.

My point is not that Jacques Attali is right or wrong. What interests me as a political anthropologist is that he is saying such things, and that they are no longer hushed up by the French media as violations of the Élysée Treaty spirit. We are watching the historic French nation come out of slumber and subservience at long last, as it was always bound to do once its (justifiable) Gallic pride was hurt and interests were deeply threatened. This is the new fact on the ground.

My own view is that Germany has another five years or so of illusory hegemony in Europe before it all gives way to demographic fundamentals. The younger Entente of France and Britain will take the lead again, buttressed by the high fertility Nordic bloc.

This is why I regard the Brit-Brit internal debate over EU exit and the costs and benefits of withdrawal as stale, narrow, and ill-informed. The CBI's attempt to put a figure on it is laughable. The great EU fight over the locus of democracy, and whether or not the ancient nation states are or are not the proper foundation of European societies. A penny here or there is a squalid distraction. Even if it could be shown that the EU enhances British GDP – and it cannot be shown because there are too many political and economic variables – it would not make the slightest difference.

The strategic landscape is changing before our eyes. The EU no longer exists in its old form. The contours seem frozen in the imagination of British Euro-sceptics and British europhiles (usually even more provincial). They are both arguing over 20th Century issues that no longer have any meaning.

## ECB Admits Sovereign Bonds Are Not Riskless

94,70



Submitted by [Tyler Durden](#) on 12/11/2013 17:28 -0500

For the last year or two, European banks have engaged in the ultimate of self-referential M.A.D. trades - buying the sovereign debt of their own nation in inordinate size to maintain the ECB's illusion of control (even as their economies collapse and stagnate) while referentially obtaining the funding for said purchase from the ECB by repoing the purchase back to the central bank, usually with no haircut to mention. Today though, as [The FT reports](#), a top official at the **European Central Bank has signalled it will try to force eurozone banks to hold capital against sovereign bonds, in an attempt to stop weak lenders using its cash to Hoover up the debts of crisis-hit countries.**

This is a problem as [banks assume zero risk-weights \(under BIS III\)](#) to these "assets" as they swap them for cash with the ECB and, as Praet notes, **if sovereign bonds were treated "according to the risk that they pose to banks' capital" during the health check, then lenders would be less likely to use central bank liquidity to buy yet more government debt.**

Via [The FT](#),

*A top official at the European Central Bank has signalled it will try to force eurozone banks to hold capital against sovereign bonds, in an attempt to stop weak lenders using its cash to Hoover up the debts of crisis-hit countries.*

*the central bank could combine its new powers as chief banking regulator with its existing role as currency issuer to toughen up the requirements on sovereign bonds, which have been traditionally classed as risk-free.*

*Mr Praet said if sovereign bonds were treated "according to the risk that they pose to banks' capital" during the health check, then lenders would be less likely to use central bank liquidity to buy yet more government debt.*

***The vicious cycle that has seen banks use central bank cash to buy government bonds has been partly blamed for prolonging the eurozone financial crisis.***

But do not worry - should this decision to force banks to hold more capital against their massive sovereign bond books backfire (though credit creation is already dismal), the ECB will save the day...

***If the health check were to choke off lending to eurozone households and businesses then the ECB would provide another round of cheap loans, Mr Praet said.***

*He said **monetary policy would be used "without hesitation"** if the ECB's data on money and credit showed banks were continuing to shrink their loan books. The ECB would ensure any liquidity was used to spur lending to the real economy by attaching tougher requirements to banks' holdings of sovereign debt.*

And ever the optimist,

*"Perhaps paradoxically, a rigorous AQR and stress test helps monetary policy [function]," Mr Praet said.*

but the kicker is...

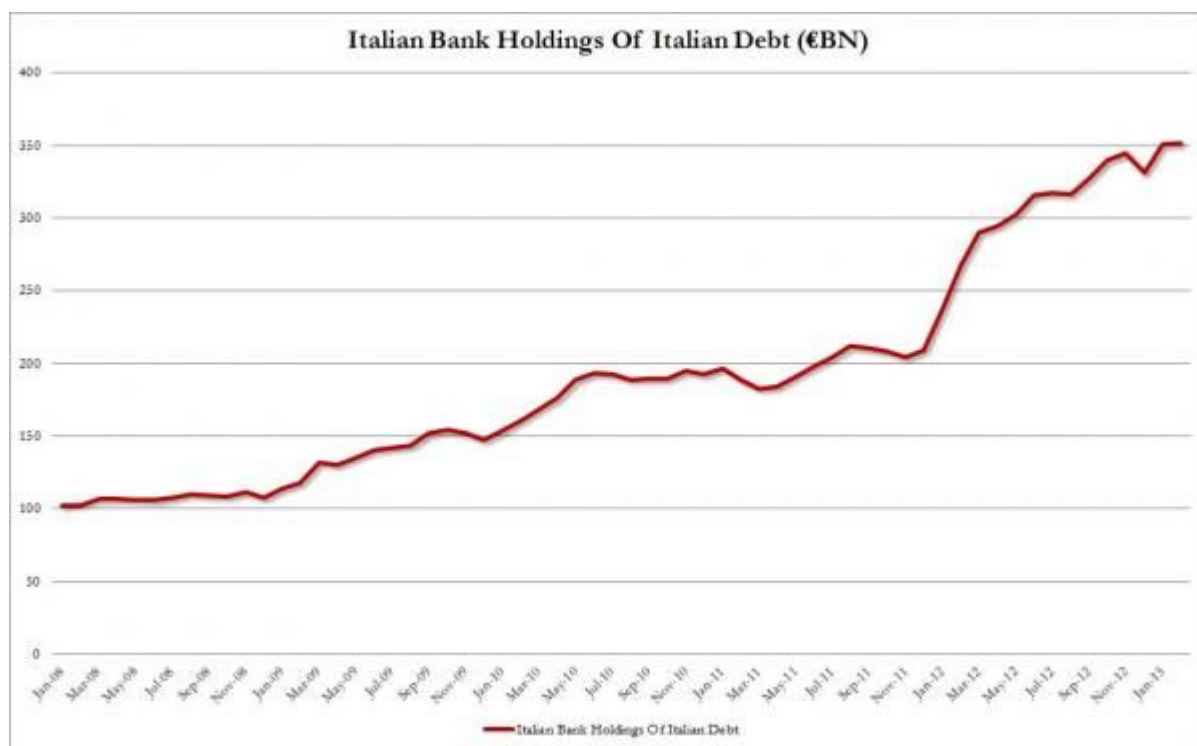
**“Should the procyclical impact of the AQR be significant, then monetary policy would be able to act – without hesitation and being reassured that the side effects of a liquidity injection that we have seen for the 2011-2012 [three-year long term refinancing operations] would be minimised.”**

Though it appears to us that the "side effects" of massive liquidity-driven demand for the bonds of the distressed nations smashing their risk to record lows while the economies of those nations languishes - is exactly what they wanted...

So again - it comes back to their reliance on the ECB's "we'll collateralize any-old-shit at Par" programs, its unintended consequence of driving the banks and the sovereigns even more symbiotically intertwined, and its inept belief that the stress tests to be undertaken next year will solve all the problems...

**And Italy may be screwed...**

*Wondering why the Italian bond market has been stable and "improving" in recent months, with yields relentlessly dropping as a mysterious bidder keeps waving it all in despite the complete political void in the government and what may be months of uncertainty for the country, and despite both PIMCO and BlackRock recently announcing they are taking a pass on the blue light special offered by BTPs? Simple. As the Bank of Italy reported earlier today, total holdings of Italian bonds by Italian banks hit an all time record of €351.6 billion in February.*



*Why are local banks loaded to the gills in the very security that may and will blow up their balance sheets when the ECB loses control of the European sovereign risk scene as it tends to do every year? Because courtesy of ECB generosity, Italian debt continues to be "cash good collateral" with the ECB, and as a result Italian banks can't wait to pledge and repo it with Mario Draghi in exchange for virtually full cash allotment.*

**In other words, the more debt the Italian Tesoro issues, the more fungible cash the Italian banks have to spend on such things as padding up their cap ratios and making their balance sheets appear like medieval (any reference to Feudal Europe is purely accidental) fortresses.**

## Le rapport qui veut autoriser le voile à l'école

Publiée 12/12/2013 à 19:09



Remis au premier ministre, il doit servir de base à une « refondation » qui débutera en janvier.

Une réunion sur le thème de l'[intégration](#) rassemblera début janvier une partie du gouvernement autour du premier ministre. Entre leurs mains, les ministres auront un rapport en cinq volets, qui stigmatise «cette injonction à l'intégration». «On veut changer la manière d'aborder l'intégration, explique-t-on à Matignon. On s'oriente vers une politique fortement ancrée sur l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations».

Lors de son discours de politique générale, en juillet 2012, [Jean-Marc Avraut](#) avait annoncé son «ambition de renouveler en profondeur l'approche des questions d'intégration en France». Cet été, cinq groupes de travail thématiques («Faire société commune», «Habitat», «Protection sociale», «Connaissance reconnaissance», «Mobilités sociales») ont été constitués, auxquels ont participé des représentants des services de l'État, des collectivités territoriales, des associations, des partenaires sociaux ainsi que des chercheurs. «Refonder notre politique d'intégration suppose de répondre à l'attente des personnes immigrées et de leurs descendants: être considéré comme n'importe quel Français», était-il précisé dans la lettre de mission des «personnalités qualifiées» choisies pour présider les groupes de travail. «Une telle démarche ne peut réussir qu'à la condition d'admettre que la richesse de l'héritage légué par les migrants au fil des âges fait partie de l'identité française.»

### «Changement de mot»

La lecture des cinq volets de ce rapport, qui viennent d'être publiés sur le [site du premier ministre](#), donne un aperçu de la «feuille de route» dont souhaite s'inspirer le gouvernement. Ne parlons plus d'intégration!, préconisent-ils en substance. «Symboliquement, l'abandon du terme peut constituer un signal fort pour celles et ceux qui sont soumis à cette injonction au quotidien et à tort», analysent les experts missionnés par le gouvernement. Mais le «changement de mot» n'est pas suffisant: il doit «s'accompagner d'une transformation du sens de l'action et de l'intervention publique qui soit visible», exhorte le rapport. Il s'agira donc, désormais, de «faire France en reconnaissant la richesse des identités multiples».

Sommés «d'opérer un déplacement, un pas de côté dans la façon de concevoir ces questions», les experts font carrément demi-tour. Autorisation du voile à l'école, création d'un «délit de harcèlement racial» et d'une «Cour des comptes de l'égalité», ces propositions détonantes vont-elles être reprises par le gouvernement? Le premier ministre, en tout cas, «salua la grande qualité» de ces travaux. «Pour moi, il s'agit de déraciner le peuple français...», s'inquiète Malika Sorel-Sutter, ancien membre du Haut Conseil à l'intégration. Ce Haut Conseil à l'intégration dont les experts critiquent «l'appellation», dénoncent l'opposition «à la promotion d'un Nous inclusif et solidaire» et concluent qu'«il y a donc lieu d'y mettre fin».



Publié le 12/12/2013 à 18:25

Stéphane Kovacs Stéphane Kovacs Stéphane Kovacs Stéphane Kovacs S. K.

Comment évoluer vers ce « Nous inclusif et solidaire » mis en avant tout au long de ces quelque 250 pages ? « L'enjeu de la politique à mener, écrivent les experts de façon fort tortueuse, réside dans le fait de se doter d'un « projet de société » inscrivant la France dans un processus reconnaissant l'atout que représentent sa diversité culturelle et les apports multiples dont elle veut être le creuset et dans un processus de réduction des inégalités sociales et de solidarité nationale envers les catégories sociales les plus précaires, les plus victimes de la mondialisation économique ». A coup de « vivre ensemble égalitaire », de « changement de paradigme », de « production de possibles », tout est mis en place pour « faire de l'en commun ».

Les nouveautés apparaîtraient dès l'école maternelle. Avec, par exemple, l'organisation d'« ateliers-débats de philosophie à tous les niveaux scolaires, sur des sujets tels que l'altérité, l'identité, les questions de genre, la religion ». Une « (re) mise à plat de l'histoire de France » est prévue. « Les programmes d'histoire représentent un enjeu important pour prendre en compte la pluralité de la société et favoriser une identification à un Nous inclusif », indique-t-on. Il est donc proposé de « renforcer ou inscrire dans les programmes scolaires (dès l'école primaire) l'histoire des mouvements de population, c'est-à-dire ceux liés à l'esclavage et à la traite négrière (...) sans oublier les Roms ». Un « nouveau panthéon » est à créer « pour une histoire plurielle » : « l'histoire enseignée se réfère à des figures incarnées qui demeurent très largement des « grands hommes » mâles, blancs et hétérosexuels. Il y a donc un enjeu fort à faire évoluer le « panthéon » des figures censées incarner les grands mouvements, les époques et les dynamiques plurielles de la société ».

Vient ensuite « la reconnaissance de toutes les langues de manière identique ». « La France devrait assumer la dimension « arabe-orientale » de son identité », recommandent les experts, qui préconisent de « valoriser l'enseignement de l'arabe » et de « proposer l'enseignement dès le collège d'une langue africaine ». Quant au voile, il pourrait faire sa réapparition à l'école. « La suppression des dispositions légales et réglementaires scolaires discriminatoires, concernant notamment le voile », et en particulier de « la circulaire de 2012 concernant l'accompagnement aux sorties scolaires » est réclamée. « Ces réglementations, précisent les auteurs, outre de comporter de manière implicite une logique discriminatoire, servent de justification pour une extension des pratiques discriminatoires dans de nombreux secteurs (entreprises, universités, structures de la petite enfance, services publics...) ». A noter que les deux seuls collectifs auditionnés par le groupe de travail « Faire société » sont « « Vivre ensemble l'égalité », réunissant des jeunes de 16 à 21 ans de Lormont mobilisés contre les discriminations et « Sorties scolaires : avec nous ! », réunissant des mères interdites d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire en raison de leur port du foulard ».

Le « Nous inclusif et solidaire » passerait aussi par l'instauration d'une « journée pour commémorer les apports de toutes les migrations à la société française ». De « nouvelles rues et places de villes et de villages » pourraient être nommées « en écho avec cette histoire des migrations ». Et un « musée des colonisations » pourrait s'installer « dans l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, où fut signé le décret d'abolition de l'esclavage de 1848 ».

En matière de protection sociale, « il est nécessaire de reconnaître le caractère discriminant de certaines prestations ». « À la différence de la CMU dont le bénéficiaire est soumis à une condition de stabilité de résidence de 3 mois en France, le RSA et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ne sont servis aux assurés ressortissants étrangers que s'ils justifient d'un séjour régulier de 5 ans au moins, voire de 10 ans, notent les

experts. Il est donc important de parvenir à l'harmonisation des conditions de résidence aux fins de simplification pour, d'une part, un accès aux droits facilité et, d'autre part, éviter les ruptures de droits en rendant la condition de résidence compréhensible et compatible avec les allers et venues entre la France et le pays d'origine ». « En outre, poursuivent les rédacteurs, le cadre juridique pourrait être assoupli » afin de permettre « une ouverture du droit à certaines prestations quasi-automatique » .

« Désigner, c'est stigmatiser », assène pour sa part le groupe « connaissance-reconnaissance ». Haro, donc, sur ces « descriptions stigmatisantes (telles que « personne d'origine arabe, maghrébine... »), utilisées sans commune mesure dans les conversations, mais aussi par les médias comme par les institutions publiques ». « Seules les personnes devraient avoir le droit de se désigner elles-mêmes », affirment les experts. Il s'agit de « revisiter tous les registres lexicaux utilisés par les institutions publiques, les médias et les partis politiques ». En ce qui concerne la manière dont les médias parlent des personnes d'origine étrangère, la « première recommandation » est de « ne mentionner la nationalité, l'origine, l'appartenance ethnique, la couleur de peau, la religion ou la culture que si cette information est pertinente ». Le « recours à la sanction » pour « contraindre à la non désignation » pourrait être étudié, et un délit de « harcèlement racial » instauré.

Comment faire pour mettre en oeuvre ce « commun comme nouvelle forme d'universalité au bénéfice de tous » ? La création d'une série d'organismes est préconisée, d'« une instance positive de transformation sociale » à un « fond d'investissement », en passant par une « instance nationale placée auprès du premier ministre qui garantit le pilotage d'une cohérence de l'action publique en matière de lutte contre les discriminations ». Quant à la « Cour des comptes de l'égalité », elle servirait sans doute à contrôler toutes ces nouvelles instances...

### **Encadré(s) :**

Stéphane Kovacs Comment évoluer vers ce « Nous inclusif et solidaire » mis en avant tout au long de ces quelque 250 pages ? « L'enjeu de la politique à mener, écrivent les experts de façon fort tortueuse, réside dans le fait de se doter d'un « projet de société » inscrivant la France dans un processus reconnaissant l'atout que représentent sa diversité culturelle et les apports multiples dont elle veut être le creuset et dans un processus de réduction des inégalités sociales et de solidarité nationale envers les catégories sociales les plus précaires, les plus victimes de la mondialisation économique ». A coup de « vivre ensemble égalitaire », de « changement de paradigme », de « production de possibles », tout est mis en place pour « faire de l'en commun » .

Les nouveautés apparaîtraient dès l'école maternelle. Avec, par exemple, l'organisation d'« ateliers-débats de philosophie à tous les niveaux scolaires, sur des sujets tels que l'altérité, l'identité, les questions de genre, la religion ». Une « (re) mise à plat de l'histoire de France » est prévue. « Les programmes d'histoire représentent un enjeu important pour prendre en compte la pluralité de la société et favoriser une identification à un Nous inclusif », indique-t-on. Il est donc proposé de « renforcer ou inscrire dans les programmes scolaires (dès l'école primaire) l'histoire des mouvements de population, c'est-à-dire ceux liés à l'esclavage et à la traite négrière (...) sans oublier les Roms ». Un « nouveau panthéon » est à créer « pour une histoire plurielle » : « l'histoire enseignée se réfère à des figures incarnées qui demeurent très largement des « grands hommes » mâles, blancs et hétérosexuels. Il y a donc un enjeu fort à faire évoluer le « panthéon » des figures censées incarner les grands mouvements, les époques et les dynamiques plurielles de la société » .

Vient ensuite « la reconnaissance de toutes les langues de manière identique » . «

La France devrait assumer la dimension « arabe-orientale » de son identité », recommandent les experts, qui préconisent de « valoriser l'enseignement de l'arabe » et de « proposer l'enseignement dès le collège d'une langue africaine ». Quant au voile, il pourrait faire sa réapparition à l'école. « La suppression des dispositions légales et réglementaires scolaires discriminatoires, concernant notamment le voile », et en particulier de « la circulaire de 2012 concernant l'accompagnement aux sorties scolaires » est réclamée. « Ces réglementations, précisent les auteurs, outre de comporter de manière implicite une logique discriminatoire, servent de justification pour une extension des pratiques discriminatoires dans de nombreux secteurs (entreprises,

université's, structures de la petite enfance, services publics...) ». A noter que les deux seuls collectifs auditionnés par le groupe de travail « Faire société » sont « « Vivre ensemble l'égalité » , réunissant des jeunes de 16 à 21 ans de Lormont mobilisés contre les discriminations et « Sorties scolaires : avec nous ! » , réunissant des mères interdites d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire en raison de leur port du foulard » .

Le « Nous inclusif et solidaire » passerait aussi par l'instauration d'une « journée pour commémorer les apports de toutes les migrations à la société française » . De « nouvelles rues et places de villes et de villages » pourraient être nommées « en écho avec cette histoire des migrations » . Et un « musée des colonisations » pourrait s'installer « dans l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, où fut signé le décret d'abolition de l'esclavage de 1848 » .

En matière de protection sociale, « il est nécessaire de reconnaître le caractère discriminant de certaines prestations » . « À la différence de la CMU dont le bénéficiaire est soumis à une condition de stabilité de résidence de 3 mois en France, le RSA et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ne sont servis aux assurés ressortissants étrangers que s'ils justifient d'un séjour régulier de 5 ans au moins, voire de 10 ans, notent les experts. Il est donc important de parvenir à l'harmonisation des conditions de résidence aux fins de simplification pour, d'une part, un accès aux droits facilité et, d'autre part, éviter les ruptures de droits en rendant la condition de résidence compréhensible et compatible avec les allers et venues entre la France et le pays d'origine » . « En outre, poursuivent les rédacteurs, le cadre juridique pourrait être assoupli » afin de permettre « une ouverture du droit à certaines prestations quasi-automatique » .

« Désigner, c'est stigmatiser » , assène pour sa part le groupe « connaissance-reconnaissance » . Haro, donc, sur ces « descriptions stigmatisantes (telles que « personne d'origine arabe, maghrébine... » , utilisées sans commune mesure dans les conversations, mais aussi par les médias comme par les institutions publiques » . « Seules les personnes devraient avoir le droit de se désigner elles-mêmes » , affirment les experts. Il s'agit de « revisiter tous les registres lexicaux utilisés par les institutions publiques, les médias et les partis politiques » . En ce qui concerne la manière dont les médias parlent des personnes d'origine étrangère, la « première recommandation » est de « ne mentionner la nationalité, l'origine, l'appartenance ethnique, la couleur de peau, la religion ou la culture que si cette information est pertinente » . Le « recours à la sanction » pour « contraindre à la non désignation » pourrait être étudié, et un délit de « harcèlement racial » instauré.

Comment faire pour mettre en oeuvre ce « commun comme nouvelle forme d'universalité au bénéfice de tous » ? La création d'une série d'organismes est préconisée, d' « une instance positive de transformation sociale » à un « fond d'investissement » , en passant par une « instance nationale placée auprès du premier ministre qui garantit le pilotage d'une cohérence de l'action publique en matière de lutte contre les discriminations » . Quant à la « Cour des comptes de l'égalité » , elle servirait sans doute à contrôler toutes ces nouvelles instances...

Stéphane Kovacs Comment évoluer vers ce « Nous inclusif et solidaire » mis en avant tout au long de ces quelque 250 pages ? « L'enjeu de la politique à mener, écrivent les experts de façon fort tortueuse, réside dans le fait de se doter d'un « projet de société » inscrivant la France dans un processus reconnaissant l'atout que représentent sa diversité culturelle et les apports multiples dont elle veut être le creuset et dans un processus de réduction des inégalités sociales et de solidarité nationale envers les catégories sociales les plus précaires, les plus victimes de la mondialisation économique » . A coup de « vivre ensemble égalitaire » , de « changement de paradigme » , de « production de possibles » , tout est mis en place pour « faire de l'en commun » . Les nouveautés apparaîtraient dès l'école maternelle. Avec, par exemple, l'organisation d' « ateliers-débats de philosophie à tous les niveaux scolaires, sur des sujets tels que l'altérité, l'identité, les questions de genre, la religion » . Une « (re) mise à plat de l'histoire de France » est prévue. « Les programmes d'histoire représentent un enjeu important pour prendre en compte la pluralité de la société et favoriser une identification à un Nous inclusif » , indique-t-on. Il est donc proposé de « renforcer ou inscrire dans les programmes scolaires (dès l'école primaire) l'histoire des mouvements de population, c'est à-dire ceux liés à l'esclavage et à la traite négrière (...) sans oublier les Roms » . Un « nouveau panthéon » est à créer « pour une histoire plurielle » : «

l'histoire enseignée se réfère à des figures incarnées qui demeurent très largement des « grands hommes » mâles, blancs et hétérosexuels. Il y a donc un enjeu fort à faire évoluer le « panthéon » des figures censées incarner les grands mouvements, les époques et les dynamiques plurielles de la société » .

Vient ensuite « la reconnaissance de toutes les langues de manière identique » . «

La France devrait assumer la dimension « arabe-orientale » de son identité » , recommandent les experts, qui préconisent de « valoriser l'enseignement de l'arabe » et de « proposer l'enseignement dès le collège d'une langue africaine » . Quant au voile, il pourrait faire sa réapparition à l'école. « La suppression des dispositions légales et réglementaires scolaires discriminatoires, concernant notamment le voile » , et en particulier de « la circulaire de 2012 concernant l'accompagnement aux sorties scolaires » est réclamée. « Ces réglementations, précisent les auteurs, outre de comporter de manière implicite une logique discriminatoire, servent de justification pour une extension des pratiques discriminatoires dans de nombreux secteurs (entreprises, universités, structures de la petite enfance, services publics...) » . A noter que les deux seuls collectifs auditionnés par le groupe de travail « Faire société » sont « « Vivre ensemble l'égalité » , réunissant des jeunes de 16 à 21 ans de Lormont mobilisés contre les discriminations et « Sorties scolaires : avec nous ! » , réunissant des mères interdites d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire en raison de leur port du foulard » .

Le « Nous inclusif et solidaire » passerait aussi par l'instauration d'une « journée pour commémorer les apports de toutes les migrations à la société française » . De « nouvelles rues et places de villes et de villages » pourraient être nommées « en écho avec cette histoire des migrations » . Et un « musée des colonisations » pourrait s'installer « dans l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, où fut signé le décret d'abolition de l'esclavage de 1848 » .

En matière de protection sociale, « il est nécessaire de reconnaître le caractère discriminant de certaines prestations » . « À la différence de la CMU dont le bénéficiaire est soumis à une condition de stabilité de résidence de 3 mois en France, le RSA et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ne sont servis aux assurés ressortissants étrangers que s'ils justifient d'un séjour régulier de 5 ans au moins, voire de 10 ans, notent les experts. Il est donc important de parvenir à l'harmonisation des conditions de résidence aux fins de simplification pour, d'une part, un accès aux droits facilité et, d'autre part, éviter les ruptures de droits en rendant la condition de résidence compréhensible et compatible avec les allers et venues entre la France et le pays d'origine » . « En outre, poursuivent les rédacteurs, le cadre juridique pourrait être assoupli » afin de permettre « une ouverture du droit à certaines prestations quasi-automatique » .

« Désigner, c'est stigmatiser » , assène pour sa part le groupe « connaissance-reconnaissance » . Haro, donc, sur ces « descriptions stigmatisantes (telles que « personne d'origine arabe, maghrébine... » , utilisées sans commune mesure dans les conversations, mais aussi par les médias comme par les institutions publiques » . « Seules les personnes devraient avoir le droit de se désigner elles-mêmes » , affirment les experts. Il s'agit de « revisiter tous les registres lexicaux utilisés par les institutions publiques, les médias et les partis politiques » . En ce qui concerne la manière dont les médias parlent des personnes d'origine étrangère, la « première recommandation » est de « ne mentionner la nationalité, l'origine, l'appartenance ethnique, la couleur de peau, la religion ou la culture que si cette information est pertinente » . Le « recours à la sanction » pour « contraindre à la non désignation » pourrait être étudié, et un délit de « harcèlement racial » instauré. Comment faire pour mettre en œuvre ce « commun comme nouvelle forme d'universalité au bénéfice de tous » ? La création d'une série d'organismes est préconisée, d' « une instance positive de transformation sociale » à un « fond d'investissement » , en passant par une « instance nationale placée auprès du premier ministre qui garantit le pilotage d'une cohérence de l'action publique en matière de lutte contre les discriminations » . Quant à la « Cour des comptes de l'égalité » , elle servirait sans doute à contrôler toutes ces nouvelles instances...

Stéphane Kovacs

Comment évoluer vers ce « *Nous inclusif et solidaire* » mis en avant tout au long de ces quelque 250 pages ? « *L'enjeu de la politique à mener*, écrivent les experts de façon fort tortueuse, réside dans le fait de se doter d'un

« projet de société » inscrivant la **France** dans un processus reconnaissant l'atout que représentent sa diversité culturelle et les apports multiples dont elle veut être le creuset et dans un processus de réduction des inégalités sociales et de solidarité nationale envers les catégories sociales les plus précaires, les plus victimes de la mondialisation économique ». A coup de « vivre ensemble égalitaire », de « changement de paradigme », de « production de possibles », tout est mis en place pour « faire de l'en commun » .

Les nouveautés apparaîtraient dès l'école maternelle. Avec, par exemple, l'organisation d' « ateliers-débats de philosophie à tous les niveaux scolaires, sur des sujets tels que l'altérité, l'identité, les questions de genre, la religion ». Une « (re) mise à plat de l'histoire de **France** » est prévue. « Les programmes d'histoire représentent un enjeu important pour prendre en compte la pluralité de la société et favoriser une identification à un Nous inclusif », indique-t-on. Il est donc proposé de « renforcer ou inscrire dans les programmes scolaires (dès l'école primaire) l'histoire des mouvements de population, c'est-à-dire ceux liés à l'esclavage et à la traite négrière (...) sans oublier les Roms ». Un « nouveau panthéon » est à créer « pour une histoire plurielle » : « l'histoire enseignée se réfère à des figures incarnées qui demeurent très largement des « grands hommes » mâles, blancs et hétérosexuels. Il y a donc un enjeu fort à faire évoluer le « panthéon » des figures censées incarner les grands mouvements, les époques et les dynamiques plurielles de la société » .

Vient ensuite « la reconnaissance de toutes les langues de manière identique » . «

La **France** devrait assumer la dimension « arabe-orientale » de son identité », recommandent les experts, qui préconisent de « valoriser l'enseignement de l'arabe » et de « proposer l'enseignement dès le collège d'une langue africaine ». Quant au voile, il pourrait faire sa réapparition à l'école. « La suppression des dispositions législatives et réglementaires scolaires discriminatoires, concernant notamment le voile », et en particulier de « la circulaire de 2012 concernant l'accompagnement aux sorties scolaires » est réclamée. « Ces réglementations, précisent les auteurs, outre de comporter de manière implicite une logique discriminatoire, servent de justification pour une extension des pratiques discriminatoires dans de nombreux secteurs (entreprises, universités, structures de la petite enfance, services publics...) ». A noter que les deux seuls collectifs auditionnés par le groupe de travail « Faire société » sont « « Vivre ensemble l'égalité », réunissant des jeunes de 16 à 21 ans de Lormont mobilisés contre les discriminations et « Sorties scolaires : avec nous ! », réunissant des mères interdites d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire en raison de leur port du foulard » .

Le « Nous inclusif et solidaire » passerait aussi par l'instauration d'une « journée pour commémorer les apports de toutes les migrations à la société française ». De « nouvelles rues et places de villes et de villages » pourraient être nommées « en écho avec cette histoire des migrations ». Et un « musée des colonisations » pourrait s'installer « dans l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, où fut signé le décret d'abolition de l'esclavage de 1848 » .

En matière de protection sociale, « il est nécessaire de reconnaître le caractère discriminant de certaines prestations ». « À la différence de la CMU dont le bénéficiaire est soumis à une condition de stabilité de résidence de 3 mois en **France**, le RSA et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ne sont servis aux assurés ressortissants étrangers que s'ils justifient d'un séjour régulier de 5 ans au moins, voire de 10 ans, notent les experts. Il est donc important de parvenir à l'harmonisation des conditions de résidence aux fins de simplification pour, d'une part, un accès aux droits facilité et, d'autre part, éviter les ruptures de droits en rendant la condition de résidence compréhensible et compatible avec les allers et venues entre la **France** et le pays d'origine ». « En outre, poursuivent les rédacteurs, le cadre juridique pourrait être assoupli » afin de permettre « une ouverture du droit à certaines prestations quasi-automatique » .

« Désigner, c'est stigmatiser », assène pour sa part le groupe « connaissance-reconnaissance ». Haro, donc, sur ces « descriptions stigmatisantes (telles que « personne d'origine arabe, maghrébine... »), utilisées sans commune mesure dans les conversations, mais aussi par les médias comme par les institutions publiques ». « Seules les personnes devraient avoir le droit de se désigner elles-mêmes », affirment les experts. Il s'agit de « revisiter tous les registres lexicaux utilisés par les institutions publiques, les médias et les partis politiques ». En ce qui concerne la manière dont les médias parlent des personnes d'origine étrangère, la « première recommandation » est de « ne mentionner la nationalité, l'origine, l'appartenance ethnique, la couleur de peau,

*la religion ou la culture que si cette information est pertinente » . Le « recours à` la sanction » pour « contraindre à` la non de`signation » pourrait être étudié, et un délit de « harcèlement racial » instauré. Comment faire pour mettre en oeuvre ce « commun comme nouvelle forme d'universalité au bénéfice de tous » ? La création d'une série d'organismes est préconisée, d' « une instance positive de transformation sociale » à un « fond d'investissement » , en passant par une « instance nationale placée auprès du premier ministre qui garantit le pilotage d'une cohérence de l'action publique en matière de lutte contre les discriminations » . Quant à la « Cour des comptes de l'égalité » , elle servirait sans doute à contrôler toutes ces nouvelles instances...*

## Sanctionner un chômeur accélère son retour à l'emploi

94,79

Mis à jour le 13/12/2013 à 12:24



Une agence de Pôle Emploi. (Crédit: le Figaro)

*S'ils permettent de retrouver un job, ces dispositifs qui vérifient la réalité des recherches des demandeurs d'emplois, ont toutefois l'inconvénient de déboucher sur des postes moins bien rémunérés et moins stables, selon une étude de la Dares.*

Contrôler ou sanctionner un demandeur d'emploi en cas de recherche manifestement insuffisante de sa part a-t-il un impact réel et positif sur son retour dans la vie active? Dans une étude consacrée à l'évaluation des dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi<sup>1</sup> dans le monde (1), le ministère du Travail porte un bilan mitigé sur ces mesures de contrôle et de sanctions qui se sont généralisés aux Etats-Unis et en Europe à partir des années 70-80.

Côté positif, les contrôles de la recherche d'emploi comme les sanctions favorisent d'une manière générale le retour à l'emploi des chômeurs<sup>2</sup>. Prenant l'exemple de l'Irlande qui, sur la période 1999-2005, a suspendu les processus de contrôles des demandeurs d'emploi, la Dares rappelle que «la durée moyenne des épisodes de chômage dans ce pays a progressé de 16% tandis que la probabilité de retour à l'emploi a été réduite de 26%». Plus le travailleur a un taux d'employabilité élevé, plus la menace d'un contrôle de ses démarches lui permet de retrouver un job. Des études réalisées en Belgique indiquent notamment que «la menace d'un contrôle augmente la probabilité d'emploi des travailleurs les plus employables de 27,5% à 39%», souligne le ministère du Travail.

Les sanctions financières ont, elles aussi, des impacts favorables sur les «taux de transition vers l'emploi». Aux Pays-Bas par exemple (sur la période 1994-1996), les taux de retour vers l'emploi pour les personnes sanctionnées «sont plus de deux fois supérieurs après la mise en œuvre des sanctions, que ce qu'ils étaient juste avant», indique la Dares.

### Evaluer les «barrières à l'emploi»

L'effet des sanctions est en outre deux fois plus fort pour les femmes (avec une augmentation du taux de sortie du chômage de 47%) que pour les hommes (progression de 21%), selon une étude réalisée entre 2000 et 2003 aux Pays-Bas. Autre constat, les sanctions<sup>3</sup> sont plus efficaces sur les hommes mariés et moins sur les hommes sans enfant.

Mais, et c'est en quelque sorte le revers de la médaille, ces dispositifs incitent souvent les chômeurs à accepter des emplois moins stables et moins bien rémunérés. Ces processus ont donc un impact négatif «sur la qualité des emplois retrouvés», indique l'étude de la Dares. A partir d'une étude sur la Suède portant sur la période 1999-2004, la Dares met ainsi en évidence un impact négatif sur la qualité des emplois retrouvés (avec une

baisse moyenne des salaires de l'ordre de 4%) et sur le temps de travail (avec une augmentation de 15% de la probabilité de décrocher un emploi à temps partiel).

Les résultats d'une enquête réalisée au Royaume-Uni soulignent en outre l'impact limité des sanctions pour les populations ayant «de fortes barrières à l'emploi». Pour ces demandeurs d'emploi ayant des problèmes personnels sérieux qui les empêchent de se réinsérer (alcool, drogue, illettrisme...), la sanction «n'a pas eu d'impact sur l'intensité de leurs recherches».

(1). L'accompagnement des demandeurs d'emploi: enseignements des évaluations par Gwenn Parent, Olivia Sautory et Rozenn Desplatz. Dares. Décembre 2013.



## Centrafrique : la France veut la création d'un fonds européen pour les opérations militaires 94,81

Le Monde.fr | 13.12.2013 à 11h23 • Mis à jour le 13.12.2013 à 11h59 | Par **Thomas Wieder**



Alors que la France est engagée dans une intervention en Centrafrique depuis la nuit de vendredi à samedi 7 décembre, l'Elysée a prévu de demander à Bruxelles la création d'un « *fonds de soutien pour les actions européennes* », afin de financer les opérations militaires des pays de l'UE. Beaucoup de dirigeants français regrettent que l'Europe n'apporte que peu de soutien à la mission française en cours, sous mandat de l'ONU.

Le président de la République souhaiterait profiter du prochain conseil européen, les 19 et 20 décembre, pour avancer ses positions. « *L'Europe fait beaucoup, mais elle fait ponctuellement, opération par opération*, explique-t-on à l'Elysée. *L'idée, ce serait d'avoir un fonds permanent. On n'est pas les gendarmes ou les mercenaires de l'Europe.* »

La France compte s'appuyer sur l'existence de dispositifs similaires dans d'autres domaines, comme les actions humanitaires, ou encore le fonds pour former les forces armées africaines. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on assure avoir le soutien de « *beaucoup de pays* », comme la Belgique ou la Pologne. « *M<sup>me</sup> Merkel a dit qu'elle réfléchissait* » également, argue-t-on.

### « ON EST LES SEULS À AVOIR DES FORCES SUR PLACE »

Par ailleurs, la France va demander à l'UE des « *moyens sanitaires* », estimant qu'il y a un grave problème de manque d'eau sur place, qui se pose même pour les soldats français, et des difficultés pour nourrir la population.

### Voir aussi : [Infographie : 1 600 soldats français déployés en Centrafrique](#)

L'Elysée espère toujours ne pas s'enliser dans le pays, et se reposer sur les 6 000 soldats africains qui devraient être présents sur place, à terme. « *On n'a pas vocation à durer très longtemps dans cette opération*, explique-t-on. *A l'avenir, il y aura une force africaine qui sera formée pour que nous n'ayons pas à intervenir par nous-mêmes. On est les seuls à avoir des forces sur place. Quand on décide le jeudi soir, il y a des forces dès le samedi matin.* »

## Salaires : l'exception française

94,82

LE MONDE | 13.12.2013 à 10h57 • Mis à jour le 13.12.2013 à 12h06 | Par Anne Eveno



L'économie française patine, peine à sortir de la récession et pourtant les salaires restent dynamiques. Les chiffres publiés, vendredi 13 décembre, par le ministère du travail en témoignent. Au 30 septembre, l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés (SMB) affichait une hausse de 1,6 % sur un an. Comme, dans le même temps, l'inflation (hors tabac) a été limitée à 0,7 %, cela signifie que le SMB a progressé en réel de 0,9 % sur un an.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que, depuis des mois, l'économie française détruit des emplois. Sur un an, les secteurs marchands ont supprimé 132 500 emplois, principalement dans l'industrie. « *Il y a effectivement en France une forme d'inertie de l'évolution des salaires par rapport à l'activité. Le produit intérieur brut en valeur a progressé de 9,7 % entre 2007 et 2013, alors que sur la même période le salaire par tête a, lui, augmenté de 13,6 %* », note Denis Ferrand, directeur de Coe-Rexecode.

### « L'ÉCART SE CREUSE »

Dans une note, publiée en avril, le Conseil d'analyse économique (CAE) avait souligné cette particularité. S'intéressant à la période 2008-2010, l'organisme, rattaché à Matignon, pointait que, depuis la crise de 2008, « *un écart se creuse en France entre la productivité du travail, qui tend à stagner, et les salaires qui continuent de progresser* ».

Dans le même temps, certains pays voisins, comme l'Italie ou l'Espagne, ont accusé une sévère baisse des salaires. La Fondation d'études d'économie appliquée (Fedea) calcule que les salaires ont baissé en Espagne de 12 % entre 2010 et 2012. Un recul salué par le chef du gouvernement espagnol. Dans un entretien au quotidien *El País*, Mariano Rajoy a estimé, le 10 décembre, que pour sortir de la crise, « *une des clés est la modération salariale* », ajoutant : « *Dans les situations de difficulté, il vaut mieux gagner un peu moins et maintenir le plus grand nombre possible de postes de travail.* »

### Lire aussi l'entretien avec Patrick Artus (économiste en chef chez Natixis) : [« Les salaires français sont les plus rigides de la zone euro »](#)

Comment expliquer la dynamique préservée des salaires en France durant la crise ? Une partie de la hausse – environ un quart selon le CAE – est mécanique. Les destructions d'emplois observées durant cette période

concernent majoritairement des salariés à faibles qualifications et faibles rémunérations, ce qui entraîne une hausse du salaire moyen des personnes ayant conservé leur emploi.

Par ailleurs, relève le CAE, « *les modalités de définition des minima salariaux et de financement de la protection sociale jouent aussi un rôle dans cette dynamique salariale* ».

Enfin, et c'est là un élément commun aux entreprises françaises et étrangères, les dirigeants sont réticents à infléchir leurs pratiques salariales. « *Pour préserver la motivation des travailleurs et le climat social, deux déterminants essentiels de la productivité, les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires* », observe le CAE.

Cette absence de réactivité des salaires à la crise n'est pas sans conséquence. A très long terme, les évolutions salariales demeurent corrélées aux gains de productivité. Si, depuis 2008, la productivité horaire en France a crû de 3 %, le salaire par tête dans le secteur marchand s'est apprécié en cumulé de 10 %. L'écart a été supporté par les entreprises, à travers une contraction des marges.

### **Enveloppes revues à la baisse**

En raison du décalage observé, le rebond de l'activité économique en France, s'il se concrétise, ne sera donc pas synonyme d'une hausse accélérée des salaires. « *Les entreprises vont d'abord reconstituer leurs marges, ensuite, elles augmenteront l'emploi et redistribueront du salaire* », prédit M. Ferrand, selon qui le salaire nominal (celui inscrit sur la feuille de paie) ne devrait augmenter que de 1,5 % en 2014.

La modération salariale va donc s'installer dans la durée. Les grands cabinets spécialisés dans les ressources humaines et le management le confirment : 2014 ne sera pas un millésime très fructueux pour les rémunérations en France.

Hay Group – qui se fonde sur un panel de 22 000 entreprises à travers le monde – estime que, l'an prochain, les rémunérations ne devraient progresser en France que de 2,5 %, après 2,6 % en 2013. Pour sa part, le cabinet Towers Watson, qui a centré son étude sur 63 grandes entreprises en France, relève que ces dernières diminuent leurs enveloppes d'augmentations salariales.

Alors que cet été, ces entreprises estimaient qu'en 2014 leurs budgets consacrés aux augmentations (générales et individuelles) pourraient progresser de 2,8 %, elles considèrent désormais que cette hausse ne sera que de 2,3 %, toutes catégories de salariés confondues.

Selon Armelle Prokop, responsable du département rétributions chez Towers, cette révision traduit le fait que « *le regain d'activité économique, attendu en juillet, n'a pas été aussi notable qu'espéré en cette fin d'année, les contraignant à revoir à la baisse leurs budgets d'augmentations salariales* ».

## La polémique autour de l'intégration révèle l'embarras de l'exécutif sur le sujet 94,84

LE MONDE | 14.12.2013 à 09h53 • Mis à jour le 14.12.2013 à 10h30 | Par [Elise Vincent](#) et [Stéphanie Le Bars](#)



Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a été la cible de vives attaques de l'opposition, vendredi 13 décembre, à la suite de [la « une » du Figaro](#) accusant « un rapport » sur l'intégration, remis à Matignon le 13 novembre, de [vouloir «autoriser le port du voile à l'école »](#).

[« Un rapport en rupture totale avec notre vision de l'assimilation républicaine »](#), a immédiatement dénoncé Jean-François Copé, le président de l'[UMP](#). Il « [diviserait un peu plus les Français et alimenterait tous les extrémismes](#) », a réagi l'ancien premier ministre, François Fillon, suivi par la présidente du [Front national](#), [Marine Le Pen](#), qui y a vu « [une très grave provocation](#) ».

M. Ayrault a rapidement réagi à ces accusations. Devant la presse convoquée à Matignon, le chef du gouvernement a assuré que son équipe ne voulait « [évidemment pas](#) » [réintroduire](#) les signes religieux à l'école. « [Ce n'est pas parce que je reçois des rapports que c'est forcément la position du gouvernement](#) », a-t-il justifié. Il s'est dans la foulée emporté contre M. Copé, qu'il a traité d'« [irresponsable et \[de\] menteur](#) ». M. Ayrault a reçu dans la journée le soutien de [François Hollande](#) : ces documents [ne sont « pas du tout la position du gouvernement »](#), a déclaré le chef de l'Etat depuis la [Guyane](#), où il était en déplacement.

### **SYNTHÈSES JARGONNANTES**

La polémique dans laquelle s'est retrouvé pris l'exécutif est délicate. Elle vient du fait que ce qui n'était que des [synthèses d'étapes de « groupes de travail »](#), missionnés avant l'été pour [plancher](#) sur une refonte de la [politique](#) d'intégration, a été mis en scène comme un « rapport » abouti.

Or, sur le fond, aucune ligne de force ne se dégage de ces synthèses. Souvent jargonnières, elles ont été rédigées par des chercheurs et acteurs de terrain peu connus. Les propositions concernent aussi bien l'école, le [logement](#), la [culture](#) que l'[accès aux soins](#). Le seul axe qui peut [être](#) retenu est celui de la nécessité [de construire](#) une politique d'intégration à la française, dont gauche comme droite constatent de longue date qu'elle est en difficulté.

Certaines synthèses des groupes de travail qui ont rendu leur copie à M. Ayrault appellent ainsi à une meilleure reconnaissance des minorités ethno-raciales, de leur histoire et des discriminations dont elles peuvent [être](#) victimes. D'autres, au contraire, sont sur une ligne plus assimilationniste, « color blind » (aveugle à la couleur), et appellent surtout à [améliorer](#) la promotion économique et sociale des classes populaires au sens large.

### **CLIVAGES**

L'extrême discrétion avec laquelle Matignon a mis en ligne ces travaux, le 13 novembre, illustre néanmoins l'embarras plus large de l'exécutif et de la gauche sur les questions d'intégration. Deux camps s'opposent traditionnellement au sein de la majorité. D'un côté, celui des partisans d'une meilleure reconnaissance de la diversité ethnique, culturelle et religieuse de la France, à travers notamment des politiques de discrimination positive. De l'autre, celui des « républicains », inquiets du développement du communautarisme, favorables à un strict respect de la laïcité et attachés à une allégeance formelle aux valeurs de la République.

>> **[Lire nos explications sur le blog Digne de Foi Revenir sur le voile à l'école : une proposition iconoclaste et inutile ?](#)**

Conscient de ces clivages mais soucieux de répondre à ce qu'il sait être un sujet de préoccupation important de l'opinion, l'exécutif avait, dès 2012, commandé un rapport sur l'intégration à un conseiller d'Etat, Thierry Tuot. Celui-ci devait normalement servir de guide à l'amélioration de la politique d'intégration. Mais ce rapport, remis en février et intitulé « La grande nation, pour une société inclusive », avait été enterré aussi vite qu'il avait été rédigé. Fourmillant de propositions aussi disparates que celles des derniers groupes de travail, il n'avait pas été jugé à la hauteur des enjeux.

## **LES MINISTÈRES DOIVENT RENDRE LEURS PROPOSITIONS**

Difficile de savoir si les synthèses remises le 13 novembre subiront le même sort. Initialement, elles devaient déboucher lors d'un séminaire gouvernemental en décembre. Mais celui-ci a été transformé en une réunion, sans doute interministérielle, qui se tiendra le 9 janvier 2014. A Matignon, vendredi, on assurait toutefois que, même si rien n'avait été tranché, les synthèses avaient nourri la réflexion des grands ministères.

Selon nos informations, ceux-ci ont dû récemment remettre des listes précises de mesures qu'ils pourraient mettre en place dans leurs domaines respectifs afin de lutter contre les discriminations. Ces listes de propositions seront validées d'ici un mois. L'exécutif aurait ainsi décidé de laisser la question de l'intégration des étrangers primo-arrivants au ministère de l'intérieur, pour se concentrer sur la situation des Français issus de l'immigration, « *soit ceux qui ne se sentent justement pas concernés aujourd'hui par le concept d'"intégration"* », explique-t-on.

Le ministère du logement, notamment, aurait fait des propositions visant à « améliorer l'attribution des logements sociaux », considérée comme opaque. Le ministère de l'emploi aurait de son côté « demandé à Pôle emploi de lui faire des propositions pour développer les méthodes de recrutement » alternatives. Il aurait également proposé de sensibiliser aux possibilités de saisir le Défenseur des droits en cas de discrimination au travail. « *Il y a beaucoup d'autocensure* », justifie-t-on à Matignon.

## Who Needs the Debt Ceiling?

94,86

Mises Daily: Saturday, December 14, 2013 by [Russell Lamberti](#)



US lawmakers reached a budget deal this week that will avert the sequester cuts and shutdowns. These fiscal “roadblocks” supposedly damaged investor confidence in 2013, although clearly no one told equity investors who’ve chased the S&P 500 up 26 percent this year. But even so the budget deal is seen by inflationists as only half the battle won, because it doesn’t deal with the pesky debt ceiling. Unsurprisingly, the old calls for a scrapping of the debt ceiling are being heard afresh.

Last week, *The Week* ran an [opinion piece](#) by John Aziz which argues that America (and all other nations for that matter) should keep borrowing until investors no longer want to lend to it. To this end, it is argued, the US should scrap its debt ceiling because the only debt ceiling it needs is the one imposed by the market. When the market doesn’t want to lend to you anymore, bond yields will rise to such an extent that you can no longer afford to borrow any more money. You will reach your *natural*, market-determined debt ceiling. According to this line of reasoning, American bond yields are incredibly low, meaning there is no shortage of people willing to lend to Uncle Sam. So Washington should take advantage of these fantastically easy loans and leverage up.

Here’s part of the key paragraph from Aziz:

*Right now interest rates are very low by historical standards, even after adjusting for inflation. This means that the government is not producing sufficient debt to satisfy the market demand. The main reason for that is the debt ceiling.*

What this fails to appreciate is that interest rates are a heavily controlled price in all of today’s major economies. This is particularly true in the case of America, where the Federal Reserve controls short-term interest rates using open market operations (i.e., loaning newly printed money to banks) and manipulates long-term interest rates using quantitative easing. By injecting vast amounts of liquidity into the economy, the Fed makes it appear as though there is more savings than there really is. But US bond yields are currently no more a reflection of the market’s demand for US debt than a price ceiling on gasoline is a reflection of its booming supply. Contra the view expressed in *The Week*, low rates brought about by contrived zero-bound policy rates and trillions of dollars in QE can mislead the federal government into borrowing more while at the same time pushing savers and investors out of US bond markets and into riskier assets like corporate bonds, equities, exotic derivatives, emerging markets, and so on.

Greece once thought that the market was giving it the green light to “produce” more debt. Low borrowing rates for Greece were not a sign of fiscal health, however, but really just layer upon layer of false and contrived signals arising from easy ECB money, allowing Greece to hide behind Germany’s credit status. As it turned out, a legislative debt ceiling in Greece (one that was actually adhered to) would have been a far better idea than pretending this manipulated market was a fair reflection of reality. Investors were happy to absorb Greece’s debt until suddenly they weren’t.

This is the nature of sovereign debt accumulation driven by easy money and credit bubbles. It's all going swimmingly until it's not. And there is little reason to think this time the US is different. Except that America might be worse. The very fact of the Fed buying Treasuries with newly printed money proves Washington is producing too much debt. China even stated recently that it saw no more utility accumulating any more dollar debt assets. If the whole point of QE is to monetize impaired assets, then the Fed likely sees Treasury bonds as facing considerable impairment risk. Theory and history are clear about the reasons for and consequences of large-scale and persistent debt monetization.

Finally, it is wrong to assert that the debt ceiling is the main reason for America's fiscal deficit reduction. The ceiling has never provided a meaningful barrier to America's borrowing ambitions, hence the dozens of upward adjustments to the ceiling whenever it threatens to crimp the whims of Washington's profligate classes.

America's rate of new borrowing is falling because all the money it has printed washed into the economic system and found its way back into tax revenues. Corporate profits are soaring to all-time highs on dirt cheap trade financing. Corporate high-grade debt issuance has set a new record in 2013. Companies are rolling their short-term debts, now super-cheap thanks to Bernanke's money machine, and issuing long, into a bubbly IPO and corporate bond market. The last time corporate profits surged like they're doing now was during the credit and housing bubble that preceded the unraveling and inevitable bust in 2008/09.

These are money and credit cycle effects. The debt ceiling has had precious little to do with it. Moreover, US debt is neither crimped nor the US Treasury Department austere. Instead, the national debt is soaring, \$60,000 higher for every US family since Obama took office and rising. Add to this the fact that the US Treasury's bond issuance schedule is actually set to rise in 2014 due to huge amounts of maturing debt needing to be rolled over next year, and the fiscal significance of the debt ceiling fades even further.

The singular brilliance of the debt ceiling however, is that it keeps reminding everyone that there is a growing national debt that never seems to shrink. That is a tremendous service to American citizens who live in the dark regarding the borrowing machinations of their political overlords. Yes, politicians keep raising the debt ceiling, but nowadays they have to bend themselves into ever twisty pretzels trying to explain why to their justifiably skeptical and cynical constituents. Most people don't understand bond yields, quantitative easing, and Keynesian pump-a-thons too well, but they sure understand a debt ceiling.

## **Conclusion**

Those who adhere to the don't-stop-til-you-get-enough theory of sovereign borrowing, and by extension argue for a scrapping of the debt ceiling, couldn't be more misguided. In free markets with no Fed money market distortion, interest rates can be a useful guide of the amount of real savings being made available to borrowers. When borrowers want to borrow more, real interest rates will rise, and at some point this crimps the marginal demand for borrowing, acting as a natural "debt ceiling." But when markets are heavily distorted by central bank money printing and contrived zero-bound rates, interest rates utterly cease to serve this purpose for prolonged periods of time. What takes over is the false signals of the unsustainable business cycle which fools people into thinking there is more savings than there really is. Greece provides a recent real-world case study of this very phenomenon in action. In these cases we are likely to see low rates sustained during the increase in government borrowing, only for them to quickly reset higher and plunge a country into a debt trap which may force default or extreme money printing.

Debt monetization has a proven track record of ending badly. It is after all the implicit admission that no one but your monopoly money printer is willing to lend to you at the margin. The realization that this is unsustainable can take a while to sink in, but when it does, all it takes is an inevitable fat-tail event or crescendo of panic to topple the house of cards. If the market realizes it's been duped into having too much before the government decides it's had enough, a debt crisis won't be far away.

## Wo ist die Courage?

94,88

14.12.2013 · Diese Regierung fängt mutlos an. Spätestens nach der Lektüre des Koalitionsvertrages muss man zu dem Schluss kommen, dass Deutschlands alte und neue Bundeskanzlerin weder rechts noch wirtschaftsliberal noch mutig ist.  
Von WINAND VON PETERSDORFF



© REUTERS  Ohne Mut: Angela Merkel

Mancher, der der energiegeladend pragmatischen Bundeskanzlerin noch einmal seine Stimme anvertraute, trug eine stille Hoffnung im Herzen. Angela Merkel würde in ihrer letzten Wahlperiode noch einmal mutig werden, weil sie doch danach nach eigenem Bekunden nicht noch einmal zur Wahl antreten werde. Die Frau, die entscheidend zu Helmut Kohls Demontage beigetragen hat, würde in den letzten vier Jahren ihre wahre Kraft beweisen.

Diese Hoffnung war allerdings schon nicht leicht zu konstruieren. Sie setzt zunächst ganz schlicht voraus, dass Angela Merkel sich wirklich nach dieser Legislaturperiode zurückzieht. Das kann aber auch anders laufen, wenn man sich die Lebensläufe von Spitzenpolitikern so anschaut.

Zudem liegt dieser Hoffnung das Bild einer Politikerin zugrunde, die eigentlich die richtige, gelegentlich schmerzhafteste Politik kennt, sie aber nur unterlässt wegen der Machtverhältnisse und um die Wähler bei der Stange zu halten. Ob dieses Bild wirklich stimmt?

Nur in einer kurzen Phase ihres politischen Daseins hat die Bundeskanzlerin mit wirtschaftsliberalen Positionen geliebäugelt, etwa mit einer mutigen Steuerpolitik. In der ersten großen Koalition war davon schon nichts mehr zu spüren. Aber, was eigentlich entlarvend ist, an der Seite der Liberalen ebenso wenig.

Keine Antworten auf die vier wichtigsten Zukunftsfragen

Spätestens nach der Lektüre des Koalitionsvertrages muss man zu dem Schluss kommen, dass Deutschlands Bundeskanzlerin weder rechts, noch wirtschaftsliberal noch mutig ist. Das bleibt natürlich nicht folgenlos. Auch wenn es schon öfter geschrieben worden ist, stimmt es doch: Der Koalitionsvertrag ist ein Dokument der Mutlosigkeit.

Auf die vier größten Entwicklungen hat die künftige Bundesregierung keine angemessene Antwort: Da ist der demographische Wandel, der die langfristige Finanzierbarkeit der Sozialversicherungen in Frage stellt. Die Regierung reagiert mit einer faktischen Herabsetzung des Rentenalters und mit einer Begründung neuer Rentenansprüche. Da ist der Klimawandel, auf den mit teurer, wirkungsloser Energiepolitik reagiert wird und einer „Ostzonalisierung“ des Energiesektors. Da ist die schleichende Degeneration des Standorts Deutschland, die sich unter anderem in einer inzwischen auffälligen Investitionsschwäche zeigt. Und da ist die Euro-Krise, die inzwischen eine beunruhigend desintegrierende Wirkung entfaltet und Deutschlands großen Nachkriegserfolg, sich als Mitglied in die europäische Gemeinschaft einzubinden, gefährdet.



Der Zeitpunkt für eine mutige Politik könnte günstiger nicht sein. Denn die deutsche Volkswirtschaft präsentiert sich aktuell noch in guter Verfassung. Die Kassen der Sozialversicherungen sind gut gefüllt. Selbst der Bundeshaushalt hat offenbar noch finanzielle Spielräume.

Wir verdanken diese Lage den Schröderschen Arbeitsmarktreformen, die gerade wieder einkassiert werden. Zudem verschaffen die geburtenschwachen Jahrgänge dem Land eine Atempause. Sie besetzen die offenen Stellen, statt arbeitslos zu werden, und entlasten damit die Sozialversicherungen. Und schließlich haben wir zur Zeit ein außergewöhnlich niedriges Zinsniveau, das nicht nur den Finanzminister entspannter gucken lässt, sondern auch den Unternehmen nützt.

Diese außergewöhnliche Gunstphase nicht zu einer entschlossenen Politik zu nutzen ist skandalös. Man müsste das Investitionsklima verbessern, etwa durch Steuersenkungen. Man müsste das Rentenalter erhöhen und die Arbeit von alten Arbeitnehmern erleichtern. Man müsste sämtliche Anbieter erneuerbarer Energien zwingen, ihren Strom zu echten Marktbedingungen anzubieten, und zugleich neue globale Anstrengungen zur Reduzierung der Treibhausgase unternehmen. Und man müsste die Europapolitik grundlegend erneuern. Aber für das alles bräuchte es leider Mut.